

LE MONDE diplomatique

LES BALIVERNES
DE MICHEL ONFRAY

PAR EDWARD CASTLETON

Pages 22 et 23.

Mensuel - 28 pages

N° 867 - 73^e année. Juin 2026

GUERRE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'Amérique a un plan

Se pourrait-il que la conduite erratique du président américain masque une cohérence : une formidable reprise en main de l'économie par l'État, mais un État piloté par des banquiers d'affaires ? M. Donald Trump poursuit en effet la même stratégie que son prédécesseur : organiser la souveraineté de l'Amérique vis-à-vis de la Chine dans les secteurs critiques de la défense et de l'intelligence artificielle.

PAR EVGENY MOROZOV *

Avec M. Donald Trump, on confondrait facilement les gesticulations avec le nœud de l'intrigue. Les premières – insultes, caprices douaniers, trafics de cryptomonnaies, mélodrames ministériels, cruautés calibrées pour les caméras – aiment l'attention sur la piste de cirque. Le second s'exprime en dollars. C'est le montant du plus gros budget de défense de l'histoire des États-Unis en valeur nominale (proche, en valeur réelle, du pic annuel atteint lorsque le pays combattait Adolf Hitler) : 1 500 milliards. Pour réunir une telle somme, il faut toute l'élégance arithmétique d'un homme qui n'hésite pas à faire raquer ses propres enfants, c'est-à-dire à élaguer les services publics qui les nourrissent, les scolarisent et les soignent.

* Directeur de The Syllabus, une plate-forme de sélection et de mise en valeur des connaissances. Son livre le plus récent publié en français, *Les Santiago Boys* (Divergences, Quimper, 2024), s'appuie sur le podcast éponyme.

Ce budget est censé financer la transformation structurelle de l'État américain, de son économie et de sa place dans l'ordre mondial. La république tombe le masque du libre marché, même si l'Agence pour les projets de recherche avancée de défense (Darpa), le fonds d'investissement de l'Agence centrale de renseignement (CIA) In-Q-Tel, les laboratoires nationaux et autres instruments de l'« État développementaliste caché », comme l'a appelé l'économiste Fred Block (1), existent depuis longtemps. Désormais, c'est au grand jour que Washington sélectionne des secteurs d'activité, fixe des prix, prend des participations dans des compagnies privées et conditionne son aide internationale à la loyauté politique des bénéficiaires. Le vocabulaire de la guerre froide et celui



DAMIEN HOAR DE GALVAN. – « Hanging On » (S'accrocher), 2023

de l'après-chute du Mur ne conviennent plus. « Keynésianisme militaire » signifiait booster la demande agrégée en augmentant les dépenses de défense ; « néolibéralisme militaire » visait la même chose en passant par des prestataires privés et des chaînes logistiques dérégulées.

(Lire la suite pages 6 et 7.)

(1) Fred Block, « Swimming against the current : The rise of a hidden developmental state in the United States », *Politics & Society*, vol. 36, n° 2, Sage Journals, Thousand Oaks, 2008, <https://journals.sagepub.com>

AU SERVICE DE QUI ?

À l'école française des espions

Agent secret, un métier comme un autre ? Dans l'enseignement supérieur, de coûteuses formations permettent désormais de se familiariser avec le monde du renseignement. Associant chercheurs et praticiens, elles procèdent d'un étrange mélange des genres. L'université et les « services » convolent en justes noces. Mais leur rejeton, baptisé « Intelligence Studies », est franchement patibulaire.

PAR HAGER BEN JAFFEL *

« D IPLÔME Malotru », en référence au héros de la série *Le Bureau des légendes*, ou encore « Centre de formation pour espions » : les surnoms ne manquent pas pour désigner le cursus proposé par Sciences Po Saint-Germain-en-Laye destiné à préparer les agents du renseignement français. Créé en 2019 en collaboration avec l'Académie du renseignement – un organisme public qui vise à rapprocher l'université des services secrets –, le diplôme sur le renseignement et les menaces globales (DiReM) propose d'initier les étudiants à la « réalité des menaces sécuritaires qui touchent le pays et [aux] moyens existants de prévention et de lutte contre ces menaces ». L'Académie supervise le contenu pédagogique afin d'assurer la « pertinence » professionnelle du diplôme.

ariat avec l'École de l'air et de l'espace, et codirigé par MM. Walter Bruyère-Ostells, professeur d'histoire contemporaine, et Serge Chollet, général de corps d'armée aérienne. Comme les autres formations, ce master s'appuie sur un réseau d'enseignants mêlant universitaires et professionnels du renseignement ou de la sécurité. Un tel brouillage des frontières n'est pas une spécificité française. Il caractérise un modèle largement répandu outre-Manche, celui des *intelligence studies* (IS), une appellation qui recouvre deux réalités étroitement liées : un ensemble de formations et de diplômes spécialisés d'une part ; une science de gouvernement d'autre part.

Les IS ont pris leur essor dans plusieurs universités britanniques à partir des années 1990, en particulier au sein des *war studies* (études de guerre) du King's College de Londres. Fort d'une réputation mondiale, ce département a lancé en 2023 le King's Centre for the Study of Intelligence (KCSI). Dans leur discours inaugural, M. David Omand, ancien directeur de l'agence britannique du renseignement électronique (GCHQ), et M^{me} Madeleine Alessandri, cheffe du Comité conjoint du renseignement (JIC), ont salué la création de ce centre comme l'aboutissement de liens anciens entre le monde de la recherche et celui de la pratique, unis dans une mission commune : analyser et combattre les menaces présentes ou futures.

Ce programme participe à l'essor des formations universitaires consacrées au renseignement, bien souvent pilotées par les instituts d'études politiques (IEP). Dès 2010, le campus de Paris proposait un cours intitulé « Renseigner les démocraties, renseigner en démocratie », dispensé par MM. Philippe Hayez et Jean-Claude Cousseran, tous deux issus de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Depuis 2021, Sciences Po Aix-en-Provence a lancé un master intitulé « Expert en renseignement et anticipation des risques et menaces », en parte-

* Chercheuse associée au Centre national de la recherche scientifique. Auteure, avec Srđjan Vucetic, de *Beyond Five Eyes Intelligence*, McGill-Queen's University Press, Montréal, à paraître à l'automne 2026.

(Lire la suite pages 16 et 17.)

Dure réalité du doux commerce

APRÈS AVOIR accusé cinq raffineries chinoises de se fournir en pétrole iranien, le Trésor américain les a ajoutées, le 24 avril dernier, à son interminable liste d'entreprises sanctionnées. Une routine, en apparence. Voilà des décennies que Washington s'arroge le pouvoir de déterminer qui peut commercer avec le reste du monde, chacun se pliant à ses diktats par crainte d'être exclu d'un système financier international arrimé au dollar.

Mais les choses ne se sont pas déroulées comme prévu. Pékin, qui se contentait jusque-là de protestations verbales et de contournements discrets, a annoncé qu'il ne se soumettrait pas à ces sanctions, et qu'il poursuivrait devant ses tribunaux toute entreprise chinoise qui s'y conformerait. Une décision justifiée par la nécessité de « préserver la souveraineté, la sécurité et les intérêts de développement du pays ». Autrement dit : empêcher que les sanctions américaines ne désorganisent des flux énergétiques devenus essentiels à l'économie régionale.

Les raffineries visées alimentent plusieurs pays en essence et en kérosène, et leur mise à l'index fragiliserait l'ensemble des chaînes d'approvisionnement d'un continent qui fonctionne comme un vaste système de production intégrée : hydrocarbures du Golfe, composants chinois ou sud-coréens, assemblage au Vietnam ou au Bangladesh... Dans cet ensemble interdépendant, une rupture durable des flux énergétiques – déjà fragilisés par les tensions autour du détroit d'Ormuz – pourrait rapidement désorganiser tout l'appareil productif.

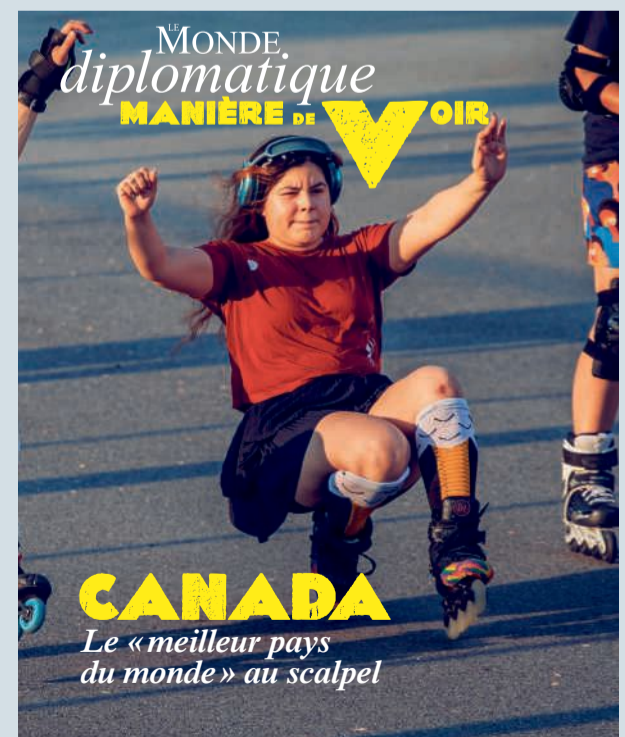
Face à ce risque, Pékin durcit le ton, d'autant qu'il dispose désormais d'instruments lui permettant d'atténuer l'effet des sanctions financières américaines : système de paiement transfrontalier et règlement croissant du commerce pétrolier en yuans, accords entre banques centrales, ou encore projets de monnaies numériques interopérables. Dès lors, le calcul chinois s'en trouve modifié : un bras de fer avec les États-Unis devient moins coûteux qu'une perturbation prolongée des flux commerciaux.

PAR BENOÎT BRÉVILLE

L'épisode porte un nouveau coup à un système de sanctions toujours plus utilisé et toujours moins efficace. Il pourrait ouvrir la voie à des stratégies de contournement plus systématiques, facilitées par l'émergence de solutions de rechange soutenues par la Chine. « L'époque où Washington dictait seul avec qui le monde peut commercer et voyait ses décisions s'imposer touche à sa fin », se réjouit, peut-être un peu vite, un analyste critique des États-Unis (*The Morning Star*, 16 mai 2026). Reste à savoir quel ordre économique la Chine entend, elle, consolider.

Sa réaction face à la loi d'accélération industrielle dévoilée début mars par Bruxelles en offre un aperçu. Promu par la Commission européenne comme un antidote à la désindustrialisation, ce plan vise à conditionner les soutiens publics à des exigences de contenu local et de transferts technologiques, notamment dans le secteur des batteries, des véhicules électriques ou des panneaux solaires. Pékin a immédiatement dénoncé une dérive « protectionniste », contraire aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). « Si l'Union européenne adopte cette législation et porte atteinte aux intérêts des entreprises chinoises, la Chine n'aura d'autre choix que de prendre des mesures de rétorsion », a averti le gouvernement. Ces instruments sont pourtant de même nature que ceux que le pays a longtemps mobilisés pour structurer sa propre montée en puissance industrielle, et que les États-Unis mettent en œuvre avec un zèle croissant depuis une dizaine d'années (lire l'article ci-dessus).

En contestant l'hégémonie américaine, Pékin défend ainsi la continuité d'un ordre libre-échangiste dont Washington a longtemps fixé les contours. Il en reprend la logique : dans le commerce mondial, les règles comptent moins que la puissance de ceux qui les imposent.



En vente chez votre marchand de journaux et en librairies

★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

ÉDITION ABONNÉS
INTERDIT À LA VENTE

NOUVELLE LIVRAISON DE « MANIÈRE DE VOIR »

Canada, une autre Amérique

EN dépit de liens historiques forts avec la France ou le Royaume-Uni, le Canada est à la fois bien considéré et mal connu en Europe(1). Imagine-t-on que l'Arctique canadien, plus vaste que l'Union européenne, abrite 140 000 habitants? Que près de 4 millions de Québécois ne connaissent pas l'anglais, tandis que 18% des Canadiens se disent bilingues? Que le budget de la défense du Canada ne représente que 3% de celui des États-Unis? Que l'actuel premier ministre libéral, M. Mark Carney, est un ancien de la banque d'affaires Goldman Sachs, comme M. Mario Draghi? Que l'ancien champion du fédéralisme Pierre Elliott Trudeau était un nationaliste radical et pétainiste dans sa jeunesse?



Le Québec n'est toujours pas un pays, mais tous ses responsables s'y prétendent nationalistes. L'émancipation des Canadiens français a permis la construction d'un État-providence sur un modèle nordique, aujourd'hui rogné par le libre-échange. La marche vers la souveraineté connaît bien des heurts; ils révèlent les contradictions de ses défenseurs, qui tendent à se replier sur un discours identitaire.

Si le Canada existe, c'est d'abord par la culture et l'imagination. On y chasse toujours l'original (élan d'Amérique) en se méfiant du carcajou (glouton). Les langues s'y affranchissent des origines et des normes, en continuant à s'inventer chaque jour. En témoigne une sélection de chansons, réunies pour raconter la riche histoire d'un « pays à connaître, d'un pays à semer, vaste et beau comme la mer ». Celui de Gilles Vigneault mais aussi de Leonard Cohen, de Samian ou des Cowboys fringants.

(1) Manière de voir, n° 207, « Le "meilleur pays du monde" au scalpel », juin-juillet 2026, 8,50 euros, 98 pages, chez les marchands de journaux, en librairies et sur la boutique en ligne.

Loin de s'en tenir à ces anecdotes, ce numéro commence par décortiquer le rêve canadien, en éclairant les zones d'ombre d'un passé colonial féroce et d'un extractivisme ardent. « Le vaincu a toujours meilleure mémoire que le vainqueur », écrivait René Lévesque avant de gouverner la Belle Province. Aujourd'hui, l'acquis du bilinguisme officiel reste équivoque, tandis que les autochtones se réveillent pour dénoncer les ravages d'une assimilation à tous crins. L'Alberta fait fortune en exploitant un pétrole sale, quand les compagnies minières du pays mettent en coupe réglée des États comme la République démocratique du Congo.

Moins violent, moins inégalitaire, moins arrogant, le Canada doit composer avec un encombrant voisin dont dépend fortement son économie et sa défense. S'affranchissant de la frontière, les échanges s'organisent encore bien davantage selon un axe nord-sud qu'entre provinces. Le retour de M. Donald Trump oblige Ottawa à prendre autrement en main son destin, dans l'Arctique par exemple, ou sur la scène internationale, en coopérant davantage avec l'Europe et la Chine.

COURRIER DES LECTEURS

Enfance

« *Enfance en danger, une politique en miettes* » (avril) a inspiré les réflexions suivantes à M^{me} Brigitte Djebar :

Par souci de protection, les adultes et jusqu'aux éducateurs ne prennent plus le temps de rencontrer vraiment les enfants en dehors d'un cadre réglementé, d'une intervention rapide sur un symptôme (...). À vouloir éviter tout risque, nous ne voyons plus d'enfants jouer à l'extérieur, inventer des jeux, et ceux qui s'y risquent sont regardés comme des enfants à problèmes, délaissés. C'est l'enseignant qui ne se risque plus à garder un enfant auprès de lui pendant le temps de la récréation, c'est l'animateur qui ne peut plus accompagner un enfant aux toilettes, à moins d'y être à deux adultes, c'est l'époux d'une assistante familiale à qui l'on dit de garder ses distances avec un enfant parce qu'abusée, c'est l'éducateur qui ne peut plus contenir physiquement un enfant pour l'éviter de se mettre en danger, etc. Le message subliminal qu'on renvoie à l'enfant est que l'adulte est potentiellement dangereux. Dans ce climat, la prévalence des troubles psychiques et de comportement des enfants confiés ne peut qu'augmenter. Ils ont vécu des maltraitances à l'intérieur de leur cellule familiale, et l'extérieur ne leur paraît pas moins dangereux.

Liban

« *Les développements consacrés au Liban dans « Israël et la doctrine de la périphérie* » (mai) ont fait réagir M^{me} Aela Menguy :

Pour illustrer la complexité de la situation libanaise, il aurait également été utile, plutôt que de ramener l'origine

interne des maux actuels au seul Hezbollah, de préciser que l'unité nationale libanaise est impossible à construire avec une armée impuissante voire inexistante, et dont le maigre armement est toujours soumis au bon vouloir américain; que les gouvernements libanais et le Parlement sont toujours constitués de partis issus de factions qui se sont rendus coupables des pires crimes pendant la guerre civile, qu'ils soient chrétiens, musulmans ou druzes, et qui ne semblent guère enclins à construire une nation unifiée; que le Hezbollah a également pu jouer pendant longtemps un rôle de protection de l'intégrité libanaise face à d'autres menaces comme celles des groupes djihadistes venus de Syrie; que, Hezbollah ou pas, l'appétit d'Israël pour le Liban sud ne date pas d'hier et que le Hezbollah est le seul acteur qui s'est battu, au prix de lourdes pertes, pour sécuriser la présence des Libanais dans le sud de leur pays; enfin, que six roquettes aient ou non été tirées par le Hezbollah, qu'il est très vraisemblable qu'Israël préparait son opération d'invasion du Sud avec des troupes massives à la frontière, prolongation de ses innombrables violations du cessez-le-feu instauré fin 2024.

Dépenses militaires

M. Samuel Blanc s'interroge au sujet du grand réarmement évoqué dans l'article « Ah Dieu! que la guerre est jolie » (mai) :

Faut-il lire ce basculement comme l'effet d'un travail patient de lobbying, mené par des intérêts financiers et industriels longuement organisés, qui auraient enfin obtenu, à la faveur de l'invasion russe puis de l'opportunité gazaouie, la levée des « verrous culturels et réglementaires »

que M. Sébastien Lecornu appelait de ses vœux devant son parterre de Bercy? Auquel cas il faudrait nommer les acteurs, suivre les flux (...), travail que votre article amorce et qu'il faudrait pousser plus loin. Ou bien faut-il y voir quelque chose de plus diffus et de plus inquiétant, une défaite intellectuelle plus large, un consentement collectif obtenu sans qu'aucun lobby ait eu besoin de tirer des ficelles, parce que les médias, les universités, les éditorialistes et une partie de la gauche elle-même auraient intériorisé l'idée que la paix serait un luxe d'arrière-garde, indéfendable dans un monde redevenu « tragique »? Les deux hypothèses ne s'excluent évidemment pas. Mais elles n'appellent pas la même réponse politique. Si le problème est d'abord celui d'une capture par des intérêts privés organisés, alors la transparence des exportations, le contrôle parlementaire renforcé sur le modèle allemand, la levée du secret-défense (...) sont des leviers décisifs et relativement immédiats. Si le problème est plus profondément culturel, alors il faut une bataille d'idées et donc un travail patient, celui que mène votre journal par exemple.

Lectrices

M^{me} Charlene Silvén nous a écrit son étonnement à la lecture du courrier des lecteurs du numéro de mai :

Sept commentaires, sept lecteurs. Zéro lectrice. Je ne m'attendais pas à ce que le titre de la rubrique reflète la composition de la sélection! Message aux lectrices, à la rédaction du « Diplo », ou les deux : qu'il serait chouette de voir plus de diversité de genre reflétée dans les prochains courriers publiés!

PRÉVENTIVE
Livraison à partir du 18 septembre

Réservez dès aujourd'hui notre prochain hors-série
Géopolitique en scannant le QR code, ou en ligne :

www.monde-diplomatique.fr/manuel

12€*
au lieu de
14,90€**



Format : 20 x 27 cm
Nombre de pages : 132

MONDE diplomatique
MANUEL D'AUTODÉFENSE INTELLECTUELLE GÉOPOLITIQUE

Comprendre pour se défendre :

- Vingt-cinq idées reçues pulvérisées
- Les vrais enjeux des grands conflits
- Des dizaines de cartes et d'infographies
- Géopolitique et relations internationales
- Le monde vu de Pékin, Kigali, Santiago...
- Des bêtisiers, des chronologies, une iconographie d'exception...



* Cette offre est valable jusqu'au 31/08/2026 inclus dans la limite des stocks disponibles. Livraison à partir du 18/09/2026. Pour un envoi hors de France métropolitaine, des frais de port s'ajouteront à la fin de votre commande. Offre réservée aux particuliers. Conformément à la législation en vigueur, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des informations qui vous concernent. Pour l'exercer, contactez-nous à l'adresse dpo@monde-diplomatique.fr
** Prix de vente à partir du 24 septembre chez les marchands de journaux.



ÉCLAIRCIR LA MAPPEMONDE

« Dis, quand reviendras-tu ? Dis, au moins la sais-tu ? » Cette question, qui nous est souvent posée depuis notre dernier hors-série consacré, en 2024, à l'histoire, a enfin trouvé sa réponse. Le Manuel d'autodéfense intellectuelle revient à l'automne – la saison où l'on rêve et frissonne. Son thème ? La géopolitique. Dans ce domaine où le vernis d'urbanité craquelle sous les tweets abrasifs de M. Donald Trump, la multiplication des conflits et le pilonnage médiatique d'idées reçues obscurcissent la compréhension. « La Chine veut dominer le monde », « L'Union européenne fait la force », « Les drones remplacent les chars », « On se bat pour nos valeurs », « Le Sud global se dresse contre une Amérique en déclin »... Qui n'a pas entendu ces poncifs débités sur les chaînes d'information par une poignée d'experts agrippés à une grille d'analyse unique : les « régimes autoritaires » menacent les « démocraties libérales » ? Appuyé sur les acquis de la recherche, notre Manuel mobilise la géographie, l'histoire et les relations internationales pour démonter ces stéréotypes. Un appareil cartographique luxuriant, un contre-lexique, une collection d'événements diplomatiques parfois insolites, une boîte à outils pédagogique font de cet ouvrage un nouveau précis de résistance à l'air du temps. Alors que la portée politique des conflits les plus médiatisés n'échappe à personne (Gaza, Iran, Ukraine), il s'agit de comprendre les structures et les fragilités de l'ordre international, plutôt que d'asséner quoi en penser. Telle est l'ambition du Manuel d'autodéfense intellectuelle – Géopolitique qui paraîtra le 24 septembre prochain chez les marchands de journaux. Et apparaîtra dans votre boîte aux lettres dès le 18 en flashant le QR code ci-contre.

Photos non contractuelles

Vous souhaitez réagir à l'un de nos articles :
Courrier des lecteurs,
1, av. Stephen-Pichon 75013 Paris
ou courrier@monde-diplomatique.fr

Édité par la SA Le Monde diplomatique.
Actionnaires : Société éditrice du Monde, Association Gunter Holzmann, Les Amis du Monde diplomatique
1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris
Tél. : 01-53-94-96-01
Courriel : secretariat@monde-diplomatique.fr
Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directoire :
Benoît BRÉVILLE, président, directeur de la publication
Anne-Cécile ROBERT, directrice adjointe
Autres membres : Vincent CARON, Elodie COURATIER, Pierre RIMBERT
Conseiller éditorial auprès du directeur de la publication : Serge HALIMI
Conseiller en finance et développement auprès du directeur : Bruno LOMBARD
Secrétaire générale : Anne CALLAIT-CHAVANEL

Directeur de la rédaction : Benoît BRÉVILLE
Rédacteur en chef : Grégory RZEPSKI
Rédacteurs en chef adjoints : Renaud LAMBERT, Evelyne PIEILLER
Cheffes d'édition : Angélique MOUNIER-KUHN (*Manière de voir*), Anne-Lise THOMASSON (*Le Monde diplomatique*)
Rédaction : Akram BELKÂID, Philippe DESCAMPS, Hélène RICHARD, Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT, Christophe VENTURA
Cartographie : Cécile MARIN
Site Internet : Guillaume BAROU
Conception artistique : Nina HLACER, Boris SÉMÉNIAKO (avec la collaboration de Delphine LACROIX pour l'iconographie)
Archives et données numériques : Suzy GAIDOZ, Maria IERARDI
Communication numérique : Julie MAURY
Mise en pages et photogravure : Jérôme GRILLIERE, Patrick PUECH-WILHEM
Correction : Pauline CHOPIN, Xavier MONTHEARD

Directeur commercial et administratif : Vincent CARON
Directrice des relations sociales : Elodie COURATIER
Responsable du contrôle de gestion : Zaïa SAHALI
Administration : Sophie DURAND-NGÓ (9674), Eleonora FALETTI (9601)
Courriel : prenom.nom@monde-diplomatique.fr

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY.
Anciens directeurs : François HONTI, Claude JULIEN, Ignacio RAMONET, Serge HALIMI

Publicité : Elisabeth CIALDELLA : elisabeth.cialdella@mpublicite.fr

Diffusion, mercatique : Maureen DECARPIGNY, Sophie GERBAUD, Sabine GUDÉ, Romain GALDEANO, Kevin JOLIVET, Adeline KRUG DONAT, Christiane MONTILLET, Martine PRÉVOT
Relations marchands de journaux (numéro vert) : 0805-050-147
Service relations abonnés
• Depuis la France : 03-21-13-04-32 (non surtaxé) www.monde-diplomatique.fr
• Depuis l'étranger : (33) 3-21-13-04-32
Conditions générales de vente : www.monde-diplomatique.fr/cgv

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
© ADAGR, Paris, 2026, pour les œuvres de ses adhérents
Prix au numéro : 5,90 €
Prix de l'abonnement annuel à l'édition imprimée : France métropolitaine : 65 €
Autres destinations : www.monde-diplomatique.fr/abo
Merci à nos acheteurs chez les marchands de journaux de nous signaler toute anomalie au 01-57-28-33-25

RABBINS, PHILOSOPHES, MILITANTS DÉCOLONIAUX...

En France, être juif et contre Israël

« Heureux comme Dieu en France », dit un proverbe ashkénaze. Aujourd'hui, tandis que nombre de Juifs français se préoccupent d'un regain de l'antisémitisme, une minorité se tourmente d'abord d'être assimilée à un État génocidaire. Peut-on défendre un sionisme progressiste, opposé au gouvernement de M. Benyamin Netanyahu? Ne faut-il pas plutôt émanciper la judéité du sionisme? Des figures de gauche en discutent.

PAR LAURA RAIM *

PEUT-ON demander à un Français juif sa position sur Gaza? Quand beaucoup s'agacent de l'amalgame entre Juif et Israélien, le professeur d'études hébraïques Elad Lapidot choisit d'affronter la question : « Si vous vous identifiez comme Juif à un moment où un génocide est commis au nom de la protection des Juifs, vous ne pouvez pas prétendre qu'il est antisémite de vous y associer. En tant que Juifs, nous sommes appelés à prendre position. » Ce que font spontanément des personnalités de gauche comme Rony Brauman ou Étienne Balibar. Même le philosophe Alain Finkielkraut se dit « souillé en tant que Juif » par le gouvernement israélien.

L'assimilation des Juifs à Israël précède d'abord de ce gouvernement. Mais cela « n'exempte pas de regarder dans les yeux une réalité inconfortable, nuance M. Maxime Benatouil, membre du collectif juif décolonial Tsedek!. Après plusieurs générations de socialisation sioniste, les communautés juives sont majoritairement acquiescentes au récit israélien ». Le journaliste Sylvain Cypel fait remonter cet attachement à la guerre des six jours de 1967 : alors, pour la première fois, la possible disparition d'Israël dans une confrontation avec les pays arabes angoisse nombre de Juifs assimilés non sionistes, par exemple Raymond Aron (1).

Si le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a pu, jusqu'au début des années 2000, contester la politique israélienne, il est aujourd'hui un fidèle relais de Tel-Aviv, et la critique juive d'Israël reste peu audible en France. L'attaque du Hamas le 7 octobre 2023 a renforcé ce lien (2). « Je me suis rendu compte à quel point j'étais attaché à Israël, non pas à titre personnel, mais par solidarité avec ceux pour qui Israël représente quelque chose », confie M. Olivier Tonneau, professeur de littérature française à Cambridge.

La diaspora aux États-Unis paraît bien plus divisée sur la question. D'une part,

le pays n'a pas connu un antisémitisme aussi virulent que celui qui a perduré de l'affaire Dreyfus au régime de Vichy. D'autre part, depuis les années 1960, la communauté juive de France est devenue majoritairement sépharade, du fait de l'arrivée de Juifs d'Algérie, dont certains véhiculaient « un état d'esprit colonial mêlé d'hostilité envers "Les Arabes" et "les musulmans" », écrit Cypel.

Face aux massacres à Gaza, néanmoins, d'autres conceptions du rapport entre judéité et sionisme gagnent, semble-t-il, en importance. La question continue de ne pas se poser à ceux, parmi les 500 000 Juifs de France, qui n'accordent aucune importance à cette composante identitaire, ou la vivent de manière culturelle et laïque, sans que cela détermine leurs choix politiques. Mais, pour d'autres qui, à gauche, politisent leur judéité, deux options opposées se dessinent : celle d'un pôle sioniste attaché au principe d'un État-nation juif et celle d'un pôle antisioniste, minoritaire mais croissant, pour qui il serait temps de « libérer la judéité du sionisme (3) ».

Avant la naissance de l'État d'Israël en 1948, les Juifs s'étaient politisés de plusieurs manières. À partir de leur accès à la citoyenneté à la fin du XVIII^e siècle, une partie significative des Juifs de France choisissent la République. Leur présence dans les institutions politiques et administratives nourrit l'essor de l'antisémitisme moderne – celui qui soupçonne les Juifs de devoir leur réussite à des ressources cachées. Deuxième solution, la révolution : nombre de Juifs européens adhèrent au socialisme, d'autres au Bund – organisation laïque d'inspiration marxiste opposée à la création d'un territoire juif en Palestine. Le sionisme, longtemps marginal, fait figure de troisième voie. À l'origine, plusieurs versions cohabitent : celle, étatiste, de Theodor Herzl est notamment concurrencée par celle, culturelle, d'Ahad Ha'Am, pour qui Israël doit servir de centre spirituel à un monde juif polycentrique.

«Le sionisme a colonisé le judaïsme»

LORS de la seconde guerre mondiale, les nazis déciment les bundistes, tandis que la mort de six millions de Juifs en Europe donne du crédit aux sionistes étatistes. Ils obtiennent la création de l'État d'Israël, qui occupe depuis une place cardinale dans le monde juif. L'horreur des crimes commis à Gaza justifie-t-elle de remettre en cause cette place? Sionistes

de gauche et antisionistes ne peuvent s'entendre sur la réponse, tant leurs visions divergent sur la définition du sionisme, les conséquences de la Shoah et la nature actuelle de l'antisémitisme.

D'un côté, donc, l'analyse sioniste de gauche, qu'incarne – avec d'autres figures (4) – le philosophe Bruno Karsenti. La judéité diasporique et l'État d'Israël ont selon lui vocation non seulement à coexister mais à se donner mutuellement du sens. « Toute l'originalité du projet sioniste est là : créer un État où le peuple déborde la nation. » Sans nier qu'il procède par vagues d'installation de populations venues d'Europe mais aussi des pays arabes, Karsenti considère que faire du sionisme une forme de colonialisme relève de la simplification. Car « le sionisme des débuts est avant tout un mouvement de libération nationale, un mouvement de réfugiés », visant à créer sur les ruines de l'Empire ottoman un « État-abri où les Juifs ont la garantie de ne plus jamais subir de pogroms ».

Pour autant, « le sionisme, du moment qu'il s'est réalisé, n'a pas eu vocation à remplacer le diasporisme des Juifs ; il est, au contraire, ce qui contribue à



YAACOV AGAM. – « Assemblage mouvant », 1953

mieux assurer son existence dans les nouvelles conditions de l'après-seconde guerre mondiale », surtout en France, où la grande majorité des Juifs sont restés vivre, « mais tout en se disant : "la sécurité absolue n'existe pas pour nous, ce qui s'est produit peut toujours se reproduire", d'où la nécessité d'Israël comme État potentiel. Ce n'est pas de la double allégeance, mais l'expression du besoin que l'autre État existe pour pouvoir être plus pleinement citoyens de leur État, en diaspora ».

Libérer la judéité du sionisme lui semble d'autant plus incongru qu'on assisterait à l'essor d'un « nouvel antisémitisme » dont l'antisionisme formerait l'« épine dorsale ». Et Karsenti de souligner la « spécificité, mal comprise, de l'antisémitisme : la discrimination pour raison d'infériorité putative est moins déterminante que celle pour raison de supériorité putative. C'est en tant que "dominants" que les Juifs sont désignés comme ennemis. À partir du moment où cela n'est plus compris par les dirigeants européens et les associations antiracistes qui parlent de "lutte contre le racisme" en général, les Juifs se sentent abandonnés et se tournent d'autant plus vers Israël ».

Pour lui, la politique « réactionnaire, expansionniste et criminelle » de M. Benyamin Netanyahu n'est pas l'aboutissement inéluctable du sionisme, initialement compatible avec la création d'un État palestinien, mais le résultat d'une bifurcation. Premier point de bascule : 1967, lorsque Israël occupe militairement la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est. « L'autre intervient en 1977, quand Israël passe à droite ; mais c'est surtout avec l'assassinat de [Itzhak] Rabin [en 1995] et l'enterrement des accords d'Oslo, où les deux camps ont leur part de responsabilité, qu'un accord politique avec les Palestiniens sort du champ de vision. »

En face, les Juifs antisionistes militent plutôt pour la création d'un État binational (5). Dans *Redevenir juif* (La Découverte, 2026), le philosophe Michel Feher avance deux raisons pour arracher la judéité aux griffes du sionisme. Une première d'ordre éthique : « Se sentir attaché à un État génocidaire, c'est moralement et politiquement assez sinistre. » Une seconde plus stratégique : « En soutenant Israël comme rempart de l'Occident, les Juifs ont pu devenir de vrais "Blancs" adoucis et protégés par les partis d'extrême droite, à condition de bien dire que l'antisémitisme ne se trouve pas chez les Blancs mais chez les minorités racisées. » Or « on voit déjà, notamment aux États-Unis, le retour d'une extrême droite antisémite. Bref, l'adhésion au sionisme n'est pas un très bon investissement pour les Juifs ».

Les antisionistes français ne nient pas la recrudescence de l'antisémitisme, mais, dès lors qu'elle est liée aux crimes qu'Israël commet au nom des Juifs, ils estiment que la combattre implique de lutter contre la politique israélienne et de contester à Israël son monopole sur la

judéité. Eyal Sivan, cinéaste et essayiste israélien habitant en France, qualifie ainsi de « judaïstes » les sionistes qui « utilisent le judaïsme comme une justification au nationalisme étatique, un peu comme les islamistes qui instrumentalisent l'islam. Ces judaïstes sont la première menace pour le judaïsme car, en le nationalisant, ils jettent la suspicion du suprématisme sur tous les Juifs ».

Le sionisme aurait moins à voir avec le judaïsme qu'avec le colonialisme, de même que le génocide perpétré à Gaza serait moins le produit d'un sionisme messianique en ascension depuis les années 1970 que l'aboutissement de la

logique de nettoyage ethnique à l'œuvre depuis la Nakba en 1948. Or, « avant de coloniser la Palestine, le sionisme a colonisé le judaïsme », affirme Sivan. Les sionistes politiques, qui étaient sécularisés, ont pillé la religion juive pour sélectionner les éléments utiles à leur projet. Selon la formule de l'historien Amnon Raz-Krakotzkin, « Dieu n'existe pas, mais il nous a promis cette terre. » Et, de la même manière qu'ils ont infériorisé les Palestiniens, ils avaient une vision déshumanisante des Juifs religieux d'Europe de l'Est et du monde arabo-musulman, qu'ils décrivaient, entre autres, comme étant irrationnels et superstitieux ».

L'exil, un motif fécond

COMMENT dès lors « décoloniser » la judéité? Le sionisme représente une rupture dans l'histoire longue du judaïsme, rappelle Lapidot. « Un judaïsme diasporique sans État a prévalu entre la destruction du Second Temple en l'an 70 à Jérusalem et 1948. Jusqu'à la Shoah, le sionisme était une sorte d'hérésie pour les rabbins, et, même après la création d'Israël, l'orthodoxie juive est longtemps restée non sioniste, voire antisioniste. » Encore aujourd'hui, pour la communauté hassidique des Satmar – présente en Israël et aux États-Unis –, l'exil représente une punition divine à laquelle seul le Messie pourra mettre fin. Le rabbin américain Shaul Magid voit ce même exil plutôt comme une disposition éthique à cultiver. Il défend ainsi un « antisionisme qui se réapproprie l'exil comme motif fécond pour reconstruire un rapport juif humble et non possessif à la terre située entre le Jourdain et la mer Méditerranée (6) ».

De son côté, Feher propose de « redevenir juif » en tirant parti de tout ce que les ethnonationalistes antisémites ont toujours détesté chez les Juifs. « Alors que les premiers sionistes entérinaient les clichés des antisémites sur le Juif diasporique fragile, et se donnaient pour mission de le remplacer par un "nouveau Juif" viril, il s'agit de faire le chemin inverse : prendre les griefs des antisémites au sérieux pour s'efforcer d'en être dignes. » Qu'ils soient dépeints comme des prédateurs capitalistes ou des agitateurs communistes, « les Juifs sont toujours des intrus, des exilés qui introduisent le trouble dans toute forme d'identification ». N'est-ce pas ce que font Sigmund Freud avec la subjectivité humaine ou Judith Butler avec le genre? Feher voudrait marcher dans les pas de l'écrivain juif et anarchiste Bernard Lazare, inspirateur de Hannah Arendt. Plutôt que d'avoir à choisir entre devenir paria ou parvenu, ou entre l'assimilation et l'expatriation, Lazare invitait les siens à donner un sens politique à leur condition de « paria conscient (7) ».

Peu réceptif à ces éloges de la condition diasporique, M. Tonneau pointe, dans les discours « hors sol » des antisionistes, une « assignation à l'hé-

roïsme qui flatte le côté peuple élu ». Le néodiasporisme autant que l'antisionisme religieux restent plus développés aux États-Unis qu'en France, où les deux principales associations juives antisionistes sont l'Union juive française pour la paix (UJFP) – fondée en 1994, revendiquant plusieurs centaines de militants – et Tsedek!, créée en 2023 par des membres plus jeunes de l'UJFP.

« Toutes deux s'inscrivent dans la tradition internationaliste révolutionnaire », explique M. Benatouil. Le Bund fait partie des héritages politiques qu'on essaie de travailler, mais il y a aussi des penseurs comme Abraham Serfaty, militant marxiste juif marocain (8). L'UJFP paye, elle, le prix de son engagement aux côtés des Palestiniens. En 2025, l'association a vu ses comptes finançant des projets humanitaires à Gaza fermés par le Crédit coopératif. Un an auparavant, le responsable de son site avait été entendu par la justice après la publication d'un communiqué de soutien à la « résistance du peuple palestinien face à l'occupation ». « Pour moi », explique Michèle Sibony, l'une des figures de l'UJFP, la question n'est pas tant « qu'est-ce qu'être juive » mais plutôt « comment l'être » à un moment où Israël commet un génocide au nom des Juifs. Pour le moment, la seule réponse que je trouve, c'est en résistant ».

(1) Cf. Sylvain Cypel, *Israël contre les Juifs*, La Découverte, Paris, 2020.

(2) Lire Samuel Ghiles-Meilhac, « De la clandestinité aux feux médiatiques », *Le Monde diplomatique*, juillet 2011.

(3) Tsedek!, *Lutter en rupture, lutter en solidarité*, Premiers matins de novembre, Toulouse, 2026.

(4) Cf. Thierry Labica, « L'évanescence d'Israël, ou les "juifs" de gauche » contre la gauche », en deux parties, 4 et 12 mai 2026, Revue des livres et des idées, <https://rdli.fr>

(5) Lire Shlomo Sand, « Le vieux rêve d'un État binational », *Le Monde diplomatique*, décembre 2023.

(6) Shaul Magid, *The Necessity of Exile. Essays From a Distance*, Ayin Press, New York, 2023.

(7) Bernard Lazare, *Le Fumier de Job*, Circé, Strasbourg, 1998 (1^{re} éd. : 1928).

(8) Abraham Serfaty, *Écrits sur la Palestine*, Syllepse, Paris, 2025. Cf. aussi *Antisémisme, une histoire juive*, textes choisis par Sonia Fayman, Béatrice Orès et Michèle Sibony, Syllepse, 2023.

L'imprimerie
79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France

ACPM

IMPRIM'VEERT

Origine du papier : Allemagne.
Taux de fibres recyclées : 81%.

Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées, porteur de l'Écolabel européen sous le n° FI37/001.
Eutrophisation : Plot = 0,007 kg/t de papier

Commission paritaire des publications et agences de presse : n° 0529 D 86051
ISSN : 0026-9395
IMPRIMÉ EN FRANCE

À la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, notre numéro de téléphone vert : 0805 050 147.

Dans le huis clos des négociations

Du fait du durcissement pénal à l'œuvre aux États-Unis depuis des décennies – peines planchers, addition des sanctions lorsqu'un délit inclut plusieurs infractions, condamnations incompressibles –, beaucoup de prévenus encourent des durées prodigieuses d'incarcération. Toutefois, et même s'il est d'abord conçu pour remédier à l'encombrement des tribunaux, le plaider-coupable peut permettre d'alléger la sentence.

PAR LOÏC WACQUANT *

AVOCATS et chercheurs se récrient souvent contre la procédure du *plea bargaining* (négociation de peine débouchant sur un plaider-coupable, qui doit être avalisé par un juge) en l'opposant à son contre-modèle idéalisé, le « procès équitable », érigé en pierre angulaire de la « Justice ». Mais ils oublient une facette de ce marchandage : une écrasante majorité des accusés sont coupables et auraient tout à perdre à comparaître devant un tribunal. La négociation de peine, qui permet d'atténuer ou d'abandonner des chefs d'inculpation, leur vaut une importante ristourne sur la sentence.

L'épisode retranscrit ici est l'une des dix sessions de négociation que nous avons pu observer et enregistrer en temps réel dans les services du procureur de district à Alphaville, chef-lieu du comté de San Pedro, sur la côte nord de la Californie (1). On y voit le procureur et l'avocat commis d'office débattre assez longuement d'une affaire en abordant quantité d'aspects que la théorie du droit contemporaine laisse généralement de côté : les faits incriminés avec leurs circonstances précises ; les liens sociaux et la personnalité de l'accusé (fait-il partie d'un gang – et si oui, à quel degré – ou n'est-il qu'un petit trafiquant ?) ; ses responsabilités familiales ; ses antécédents criminels ; la nature et la catégorie des infractions commises (délit ou crime) (2) ; les chefs d'accusation qui pourraient être abandonnés ; la nature et l'étendue de la peine appropriée (peine de substitution, mise à l'épreuve ou incarcération, et, dans ce dernier cas, où et pour combien de temps ?).

À aucun moment les deux interlocuteurs n'envisagent de porter l'affaire devant un tribunal. La culpabilité du prévenu est un fait acquis, et chacun sait que les procès, dans ce comté, ne concernent que les crimes spectaculaires ou très graves – pour l'essentiel, les meurtres, viols et agressions sexuelles sur mineurs.

Entre avocat et procureur, la rencontre de la dernière chance

Simplifiée à l'extrême, la procédure pénale californienne comporte six étapes : 1) arrestation et mise sous écrou ; 2) comparution initiale et discussion de la caution : on notifie au prévenu les charges retenues contre lui, la possibilité de sa libération sous caution est examinée, on lui assigne un avocat commis d'office et le shérif du comté le place en détention préventive ; 3) trois ou quatre audiences préliminaires durant lesquelles le procureur et l'avocat de la défense tentent de négocier un accord de plaider-coupable, auquel cas l'affaire passe directement au stade du prononcé de la peine ; 4) examen préliminaire (PX) devant un juge chargé de décider si les éléments présentés justifient d'aller au procès ; 5) poursuite des négociations pour trouver un accord, puis désignation d'un juge de première instance ; 6) procès, puis prononcé du verdict si le prévenu est jugé coupable. L'immense majorité des dossiers se résolvent au stade préliminaire, tandis qu'une petite minorité est classée sans suite.

La séquence analysée correspond à la quatrième et dernière audience préliminaire portant sur le cas du jeune Jorge Sanchez. Elle met en présence son avocat, maître Felix Garzón, et le procureur de district, Julius Atkins. Atkins est un Afro-Américain en milieu de carrière qui approche de la cinquantaine. Son enfance dans un quartier noir défavorisé où les dealers faisaient régner la terreur l'a rendu assez intransigent à l'égard des gangs et des affaires de stupéfiants. Il est amical, respectueux de la mission du barreau et « franc du collier », comme on dit dans le jar-

gon. Garzón, un Latino-Américain d'une trentaine d'années, débute dans le métier. Réputé pour son bagou, il manie la plaisanterie sans jamais perdre son aplomb.

Les deux hommes se connaissent, se respectent et s'apprécient. Ils ont négocié ensemble près d'une quarantaine de dossiers au cours des mois précédents, un socle d'expérience commune qui fluidifie la conversation du jour. Autre ferment de complicité : leur appartenance à une minorité ethnique et le fait de venir de « la rue », ce qui leur donne une certaine familiarité avec les affaires criminelles qu'ils ont à traiter.

Comme aucun accord n'a pu être trouvé lors des trois audiences précédentes et que la date de l'examen préliminaire a été fixée, cette rencontre est celle de la dernière chance avant que l'affaire ne passe au stade du procès. Les faits ne sont pas contestés : la discussion tourne autour de la caractérisation de l'accusé et de son entourage social, permettant d'apprécier la gravité du crime et la probabilité d'une récidive. Garzón exagère la jeunesse du prévenu en l'appelant systématiquement le « gamin (3) » ; insiste sur son physique chétif et peu menaçant (taille, poids, cheveux longs, absence de tatouages), au point que même la police lui a trouvé un air inoffensif ; brosse un portrait misérabiliste de sa famille ; souligne qu'il n'a pas l'intention de poursuivre dans la voie du crime, où il ne se serait engagé que par nécessité économique ; et fait valoir que la prison représenterait un environnement dangereux pour lui. Toutefois, à mesure que fond sa réserve d'arguments, il doit concéder de plus en plus de terrain, donc accepter une punition plus sévère.

16 décembre 2016. Ce matin-là, entre 9 et 11 heures, Atkins va traiter un total de trente et un dossiers – une journée plutôt calme. La salle des négociations de peine est une petite pièce sans fenêtre où peuvent prendre place jusqu'à quatre avocats. Garzón est le troisième à s'asseoir de l'autre côté du bureau, face à Atkins. Il a sept dossiers à discuter avec lui, notamment pour deal de marijuana dans un parc public et conduite en état d'ivresse. Il choisit de commencer par l'affaire la plus grave.

Sanchez (le « gamin ») a été arrêté en possession de plusieurs armes à feu (dont un fusil semi-automatique), de munitions, de cocaïne, de méthamphétamine et d'une balance, ce qui plaide en faveur d'une « possession en vue de revente » plutôt que d'une simple possession (4). En détention préventive depuis huit semaines, il est soupçonné de faire partie d'un gang et a déjà été condamné plusieurs fois pour possession d'arme en tant que mineur.

Au départ, Garzón souhaite qualifier les faits en délit et obtenir une peine de substitution sous la forme d'un programme de tutorat, ce qui signifierait que son client passe six mois tout au plus à la maison d'arrêt du comté ; Atkins veut condamner le « gamin » pour possession d'arme à feu (catégorisée en crime) et l'incarcérer pour deux ans, ce qui, avec les remises de peine, reviendrait à environ un an et demi dans une prison d'État, donc loin de chez lui.

Ce qui suit est la transcription de leur échange de onze minutes, très légèrement retouchée pour en faciliter la lecture.

Garzón : Bon, Julius. Parlons un peu de Jorge.

Atkins : Jorge... C'est quoi son nom de famille ?

G. (souple) : Sanchez. C'est le gamin. Est-ce que Linda [sa collègue] t'en a touché un mot ?

A. : Nan, mais laisse-moi voir ce que j'ai... (Il consulte des documents puis lit tout haut.) « La sœur a dit qu'elle viendrait au PX. »

G. : C'est pas qu'elle ait vraiment envie de venir, mais elle viendra. (Neuf secondes.) C'est le petit gamin aux cheveux longs.

A. : Mais pourquoi j'ai... ?

G. : Oh, tu veux dire : pourquoi t'as mis deux ans ?

A. (trionphant) : Voilààà ! C'est le Norteño [membre d'un gang de rue du même nom, à la réputation sulfureuse] avec les quatre flingues et les six chargeurs.

G. : Ouais, mais il est pas... il fait pas partie des Nort...

A. : Déjà, avec des flingues, tu peux pas aller en tutorat.

G. : Okay, d'accord, bon alors...

A. : Et, deuxièmement, il est dans un gang...

G. : Nan, Julius, nan, il y est pas.

A. : Il y est, je te l'ai déjà dit !

G. : Il y est pas !

A. : Il y est !

Le ton monte.

G. : Mais qu'est-ce que t'en sais ?

A. : Je le sais, c'est tout !

G. : Il y est pas. Il suffit de le regarder pour voir qu'il y est pas.

A. : Il participe à Ceasefire [un programme de prévention des violences par arme à feu destiné aux individus « à risque »], j'te dis. Alors je sais qu'il est dans un gang.

G. : Il joue les durs, mais il y est pas. Il a même pas... il a jamais passé l'épreuve du feu [épreuve initiatique visant à démontrer sa résistance].

A. (inflexible) : Il est dans un gang. Il a... quatre flingues, six chargeurs, dont un [fusil d'assaut] AR-15.

G. (d'une voix douce) : Je sais, je sais, mais c'est aussi un gosse. Pas de casier comme majeur, donnons-lui une chance.

A. (étirant les mots pour insister) : Naaan, nan... Toi, tu veux quoi ?

La porte s'ouvre, et la secrétaire dépose une pile de dossiers avant de repartir.

G. : Okay, est-ce qu'on pourrait dire CTS à la R&S(5) avec cinq ans de mise à l'épreuve ?

A. (marque une pause, puis avec force) : Non.

G. (pause, puis, changeant son fusil d'épaulé) : Ou sinon, CTS à la R & S et mise à l'épreuve, mais avec obligation d'intégrer un programme de tutorat ?

A. : Ce type est dans un gang (G. [voix lasse] : Il y est pas) et il a un arsenal. Il a trois possessions d'armes en tant que mineur (G. : Ouais, je sais...), trois ! Donc ce gosse, il est...

G. (pause) : Écoute, je lui ai parlé et je me suis dit : je suis sûr qu'il trinque pour la famille. J'ai vu les flingues, Julius.

A. : Mec, il est dans un gang, et ça, c'est l'arme.

G. (geignant) : Il est pas dans un gang ! (A. : Si, il y est.) Qu'est-ce que t'en sais ?

A. (sarcastique) : C'est ça, j'invente tout (rire) (G. : Mais oui !), j'invente tout.

G. : Écoute, est-ce que ses potes, est-ce que certains de ses potes sont dans un gang ? Ouais, sans doute.

A. : Désolé, mec : moi, mon job, une partie de mon job, c'est de protéger la population (G. : Ouais, je comprends.), c'est... c'est d'évaluer la dangerosité de ces types.

G. : Il a jamais fait de mal à personne. Y a même pas un coup de poing dans son casier (rire) !

A. : Il a eu trois possessions d'arme, et là il a quatre flingues chez lui ! (G. : J'ai pas dit le contraire.) Et quel âge il a ?

G. : 18, 19... C'est un gamin !

A. (sidéré) : Attends, tu rigoles, là ?

G. : Mais non, je te jure ! Écoute, Julius, je vais pas te la faire à l'envers. J'ai parlé au gamin, je croyais qu'il trinquait pour couvrir quelqu'un de sa famille. Je les ai rencontrés : ils sont juste adorables. Le père est jardinier, la mère bosse en usine, tu vois, ils vivent peut-être à dix-huit dans ce quatre-pièces. Il met de l'argent sur la table, il met à bouffer sur la table, il contribue au loyer... Et je lui fais : « Dis-moi, y a des gens de ta famille dans le gang ? », et y me fait : « Nan. » Je lui fais : « Okay, alors c'est quoi ton délire ? » Y me fait : « Non, j'suis pas dans le gang. »

A. : Tu sais quand remonte sa première possession d'arme ?

G. : Il avait, je sais pas, 11 ou 12 ans.

A. (effaré) : Ah ouais !

G. : Je suis d'accord ! Ouais, y doit, faut qu'on le sorte de là.

A. (avec fermeté) : Non. Il va faire un truc...

G. : Il a rien fait !

A. : Je m'excuse, mais il est passé de l'arme de poing à l'AR-15.

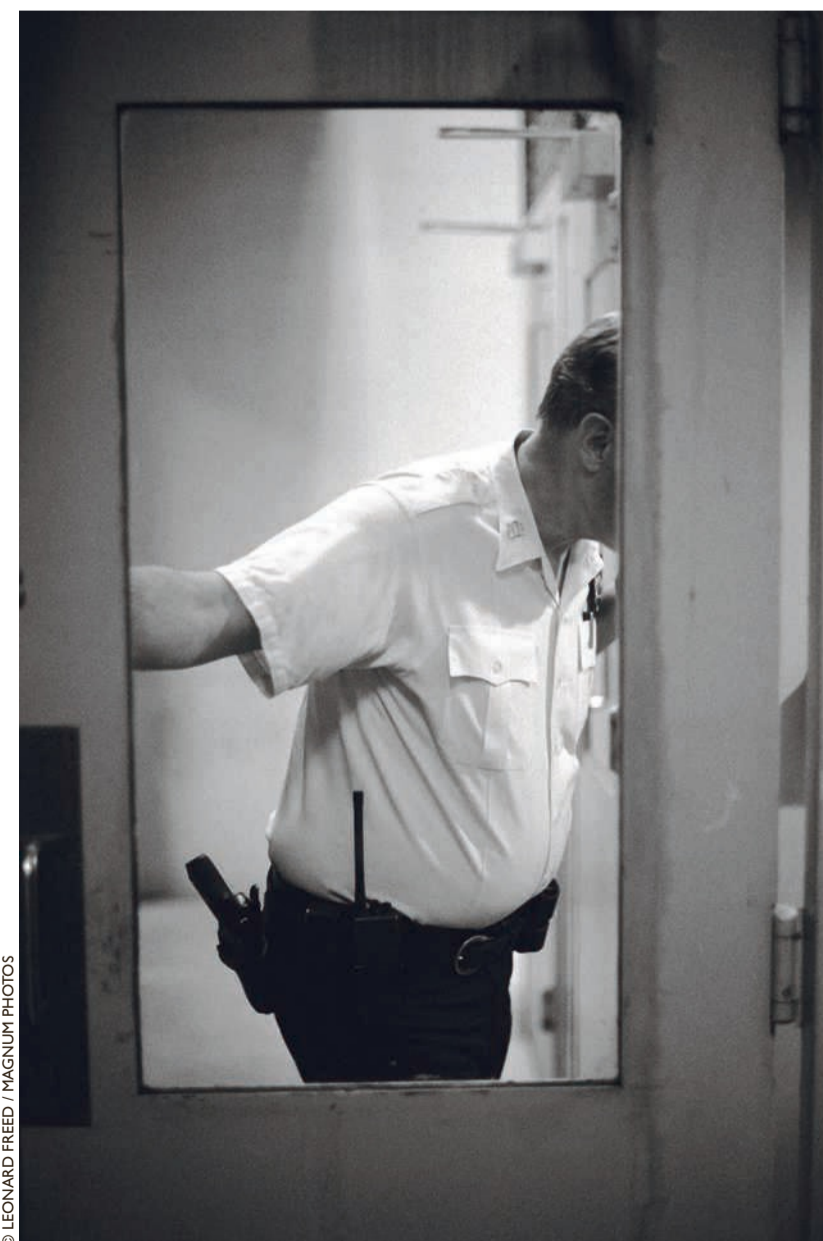
(1) Pour des raisons de confidentialité, les noms de lieux et de personnes sont fictifs.

(2) Dans le système pénal californien, un crime (*felony*) est passible d'au moins un an de réclusion dans une prison d'État, mais se solde le plus souvent par un sursis probatoire ou une période de détention dans une maison d'arrêt de comté. Il s'agit d'une infraction plus grave que le délit (*misdemeanor*), passible d'un an maximum dans une maison d'arrêt de comté, mais conduisant généralement à un sursis probatoire ou à l'absence de toute sanction, hormis les tracasseries administratives et l'inscription des faits au casier judiciaire.

(3) Les variables d'âge et de classe importent davantage que l'origine ethnique dans les négociations pour crime.

(4) La possession simple de cocaïne est un délit et entraîne généralement, pour les délinquants primaires, la réorientation vers un programme antidrogue, et pour les autres une peine maximale d'un an de prison. La possession destinée au trafic est un crime. Elle est passible d'un emprisonnement plus long dans une prison d'État.

(5) CTS : *credit for time served*, condamnation au quantum de temps passé en détention préventive. R & S : *report and sentencing*, audience de prononcé des peines.



© LEONARD FREED / MAGNUM PHOTOS

LEONARD FREED. – Un agent de sécurité au palais de justice pendant les audiences de nuit, New York, 2001

* Professeur de sociologie à l'université de Californie à Berkeley et chercheur associé au Centre européen de sociologie et de science politique à Paris. Auteur de *Rethinking the Penal State*, Polity Press, Cambridge, à paraître en juillet.

«PARCELLE DE VRAIE JUSTICE» ?

de peine aux États-Unis

G. : Tu sais quoi?... Regarde... Y a une vidéo où on le voit parler aux flics, et même l'APD [*l'Alphaville Police Department*] est là : « Mon gars, tu ressembles pas à notre clientèle habituelle. » Mec, il vit de...

A. (*interrompant G.*) : Attends, il a... quatre flingues...

G. : ... Il a trois possessions d'arme comme mineur, on est d'accord! Maintenant il a 18 piges, il va passer dans la cour des grands. Je dis juste qu'il est pas... ce gamin est pas prêt pour la prison d'État! J'veux dire, on lui donnerait 12 ans! Il fait 1,50 mètre, Julius, il pèse peut-être 45 kilos tout mouillé! (*pause*) Je lui ai demandé s'il voulait arrêter ses conneries, et il m'a dit (*soupir*)... il m'a dit que oui.

A. : Ouais mais tu vois, c'est... Il te dit ce qu'il pense que t'as envie d'entendre. Je te le dis, moi, vu ses antécédents, il est pas près d'arrêter quoi que ce soit. Il est là-dedans depuis qu'il a, quoi, depuis qu'il est pré-ado.

G. : Il connaît rien d'autre, Julius. Il est pas dans un gang, il trafique...

A. : Il est dans un gang!

G. : Il est pas dans un gang, il trafique. Il trafique et il paie le loyer, il aide à payer le loyer.

A. : C'est un Norteño, frère.

G. : T'en sais... qu'est-ce que t'en sais? (*inquiète*) Il a jamais été initié, il a pas de tatouages des Norteño.

A. : Qui t'a dit qu'il a jamais été initié?

G. : Il l'a dit aux flics, et, crois-moi, c'est un gosse qui, tu vois... y voulait, y voudrait être dans le gang, et s'il pouvait faire croire qu'il en est, il le ferait, c'est sûr. Mais il sait bien qu'il peut pas dire à un flic : « Ouais, j'ai été initié », parce que si le bruit court qu'il a dit ça alors que c'est pas vrai, c'est un coup à se faire démolir trois fois, trois fois par jour! (*Pause.*) Les flics pensaient qu'il trempe dans un gros truc, ils l'ont cuisiné pendant une heure et il était là : « Je sais rien, moi, j'ai juste... » Tu vois, mec, il est...

A. : Attends, il a de la « meth », il a une balance électronique, il a de la coke, et toi t'en parles (*G. rit*), t'en parles comme si ce gosse était, j'sais pas... Mec, ce type, il est dangereux!

G. : Il est pas dangereux (*A. : Mais si!*), il est pas dangereux, Julius.

A. (*avec fermeté*) : Il est dangereux, frère.

G. (*suppliant*) : Il aide, il paye, il participe au loyer, il met à manger sur la table. Il voit pas d'autre option.

A. : Je vais te dire... et tu me connais, frère, si tu viens me voir avec du solide, généralement je t'écoute et on... en général on trouve une solution. Sur ce coup-là, non.

G. : Ça t'irait si... tu veux qu'on dise seize mois?

A. : Et comment tu fais pour avoir seize mois? Pour les flingues... avec le 29820 [*article du code pénal californien qui interdit la possession d'une arme jusqu'à l'âge de 30 ans aux personnes mineures condamnées pour crime violent avec arme à feu*]? (*G. : C'est ça!*) C'est bien 16-2-3 (6)?

G. : Ouais, je crois. (*Marque une pause.*) Est-ce qu'on peut le garder dans le coin [*à purger sa peine dans la maison d'arrêt du comté*], avec seize mois?

A. : Je pense pas qu'on puisse le garder dans le coin avec ce qu'il a sur le dos, à part la drogue, et je vais pas le laisser plaider... Je veux le coincer pour les flingues.

G. : Je comprends.

A. (*après cinq secondes, en soupirant*) : Crois-moi, si on en arrive là, t'es mal.

G. : Je comprends. C'est celui, tu te rappelles, je t'ai dit de le regarder quand il entrerait dans la salle... (*A. : Je l'ai regardé!*) Ouais, t'as vu, tu m'as fait un signe de tête du style, c'est pas... Enfin, tu te disais : « Ouais, c'est qu'un gosse – un gosse qu'a fait de grosses conneries, mais un gosse. »

A. : C'est un... Tu sais quoi? Il est dedans, mon pote, jusqu'au...

G. : Nan, il est pas dedans jusqu'au cou, tu peux encore parler avec lui. Ceux qui sont dedans, tu peux même plus leur parler.



© LEONARD FREED / MAGNUM PHOTOS

LEONARD FREED. – Un prévenu au palais de justice dans l'attente de son procès, New York, 2001

A. : Il est... il y va tout droit.

G. : Ouais, je suis d'accord là-dessus. (*A. : Il y va...*) Je suis d'accord! Mais bon, écoute... Si on le coffre... si on le coffre pour deux ans, tu crois qu'il va rien apprendre sur les gangs?

A. : Mais tu vois, c'est ça le truc, Felix : il est, je veux dire, il fait ça [*martelant le bureau*] depuis qu'il est tout gosse...

G. (*suppliant*) : Il connaît rien d'autre, Julius!

A. : Mais c'est pas mon... (*appuyant sur les mots*) c'est... pas... mon... job.

G. : Je comprends, « on n'est pas des assistantes sociales », je suis d'accord, je suis d'accord.

A. : Mon job, c'est de voir ce qu'il... ce pour quoi on l'accuse, et comment je le prouve (*G. : Je sais.*), et quel genre de proposition je peux lui faire à partir de ça. Et là j'ai un type avec, quoi, quatre flingues, de la coke, de la « meth », une balance électronique, avec (*rire*) un fusil d'assaut AR-15. (*G. : Je sais.*) Ça, ça fout les jetons, et c'est peut-être un bon gosse, mais c'est sa conduite qui m'intéresse.

G. (*résigné*) : Je comprends, je comprends.

A. (*huit secondes*) : Voilà, c'est euh... tu veux tenter le 29820? (*G. : Pour seize mois?*) Il va accepter?

G. : Ouais, je pense. Est-ce que je peux, enfin, est-ce qu'on peut le garder dans le comté tant que...

A. : Y a pas moyen de... Je crois que ce sera prison d'État, non?

G. : Ouais, mais est-ce qu'on peut pas...? Je vais temporiser [*pour mieux préparer sa défense*], repousser la date de R & S le plus loin possible. Il va se faire bouffer tout cru au pénitencier, Julius (*s'esclaffe*), surtout avec ses cheveux longs! (*Tous deux rient.*) Ou, sinon, attends : laisse-moi lui parler du... Je sais, laisse-moi lui parler du 29820 à seize [*mois*], il va probablement me faire : « Okay, ça me va », et après, si on peut caser une autre date préliminaire... ou peut-être attendre jusqu'au PX (7).

A. : Nan, on va pas... Je vais lui donner ses seize [*mois*] aujourd'hui. Bon, normalement, il devrait se prendre le 11370 [*article qui qualifie en crime la possession simultanée d'une substance réglementée et d'une arme chargée*], mais je te suis là-dessus, je lui en fais grâce. C'est juste que tu dois, euh... je peux pas te laisser aller jusqu'au PX et que tu plies l'affaire là-bas (*G. : Okay.*), je peux pas faire ça [*laisser les procureurs de l'équipe PX préparer un dossier déjà résolu*].

G. : D'accord, mais alors, donc, comment on le garde...?

A. : À mon avis tu peux pas, je pense qu'il faut...

G. (*interrompant A.*) : Nan, laisse-moi juste faire traîner un peu...

A. : Mais non, c'est pas comme ça que ça marche! (*G. : Bon, d'accord!*) Je veux dire, il fait quoi, il fait, euh, huit mois sur seize [*grâce aux remises de peine pour bonne conduite*], c'est ça? Donc, au

moment où... Il est en préventive depuis octobre, c'est ça? (*G. : C'est ça.*) R & S tombera pas avant la mi-janvier, donc ça fait quoi, cinq?

G. : Ouais, alors donne-moi, laisse-moi demander une R & S pour février.

A. : Bon, ça me va. Si tu le fais aujourd'hui [*conclure et enregistrer l'accord de plaider-coupable*], on peut. Si le juge est okay, je suis okay (8).

G. : Okay, très bien. (*A. : Bien.*) Bien, bien.

A. : Donc tu me diras s'il accepte (*G. : Ça marche.*), parce qu'y faut... je dois modifier la proposition.

G. : Bien, bien. (*A. : Bien.*) (*G. expire longuement*) Eh ben!

Cet après-midi-là, Garzón pénètre dans la salle d'audience A15, où Atkins est assis face au juge qui enregistre les motions et les accords de plaider. En quelques mots chuchotés à son oreille pour ne pas gêner les débats, il informe Atkins que son client a accepté le marché. Un peu plus tard, vêtu de son uniforme carcéral orange, le « gamin » est extrait du sas d'attente et introduit dans la cage de verre près de l'estrade du juge. D'une voix monocorde, ce dernier lui lit le texte de la « renonciation par plaider-coupable ou non-contestation » et lui demande s'il introduit cette requête « sciemment, en connaissance de cause et de son plein gré », selon la formule consacrée. Le « gamin » lâche un « oui » bougon. Dossier classé. Au suivant.

On comprend à la lecture de cet échange que les précédentes négociations entre le procureur Atkins et l'avocat Garzón, durant lesquelles le premier a consenti à revoir ses propositions pour tenir compte des éléments fournis par le second, ont influé sur la discussion du jour et préfiguré son résultat. Parti d'une offre totalement irréaliste, Garzón a été contraint à une série de concessions factuelles qui l'ont progressivement rapproché de la position d'Atkins et conduit à reconnaître les accusations. Mais son habileté et sa ténacité lui ont permis de faire fléchir le procureur et d'arracher un accord finalement très favorable pour son client : la possession de munitions et la possession de stupéfiants ont été abandonnées sans réel débat, tandis que la peine d'emprisonnement proposée a été ramenée à la durée la plus courte prévue pour un seul chef d'inculpation. La sanction maximale qu'encourrait le « gamin » en cas de condamnation par un tribunal pour toutes les accusations le visant avoisinait les six ans de réclusion, sans compter l'affiliation à un gang, qui aurait ajouté jusqu'à quatre ans supplémentaires à effectuer de manière consécutive. Aux termes de l'accord trouvé, il est envoyé dans une prison d'État pour seize mois mais n'en purgera que onze grâce à la remise de peine de 33 % pour bonne conduite. Comme il a déjà fait deux mois de détention préventive, il lui en reste neuf à passer derrière les barreaux. Résultat des courses, le « gamin » aura bénéficié d'une ristourne de 85 % sur la punition théorique de référence (onze mois au lieu de six ans). Le procureur, lui, aura expédié le dossier avant qu'il n'atteigne le stade de l'examen préliminaire, économisant ainsi du temps et des ressources humaines tout en étant assuré que la condamnation

sera définitive, puisque l'accusé, en plaçant coupable, renonce à son droit de faire appel.

Cette séquence ordinaire du processus judiciaire met aussi en lumière deux philosophies opposées de la peine qui s'affrontent partout où des procureurs de comté et des avocats de la défense s'assoient autour d'une table. Le procureur cherche à restreindre le périmètre de la négociation pour se concentrer sur la ou les infractions en tant qu'ensemble de faits objectifs; il insiste sur l'impératif de sécurité publique et la nécessité de prévenir la répétition ou l'aggravation de conduites criminelles relevant d'une responsabilité individuelle. Son action est guidée, explicitement ou non, par deux principes : la juste rétribution et la mise hors d'état de nuire. L'avocat commis d'office, lui, cherche à élargir le périmètre de la négociation pour, dans une démarche prospective, se concentrer sur l'accusé en tant qu'être social complexe, porteur d'une histoire individuelle et collective, engagé dans une conduite problématique qui répond à une adversité sociale. Son action est guidée par le principe de la réinsertion.

Toutes les négociations de peine ne sont pas aussi minutieuses, longues et complexes que cette audience préliminaire qui, en onze minutes, a scellé le sort du « gamin » (ce matin-là, Atkins passait à un nouveau dossier toutes les quatre minutes en moyenne). Tous les avocats commis d'office ne sont pas aussi doués et dévoués que Garzón, qui avait à l'évidence investi beaucoup de temps et d'énergie dans son enquête sur l'histoire et la conduite de son client. Tous les procureurs ne sont pas aussi cléments qu'Atkins ni aussi disposés à réviser leur position sur la base de nouvelles informations. Mais l'intérêt de leur échange est qu'il nous permet de les voir parvenir au ralenti et en version longue, pour ainsi dire, à ce que tous les procureurs et tous les avocats de la défense s'efforcent d'atteindre ensemble dans l'urgence et en version courte : un « marché » calibré pour l'affaire examinée et, ce faisant, une petite parcelle de vraie justice, malgré la pression constante des dossiers en attente.

Des « offres basses » pour les crimes ordinaires

Dans des localités comme Alphaville, où la criminalité violente ancrée dans l'hyperghetto noir est élevée, le tribunal doit réserver ses ressources en personnel et en espace aux affaires les plus graves. Afin de le désengorger, le procureur de district est donc amené à faire des « offres basses » (c'est-à-dire favorables à l'accusé) pour les crimes ordinaires, ce qui lui permet de s'en débarrasser rapidement. Il existe sans nul doute des comtés plus punitifs, avec des procureurs plus féroces, des avocats commis d'office plus débordés et des juges plus sévères, conduisant à une grande asymétrie des résultats selon les régions. Mais notre enquête permet de nuancer l'assimilation habituelle de la négociation de peine à une machine à cracher des sentences maximales et à broyer les droits des accusés.

Les professeurs de droit dénoncent parfois le plaider-coupable sans avoir observé la mise en œuvre quotidienne de cette procédure dans les « tranchées » du tribunal. Plutôt que la métaphore du travail à la chaîne (*assembly line*), c'est l'image du tourbillon (*swirl*) qui capture le mieux le processus complexe et dynamique par lequel l'accusé se trouve graduellement aspiré dans le trou du châtement pénal.

LOÏC WACQUANT.

(Traduit de l'anglais par Élise Roy.)

(6) Pour chaque crime passible de prison, le code pénal californien prévoit une « triade » afin de moduler la peine : ici, seize mois en cas de circonstances atténuantes, deux ans en médiane, trois ans en cas de circonstances aggravantes.

(7) Garzón cherche à repousser le prononcé de la peine afin que son client passe le plus longtemps possible en détention préventive dans la maison d'arrêt du comté, ce qui réduira d'autant le temps qu'il devra purger dans une prison d'État.

(8) Tous les accords de plaider-coupable doivent être approuvés par le juge qui prononce la peine, lequel n'est pas lié par la recommandation du procureur. Dans la plupart des cas, cette approbation est une formalité.

Face à la Chine,

(Suite de la première page.)

Ce à quoi l'on assiste aujourd'hui ne relève pas d'une question de budget, mais d'affectations; il s'agit de décider quelles compagnies peuvent se maintenir, en pratiquant quels prix, avec quels intrants, dans quels secteurs. La guerre qui se prépare sera moins physique qu'économique; elle aura pour champs de bataille les chaînes d'approvisionnement, les goulots d'étranglement et les bilans comptables.

Derrière tout cela, il y a bien sûr la peur de la Chine et la technologie qui a mis au pas toutes les autres priorités : l'intelligence artificielle (IA). Aucun des problèmes sous-jacents n'est nouveau. Les planificateurs du Pentagone et les analystes de la Rand Corporation parlent de minéraux, de puces, de câbles, de détroits et de réacteurs depuis des décennies. Jusqu'alors, les administrations hochaient poliment la tête et détournaient la conversation. Le propre de l'IA est de fondre tous ces sujets dans un récit unique où se laisser distancer équivalait à hisser le drapeau blanc.

L'histoire commence en 2016-2017 lorsqu'une petite coterie de « faucons » obsédés par la Chine – au premier rang desquels M. Peter Thiel, seul acteur de la Silicon Valley à soutenir M. Trump à l'époque – décrète que les États-Unis doivent à tout prix bloquer la progression de Pékin dans les technologies mobiles, la 5G et les puces. L'interdiction de Huawei en 2019 tient lieu de banc d'essai. L'alternance politique n'y change rien. Au contraire, M. Joseph Biden perfectionne le processus en créant des strates administratives sophistiquées qui déterminent quel pays peut acquérir quelle technologie américaine. Son administration étend les restrictions d'exportations au-delà des puces elles-mêmes pour englober les machines permettant de les graver, les logiciels d'automatisation de la conception électronique (EDA), les mémoires

avancées, les biotechnologies, les infrastructures d'informatique quantique et bien d'autres choses. Devenue une sorte de denrée de base dont aucun pays n'estime pouvoir se passer, l'IA exacerbe les enjeux, et les États-Unis ont le doigt sur l'interrupteur.

Le second mandat de M. Trump consolide cet héritage bipartisan en centralisant les opérations. Assis sur une montagne de cash qu'il dépense peu ou prou à sa guise, le Pentagone pilote désormais la planification. Son budget gargantuesque lui pose surtout des problèmes de personnel – dénicher des gens capables de prendre des décisions à neuf chiffres et plus à l'aise avec le « déploiement » de capitaux que de troupes. La tâche échoit de nos jours non pas à un service de ressources humaines relégué au sous-sol, mais à des chasseurs de têtes qui facturent à l'heure et savent se montrer persuasifs. À en croire une offre de recrutement préparée par l'un d'eux (et divulguée dans la presse)(2), le Pentagone cherche à constituer une équipe de trente personnes chargée d'investir jusqu'à 200 milliards de dollars d'argent public en trois ans, plus proche du monde enchanté du capital-risque, tendance cocardière, que de celui de la fonction publique. Les émoluments promis vont de 300 000 dollars pour les salariés internes à 600 000 dollars pour ceux employés via des organisations vassales. On fait également miroiter aux postulants un « accès inégalé » à de hauts responsables de l'administration et à des réseaux de collecte de fonds incluant des fortunes royales, garantie de juteuses « opportunités de sortie ».

Pompiers pyromanes

CETTE prose aguicheuse est rédigée pour le compte de l'Economic Defense Unit (EDU)(3), une agence créée en avril au sein du Pentagone par le milliardaire Stephen Feinberg, secrétaire adjoint à la guerre et grand donateur de M. Trump devant l'Éternel. M. Feinberg a aussi cofondé la société d'investissement Cerberus Capital Management, qui gère 65 milliards de dollars d'actifs et a bâti son empire sur les ruines de fleurons industriels américains, comme le géant de l'automobile Chrysler ou l'armurier Remington, l'un des plus anciens du pays.

L'EDU travaillera en tandem avec l'Office of Strategic Capital (OSC), un organisme de prêt né sous l'ère Biden, devenu entre les mains de M. Feinberg un bureau d'investissement qui place les deniers publics dans les minéraux, les câbles sous-marins, les drones ou encore les satellites. Le premier gros contrat conclu par cette entité permet de mieux

comprendre comment circule l'argent. Le fonds 1789 Capital, qui compte le fils aîné du président au nombre de ses associés, est entré au capital de Vulcan Elements trois mois avant que l'entreprise ne bénéficie d'un prêt de 620 millions de dollars de l'OSC – le plus élevé de toute l'histoire de l'agence. L'exécution de l'accord a pu être accélérée grâce à une dispense d'étude technico-économique, conformément à un décret présidentiel de mars 2025 qui allège les conditions d'approbation pour les projets relatifs aux minéraux critiques. L'investissement est on ne peut plus stratégique, puisque Vulcan fabrique les aimants en terres rares dont le Pentagone a désespérément besoin pour fabriquer ses avions F-35, refroidir ses *data centers* d'IA – et dont la Chine détient le quasi-monopole.

Loïn d'être une anomalie, le deal avec Vulcan est plutôt un prototype, et les hommes qui en concoctent les répliques n'essaient plus de prétendre le contraire. C'est là qu'entre en scène le patron de l'EDU, M. George Kollitides II, ancien de Cerberus qui a aussi présidé pendant les remous consécutifs à son rachat. Devenu conseiller principal du Pentagone pour la concurrence économique, il a mis les pieds dans le plat lors de la conférence annuelle du Milken Institute au début du mois de mai(4). Après trente ans de « domination chinoise dans la guerre économique », a-t-il expliqué, la réaction doit s'organiser selon une doctrine en deux volets : 1) « réparer », c'est-à-dire « relocaliser » les minerais critiques, leur transformation intermédiaire et leur métallisation; 2) « casser », c'est-à-dire attaquer la base industrielle des adversaires pour les empêcher de développer les



DAMIEN HOAR DE GALVAN. – « Keep Digging » (Continuez à creuser), 2023

capacités que l'Amérique s'efforce, avec retard, de regagner. Et, qu'il s'agisse de réparer ou de casser, l'équipe de l'EDU sait y faire, car tous ses membres viennent « du capital-investissement ou des acquisitions à effet de levier ».

C'est avec le diagnostic qu'il pose sur l'économie américaine post-1991 que M. Kollitides devient brièvement intéressant, presque involontairement. La fuite des capitaux en quête de réglementations plus souples et d'une main-d'œuvre moins chère, les déboires des « dividendes de la paix » promis par le président George Bush père, les forces industrielles essorées jusqu'à la dernière goutte pour financer le boom de la consommation – tout cela, selon lui, serait le fruit d'« erreurs de raisonnement ». On aurait plutôt attendu cette dénonciation d'un Steve Bannon ou d'un keynésien de gauche lors d'un débat organisé par *Jacobin*, mais elle vient bien d'un financier-né s'exprimant dans la salle de réception d'un hôtel de Beverly Hills.

L'actuel conseil de guerre économique du Pentagone est peuplé de capital-investisseurs comme lui, qui ont passé trente ans à parier sur l'érosion des capacités industrielles du pays avant de se poser en sauveurs. Ce sont eux qui font la spécificité de la séquence que nous vivons. L'Amérique d'après-guerre froide savait recourir si besoin à la planification, à ceci près que les planificateurs provenaient d'universités, de syndicats ou du ministère de l'industrie. Ils se recrutent aujourd'hui parmi les anciens de Cerberus, d'Apollo, de Cantor Fitzgerald, pompiers pyromanes qui, ayant appris au sein de fonds privés à distribuer l'argent des autres, allouent maintenant l'argent public en suivant les mêmes instincts et, globalement, les mêmes structures tarifaires.

Ces hommes agissent sur trois leviers : les capitaux, les prix, l'énergie.

Les capitaux. Sous la houlette de M. Feinberg, l'OSC a dépassé le registre du simple prêt pour accéder à la propriété proprement dite – une évolution qui, de l'avis des experts, excède ses attributions, et sur laquelle le Congrès à majorité républicaine a refusé de se pencher. Le Pentagone a acquis des parts dans MP Materials et Trilogy Metals, ainsi que des *warrants* (bons de souscription) dans Vulcan Elements et ReElement Technologies, ce qui s'ajoute aux prises de participation du gouvernement dans Intel et Lithium Americas, nettement plus commentées. Le One Big Beautiful Bill Act (OBBBA) de M. Trump a discrètement

glissé à l'OSC une enveloppe de 1,5 milliard qui lui permet par effet de levier d'accorder pour quelque 200 milliards de dollars de prêts sur quatre ans, affectés pour moitié aux minerais critiques, pour moitié à trente et un secteurs technologiques jugés « essentiels ». Dans l'ancien catéchisme américain, l'État n'était pas censé choisir les gagnants. La nouvelle règle consiste à la sélectionner avant que Pékin n'ait eu le temps de le faire – et à s'assurer qu'ils sauront qui remercier.

Les prix. En décembre 2024, la Chine a interdit la vente aux États-Unis de certaines terres rares raffinées, notamment le gallium, dont elle contrôle 98 % du marché. Si l'embargo a été suspendu un an plus tard, Washington a répondu par l'annonce en février 2026 du Project Vault : un fonds de 12 milliards de

dollars combinant financements publics et capitaux privés afin de constituer une réserve stratégique des soixante minerais classés comme « essentiels » par l'Institut d'études géologiques des États-Unis, les futurs acheteurs s'engageant par contrat à les acquérir à un prix prédéterminé. En complément, le gouvernement américain a lancé le Forum on Resource Geostategic Engagement (Forge), une alliance commerciale dont les partenaires prévoient de s'entendre sur les prix planchers, les subventions et les engagements d'achat de long terme. Ou quand le libre marché, après quelques verres patriotiques, découvre la fixation administrative des prix.

L'énergie. L'intelligence artificielle ne fonctionne pas à l'air pur, même si la Silicon Valley la raconte comme une ascension vers les sphères éthérées de l'abstraction (modèles, *clouds*, éclairs de génie...). Sur le plan matériel, il s'agit surtout d'un choc de demande – d'électricité, d'eau, de turbines, d'uranium, de puces, etc. Le *data center* est l'usine en sweat à capuche. Le département de l'énergie – où M. Thiel aurait personnellement approuvé au moins un candidat à un poste crucial dans le nucléaire, tandis que des start-up incubées par son Founders Fund ont depuis raflé les plus gros contrats(5) – a pour mission de redonner à l'atome l'importance qu'il revêtait au début de la guerre froide(6). La mission Genesis du ministère de l'énergie, annoncée en novembre 2025 avec un lexique digne du projet Manhattan, regroupe dix-sept laboratoires nationaux – Los Alamos, Oak Ridge, Sandia, Argonne, etc., qui comptent à eux tous quarante mille scientifiques – au sein d'une plate-forme unique consacrée à l'IA-auservice-de-la science, dont les priorités déclarées vont de la fission nucléaire aux semi-conducteurs en passant par les matériaux critiques.

Dans ces divers domaines, l'offre est en retard de plusieurs années sur la demande. Mais, au lieu de compter sur l'équilibrage du marché par les prix, l'administration répond en accélérant les processus par décrets et en traitant les études environnementales comme des organes vestigiaux. Sans la panique de l'IA, ces financiers seraient encore dans leurs bureaux de Park Avenue à débiter des tribunes sur le déclin de l'Amérique. Installés au Pentagone, ils troquent leurs diatribes pour des ordres d'achat.

S'aligner ou subir

Vu de l'étranger, le système apparaît non comme une politique industrielle mais comme une coercition grimaçante. Toutefois les États-Unis ne demandent pas à leurs alliés de se pâmer devant leur éthique, seulement de se mettre en conformité avec leur stratégie vis-à-vis de la Chine à tous les niveaux (chaînes d'approvisionnement, exportations de puces, achats de minéraux, règlements sur les données, infrastructures énergétiques). La carotte : bénéficier de leur crédit bon marché, de leur *cloud* et de leurs processeurs graphiques. Le bâton : perdre l'accès aux licences d'utilisation américaines. Jusqu'à présent, le projet n'a rencontré pratiquement aucune résistance.

Fer de lance de cette politique, la coalition Pax Silica, annoncée par la Maison Blanche le 12 décembre 2025, vise à sécuriser la chaîne d'approvisionnement de l'IA afin de « réduire les dépendances coercitives »(7). Aux huit partenaires initiaux – Arabie saoudite, Australie, Corée du Sud, États-Unis, Israël, Japon, Royaume-Uni et Singapour – se sont joints depuis les Émirats arabes unis (EAU), la Finlande, la Grèce, l'Inde, la Norvège, les Philippines, le Qatar et la Suède. Chaque nouveau signataire met en avant ses atouts. L'Inde promet que ses oligarques débloqueront 210 milliards de dollars pour construire des infrastructures nationales d'IA utilisant des plates-formes américaines (la contradiction avec son appartenance au groupe des Brics n'a fait tiquer personne). Les EAU apportent leur géant G42, rhabillé

en Microsoft après s'être débarrassé de ses fâcheuses associations chinoises sous la pression de l'administration Biden. Le cas de la Malaisie, qui n'est pas membre de la coalition, sert d'avertissement : en mai 2025, la vice-ministre des communications avait annoncé une stratégie nationale d'intelligence artificielle articulée autour des équipements Huawei; vingt-quatre heures plus tard, après un tweet de M. David Sacks, tsar américain de l'IA, elle rétrocéda. La Commission européenne a engagé des pourparlers pour rejoindre l'alliance (Bloomberg, 12 mai 2026)...

Présents lors du sommet inaugural, les Pays-Bas, dont le champion national, ASML, fournit en machines de lithographie tous les fabricants de microprocesseurs avancés du monde, ont poliment

(2) Ana Swanson, « Wall Street bankers offered lucrative access to join the Pentagon », *The New York Times*, 13 mars 2026.

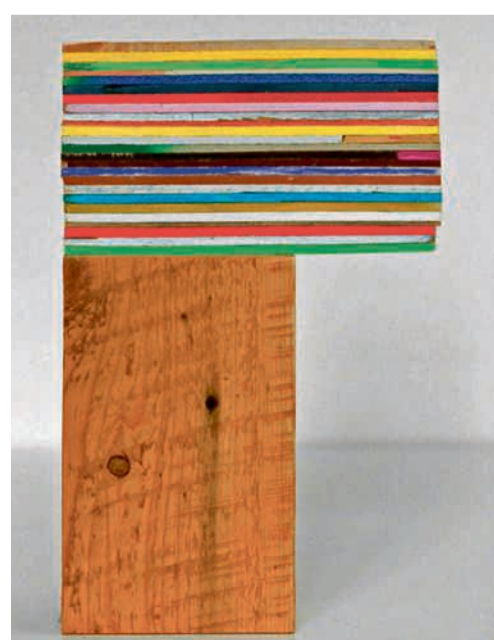
(3) Brandt Vincent, « DOD officially launches new Economic Defense Unit to mesh military aims with global financial sway », 10 avril 2026, <https://defensescoop.com>

(4) « Economic defense in an era of strategic competition : A conversation with Department of War's George K. Kollitides », 4 mai 2026, <https://milkeninstitute.org>

(5) Avi Asher-Schapiro, « DOGE goes nuclear : How Trump invited Silicon Valley into America's nuclear power regulator », 20 mars 2026, www.publica.org

(6) Lire Éva Thiebault, « Pourquoi les États-Unis relancent le nucléaire civil », *Le Monde diplomatique*, janvier 2026.

(7) « What is Pax Silica? », département d'État, www.state.gov/pax-silica



DAMIEN HOAR DE GALVAN. – « Right » (Droite), 2015

LE CAPITAL-RISQUE ET L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

l'Amérique a un plan

refusé de signer. Les États-Unis pensent cependant avoir trouvé la parade pour les faire plier. Le Multilateral Alignment of Technology Controls on Hardware (Match) Act, projet de loi déposé début avril à la Chambre des représentants et soutenu par les deux partis, laisserait cent cinquante jours aux pays alliés actifs dans l'industrie des puces

pour aligner leurs contrôles d'exportations sur ceux de Washington, sous peine de mesures de rétorsion unilatérales. ASML, dont le président-directeur général (PDG) dénonce depuis longtemps les motivations plus économiques que sécuritaires de ces restrictions, est bien sûr dans la ligne de mire. Le gouvernement néerlandais a protesté.

automobiles avant de passer à la fabrication de voitures complètes, puis de véhicules électriques, n'a pas d'équivalent évident dans le domaine de l'IA. Or, sans une stratégie de ce type, l'«IA souveraine» est un leurre, pas une solution. Le pays qui l'a le mieux compris est la Chine, où les *data centers* de Mongolie-Intérieure servent d'abord l'économie nationale, ensuite seulement les industries d'exportation. Depuis ce printemps, l'agence chinoise d'administration des données évalue l'activité économique en tokens – l'unité qui désigne les morceaux de texte traités par les modèles d'IA et, par extension, l'activité de ces derniers –, c'est-à-dire selon un critère étroitement lié à l'utilisation d'énergie, ce qui ouvre des perspectives nouvelles en matière de planification et d'allocation de capacités. La consommation quotidienne du pays

dépasse désormais les 140 000 milliards de tokens, soit une multiplication par plus de mille depuis 2024.

Lors de la petite sauterie du Milken Institute, le stratège économique en chef du Pentagone a offert la description la plus candide à ce jour du changement d'ère en cours à Washington. La source d'inspiration, a déclaré M. Kollitides, n'est autre que l'Empire britannique, avec ses «organisations publiques-privées, comme la Compagnie britannique des Indes orientales, pilotées par l'État et dont la flotte constituait un levier de domination économique à travers le monde». Qu'une semblable analogie puisse être proposée en 2026, sans sourcilier et sans que quiconque dans l'assistance ne se lève pour mentionner la bataille de Plassey (l'acte fondateur de la colonisation britannique de

l'Inde en 1757) ou la façon dont, pendant des siècles, de telles «organisations publiques-privées» ont affamé un sous-continent pour nourrir Londres, est un aveu en soi. Le modèle choisi n'est pas le New Deal, ni même l'État-arsenal de la guerre froide. C'est un monopole franchisé dont le nom demeure synonyme de pillage légal pour une bonne moitié de la planète.

M. Kollitides semble n'avoir pas remarqué que cette structure existe déjà. Le Pentagone en régit la charte, les géants du *cloud* gèrent les entrepôts et une petite constellation de capital-investisseurs fournit le fonds de roulement. Palantir analyse la situation. Nvidia fournit le substrat. Le Trésor, quelque part au bout du couloir, remplit la pape-rasse. Comme le commerce des épices autrefois, le développement de l'IA assure la cohésion de l'ensemble. Sa fusion avec le profit et l'art de gouverner est si étroite que quiconque tente de distinguer où finit l'un et où commence l'autre sera traité comme le reliquat désuet de l'ère des règles et des procédures.

La Compagnie britannique des Indes orientales touchait ses dividendes sous forme de coton, d'opium et de thé. Son avatar contemporain les perçoit principalement sous forme d'activité numérique – les tokens produits par l'IA, les requêtes traitées, les modèles entraînés avec les données des autres. Mais le livre de comptes d'antan n'a pas disparu : derrière les tokens, il y a le cuivre et le cobalt congolais, les séquences génomiques livrées par les cliniques zambiennes en échange de traitements antituberculeux qui n'arriveront peut-être jamais, les aquifères vidés pour refroidir des *data centers*. Depuis le Beverly Hilton, rien de tout cela n'est visible. Depuis l'East India House, à Londres, la famine de 1770 au Bengale ne l'était pas non plus. Un défaut d'architecture, sans doute.

EVGENY MOROZOV.

(Traduit de l'anglais [États-Unis] par Élise Roy.)

(8) Stephanie Nolen, «US considers withholding HIV aid unless Zambia expands minerals access», *The New York Times*, 16 mars 2026.

(9) Lire «La souveraineté comme marchandise américaine», *Le Monde diplomatique*, novembre 2025.

Un chantage devenu la norme

FACE aux pays du Sud, les Américains prennent moins de gants. Depuis le démantèlement de l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid) dans les premiers mois de 2025, l'aide étrangère passe par la Development Finance Corporation (DFC) et la Banque d'import-export des États-Unis (Eximbank), ouvertement conçues comme des armes de guerre économique. Fin 2025, la DFC a vu un relèvement de son plafond d'investissement à 205 milliards de dollars – plus du triple du niveau antérieur – et un renforcement de ses capacités en matière de prises de participations au capital. Lors d'un forum du Council on Foreign Relations en avril, son directeur, M. Benjamin Black, qui vient du capital-investissement et n'a aucune expérience dans le secteur du développement, a décrit la mission de l'agence avec la poésie d'un agent de change : «*bâtir des écosystèmes économiques holistiques arrimés à nos marchés financiers, protégés des prises de contrôle ennemies et structurés de telle sorte qu'ils génèrent des rendements élevés pour le contribuable américain*».

Sous Trump II, les prêts ouvrent des droits sur les résultats. Un exemple : en décembre 2025, la DFC a signé une créance de 553 millions de dollars à l'opérateur du corridor ferroviaire de Lobito. L'objectif ? Moderniser la section angolaise de cette ligne stratégique qui permet d'acheminer le cuivre et le cobalt congolais (et, à terme, le cuivre zambien) vers l'Atlantique et les chaînes d'approvisionnement américaines pour batteries et puces, les éloignant ainsi de la mainmise chinoise sur les exportations de minerais dans la région.

Quand les prêts conditionnels ne suffisent pas, les États-Unis menacent de refermer l'armoire à pharmacie. Lancée en septembre 2025, l'America First Global Health Strategy oblige des dizaines de pays, en majorité africains, à transférer aux agences et laboratoires pharmaceutiques américains leurs données nationales de

santé – plus, dans le projet d'accord zambien, vingt-cinq années de séquençage génomique d'agents pathogènes – sous peine de voir couper le robinet des financements pour les traitements contre le sida et la tuberculose. Un mémo du département d'État obtenu par le *New York Times* révèle le type de chantage devenu la norme : la Zambie se voit offrir 1 milliard de dollars d'aide à la santé sur cinq ans (à peine la moitié de ce qu'elle recevait jusqu'en 2025) à condition de signer une convention séparée ouvrant aux États-Unis l'accès à son cuivre, son cobalt et son lithium (8). Au Kenya, l'accord déjà conclu a été suspendu le temps que la Haute Cour statue sur sa constitutionnalité. Et, lorsque le Zimbabwe a décidé de se retirer d'un arrangement à 367 millions de dollars, Washington a immédiatement annoncé la suppression progressive de son aide humanitaire à ce pays.

Le piège le plus redoutable pour le Sud reste cependant la fausse promesse de l'«IA souveraine» qu'on lui offre en guise de consolation (9). Investir dans les technologies américaines veut dire importer chez soi les *data centers*, les puces, les modèles et les programmes, puis prétendre qu'ils représentent une capacité nationale. Ce qui n'est évidemment pas le cas. Les puces peuvent être désactivées ; les modèles sont des boîtes noires que la protection du secret commercial interdit d'ouvrir ; et, faute d'être intégrés à une vision industrielle plus globale, les *data centers* deviennent des appendices extractifs qui produisent surtout des moyens d'influence supplémentaires pour Washington. Le scénario développementaliste classique des années 1970 et 1980, qui voyait un pays commencer par les pièces détachées



DAMIEN HOAR DE GALVAN. – «Good Job» (Bon boulot), 2024

de Frédéric Lordon et «Bataille mondiale pour l'énergie» de Michael Klare (mai). Le 20 juin, à 17 heures, au centre local des œuvres universitaires et scolaires (Clous) : représentation de la pièce *L'An 01* (d'après la bande dessinée éponyme de Gédé) par la compagnie Les Filles de la pluie, suivie d'un débat. (*amd.brest@proton.me*)

RENNES. Le 20 juin, à la maison des jeunes et de la culture Le Grand Cordel : «café-Diplo» dans le cadre de l'événement «Lieu utopiste tenu temporairement en rupture» (Lutter !). Le 24 juin, à 18 h 30, au Café associatif des Gallets : rencontre avec Philippe Descamps autour de *Manière de voir*, n° 207, «Canada, le «meilleur pays du monde» au scalpel» (juin-juillet 2026). (*amd.rennes@gmail.com*)

CENTRE-VAL DE LOIRE

TOURS. Le 5 juin, à 20 h 30, à l'association Jeunesse et Habitat : réunion des Amis et lecteurs de la région sur le thème «Et pendant ce temps, en Ukraine». (*pic.arnaud@orange.fr*)

GRAND EST

METZ. Le 11 juin, à 18 h 30, petite salle des Coquelicots : «café-Diplo» autour de l'article «Pourquoi la pénurie de médecins va durer» d'Ariane Denoyel (septembre 2025). (*pollmann5@univ-lorraine.fr*)

STRASBOURG. Le 24 juin, à 18 h 30, salle Léon-XIII du foyer de l'étudiant catholique (FEC) : «Iran sous les bombes : élan de patriotisme, pression sociale et société en suspens», avec Marmar Kabir. (*gabriel.aussibal@hotmail.fr*)

HAUTS-DE-FRANCE

LILLE. Le 3 juin, à 20 heures, au cinéma *L'Affaire Abdallah*, de Pierre Carles, suivie

d'un débat avec le réalisateur. Le 23 juin, à 19 heures, à la maison régionale de l'environnement et des solidarités (MRES) : rencontre avec Lucile Leclair pour son article «Quel avenir pour la PAC?» (mai) et avec Antoine Jean. (*amd.nord@yahoo.fr*)

ÎLE-DE-FRANCE

PARIS. Le 6 juin, à 15 h 30, à l'Académie du climat : atelier d'autodéfense intellectuelle animé par Vincent Sizaire, magistrat et enseignant de droit public à l'université Paris Nanterre. (*amis.diplo.75@gmail.com*)

VERSAILLES. Le 6 juin, à 14 heures, salle Montgolfier, à l'hôtel de ville : rencontre avec Hubert Guillaud autour de son livre *Les Algorithmes contre la société* (La Fabrique). Le 26 juin, à 20 heures, au cinéma UGC Roxane : projection du documentaire *Soulèvements*, de Thomas Lacoste, suivie d'un débat avec le réalisateur et avec Philippe Dorléans (Amnesty International). (*eveleveque@wanadoo.fr*)

NORMANDIE

HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR. Le 4 juin, à 19 heures, au Café du ciné (cinéma Café des images) : «café-Diplo» autour de trois articles, «La crise scélérate» de Frédéric Lordon, «Bataille mondiale pour l'énergie» de Michael Klare et «Pétrole, la stratégie du bas de laine» d'Eva Thiébaud (mai). (*amd.caen@gmail.com*)

NOUVELLE-AQUITAINE

BAYONNE. Le 25 juin, à 19 h 30, à la librairie Chez Simone : «café-Diplo» autour de deux articles, «La crise scélérate» de Frédéric Lordon et «L'ordinaire des violences à l'école» de Selim Derkaoui (mai). (*poitoumaury@gmail.com*)

GIRONDE. Le 4 juin, à 19 heures, au Café d'Abord, au centre social et culturel ASCO,

à Saint-Médard-en-Jalles : «café-Diplo». Le 11 juin, à 19 heures, au théâtre Le Levain, à Bègles : «café-Diplo» (*amis.diplo33@gmail.com*). Le 26 juin, à 20 heures, à la maison des associations, à Libourne : «café-Diplo». (*amis.diplolibournais@gmail.com*)

POITIERS. Le 4 juin, à 20 heures, au café L'Envers du bocal : réunion des Amis et lecteurs de la région. (*dominique.leblanc@wanadoo.fr*)

OCCITANIE

CARCASSONNE. Le 4 juin, à 20 heures, au cinéma Le Colisée : projection du documentaire *L'Affaire Abdallah*, de Pierre Carles, suivie d'un débat avec Jean-Jacques Gandini. Le 5 juin, à 18 heures, au café associatif L'Accolade : rencontre avec Jean-Paul Demoule autour de son livre *La France éternelle, une enquête archéologique* (La Fabrique). Le 15 juin, à 18 heures, au café associatif L'Accolade : «café-Diplo» autour du numéro de juin. (*contact@amisdiplomatique.org*)

PERPIGNAN. Les AMD 66 se réunissent chaque troisième jeudi du mois, à 19 h 15, au Casal de Perpinyà pour discuter du dernier numéro du *Monde diplomatique*. (*amis-diplo66@gmail.com*)

TOULOUSE. Le 9 juin, à 20 heures, au cinéma Le Cratère : projection du documentaire *L'Affaire Abdallah*, de Pierre Carles, suivie d'un débat. Le 10 juin, à 18 heures, salle du Sénéchal : «Tchernobyl an 40! Quels enseignements pour aujourd'hui?», avec Yves Lenoir, auteur de *Dans les coulisses de Tchernobyl* (La Dissidence). (*amdoul@gmail.com*)

PAYS DE LA LOIRE

LA ROCHE-SUR-YON. Le 6 juin, à 10 heures, au café Ô Bell'Endroit : «café-Diplo» autour de trois articles, «L'Irlande du Nord de plus en plus irlandaise» de Cédric Gouverneur, «De la parti-

tion à la réunification» d'Ysé Angerer et «Israël et la doctrine de la périphérie» de Karim Émile Bitar (mai). (*michelmerel54@laposte.net*)

LAVAL. Le 16 juin, à 19 heures, au café L'After Work : «café-Diplo» autour de l'article de Lucile Leclair «Quel avenir pour la PAC?» (mai) et du Mercors. (*ijpmdiplo@laposte.net*)

NANTES. Le 18 juin, à 19 heures, au café La Perle : «café-Diplo» autour de quatre articles, «Souveraineté numérique, le jour d'après» de Robin Lambert (avril), et «La crise scélérate» de Frédéric Lordon, «Bataille mondiale pour l'énergie» de Michael Klare et «Pétrole, la stratégie du bas de laine» d'Eva Thiébaud (mai). (*claudie.desfosses@orange.fr*)

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

MARSEILLE. Le 23 juin, à 18 h 30, au Grand Bar du Chapitre : «café-Diplo» autour de deux articles, «Israël et la doctrine de la périphérie» de Karim Émile Bitar et «Aux origines du nettoyage ethnique» d'Ilan Pappé (mai). (*marseilleamd@gmail.com*)

NICE. Le 4 juin, à 19 heures : «café-Diplo» autour du numéro de juin du *Monde diplomatique*, et de l'article «Yiwu, capitale de la mondialisation» de Maëlle Mariette (mai). Pour connaître le lieu, écrire au correspondant. (*diplo@geller-conseil.eu*)

VAR. Le 5 juin, à 20 h 30, au cinéma Le Six n'étoiles, à Six-Fours : projection du documentaire *Les Ames bossales*, de François Perlier, suivie d'un débat avec le réalisateur. (*pierre.arnoult@lilo.org*)

HORS DE FRANCE

BRUXELLES. Le 15 juin, à 19 heures, au Sounds, à Ixelles : «L'Amérique latine face aux États-Unis de Donald Trump», avec Christophe Ventura. (*amd.belgique@gmail.com*)

LES AMIS DU MONDE DIPLOMATIQUE



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

ANNECY. Le 8 juin, à 19 heures, espace coworking de l'hôtel Moxxy : «café-Diplo» autour de l'article de Zako Sapey-Triomphe «Antiqua et Nova» (mai). (*cafediplo74@gmail.com*)

SAINT-MARTIN-D'HÈRES. Le 3 juin, à 18 h 30, à la médiathèque Paul-Langevin : «La frontière France-Royaume-Uni : barricades et répression coûteuse», avec Élixa Perriguer. (*amd38gre@gmail.com*)

BRETAGNE

BREST. Le 10 juin, à 18 h 30, au bar Le Grabuge : rencontre avec Hélène Yvonne Meynaud autour de son article «Moins de prud'hommes, moins d'indemnités» (février). Le 16 juin, à 18 h 30, au même endroit : «café-Diplo» autour de deux articles, «La crise scélérate»

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EN COLOMBIE

Conquêtes et déconvenues des années Petro

Dans de nombreux États d'Amérique latine, le vent de la victoire gonfle les voiles de la droite. Au terme de quatre années mouvementées à la tête de la Colombie, M. Gustavo Petro (gauche) a imposé des réformes sociales mais n'est pas parvenu à la paix avec les guérillas. Son bilan permettra-t-il au candidat Iván Cepeda de maintenir le pays dans le camp progressiste ?

PAR MAURICE LEMOINE *

PREMIER président de gauche de l'histoire de la Colombie, M. Gustavo Petro, ce 7 août 2022, vient de prêter serment. Impératif, son ordre claque : « *Apportez-moi l'épée de Bolívar !* » Lorsque, quelques minutes plus tard, est déposée devant lui la précieuse relique du héros des luttes d'indépendance latino-américaines, le nouveau chef de l'État s'adresse à la foule de ses partisans : « *C'est l'épée du peuple, et c'est pourquoi nous l'avons voulue ici, en ce moment et en ce lieu.* »

Des commentaires enflammés accompagnent l'événement. Après des décennies de conflit armé interne (450 000 morts), après des années d'uribisme – la droite extrême de MM. Álvaro Uribe (2002-2010) puis Iván Duque (2018-2022) –, après la formidable explosion sociale de 2021, l'inique modèle politico-économique va enfin rendre gorge (1). En politicien chevronné ayant été député, sénateur et maire de Bogotá, M. Petro douche immédiatement un enthousiasme qu'il juge démesuré : « *Nous allons développer le capitalisme. Non que le système nous plaise, mais parce que nous devons sortir du féodalisme et entrer dans la modernité.* »

De fait : comment et avec qui gouverner ? Le nouveau président ne l'a emporté qu'avec 50,4 % des suffrages et sa coalition, le Pacte historique, n'a obtenu que 17,35 % des voix aux législatives. Si la présence de 24 élus (sur 182) à la Chambre des représentants et 26 (sur 108) au Sénat constitue un résultat sans précédent pour la gauche, elle demeure trop peu puissante pour imposer ses vues. Par chance, il existe en Colombie

une tradition bien établie : souvent fort cyniquement, nombre de battus viennent s'asseoir à la table du vainqueur, une fois la défaite consommée. De sorte que, après la conversion express d'une partie de la droite – Parti libéral, Parti social d'unité nationale (ou Parti de la U), Parti conservateur – et des centristes de l'Alliance verte, M. Petro se retrouve doté d'une confortable majorité. Tout en demeurant conscient de la logique qui anime ses nouveaux « amis », et qu'il résume ainsi : « *Nous allons participer au gouvernement (...) pour amorcir ses réformes et le modérer.* » Toutefois, rassure-t-il, une autre force va surgir : « *Ce sont ces jeunes hommes et femmes qui ont décidé de demander plus de réformes et plus de profondeur dans les réformes.* » Résultat : « *Le gouvernement va être pris en étau entre ces deux forces. Et peut-être que tout se terminera par un juste milieu* » (2).

« Grand accord national » : des postes ministériels sont confiés à des personnalités venues de la droite modérée, tels MM. Alejandro Gaviria (éducation) et José Antonio Ocampo (finances). Fin 2022, et bien que réticent, le Congrès – composé de la Chambre des représentants et du Sénat – adopte une ambitieuse réforme fiscale qui prévoit la taxation des patrimoines et des hauts revenus. Présentés dans la foulée, trois textes touchant au droit du travail, aux retraites et à la santé réveillent l'ardeur belliqueuse de l'ordre jusque-là dominant. D'aucuns se souviennent qu'ils ne se trouvent dans le camp présidentiel que pour entraver et si possible noyer ses velléités.

Colombie). De trêves en ruptures de cessez-le-feu, aucun de ces groupes, pour l'heure, ne s'est démobilisé. Paradoxalement, dans un contexte d'hyperfragmentation des acteurs et de perte des repères idéologiques, c'est contre l'historique ELN, demeurée la plus « politique » de ces factions, que le président Petro se montre le plus intransigeant.

Comme tout président, M. Petro suscite la sympathie ou l'antipathie, déclenche les passions. Doté d'un ego qualifié par beaucoup d'« encombrant », il peut alterner le meilleur, le pire ou le très ambigu. Lumineux, le voici prenant fait et cause pour la défense de l'environnement ou condamnant le « génocide » organisé par M. Benjamin Netanyahu à Gaza. Il provoque l'enthousiasme ou la raillerie quand, devant l'Assemblée

le 31 mai 2026, où M. Iván Cepeda, candidat du parti présidentiel et favori des sondages pour le premier tour (le second se tiendra, si nécessaire, le 21 juin), aura pour concurrents la représentante officielle de l'uribisme, M^{me} Paloma Valencia (Centre démocratique), et l'ex-uribiste Abelardo de la Espriella (Défenseurs de la patrie), désormais « antisystème » à la Javier Milei.

Pour tenter d'inverser la tendance, les coups pleuvent, venus de divers fronts. En juin 2023, les députés du Pacte historique ont dû demander à la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) l'émission d'*habeas corpus* (mesures de protection). Dans le cadre d'une persécution politique, le bureau du procureur général, un organe purement administratif dirigé par M^{me} Margarita Cabello, ouvrirait des enquêtes pouvant conduire à leur

ciation du sort réservé aux migrants... Washington n'apprécie guère. Les représailles tombent en cascade. Les menaces d'imposer des droits de douane de 25 %, puis de 50 %, sur tous les biens colombiens entrant aux États-Unis provoquent un tollé de l'opposition et des opérateurs économiques contre le « responsable » – c'est-à-dire le président Petro. Après avoir « décertifié » la Colombie en septembre 2025, l'accusant d'inefficacité dans la lutte contre le narcotrafic, Washington retire son visa au chef d'État, traité de « baron de la drogue » par M. Trump, puis placé sur la « liste Clinton » du département du Trésor (6).

Comme souvent avec le locataire de la Maison Blanche, les épisodes de haute conflictualité sont suivis de soudaines accalmies. Quelques communications téléphoniques puis une visite à Washington le 3 février 2026 ont en apparence apaisé les tensions. Mais, M. Petro ayant accusé les États-Unis d'avoir attaqué le Venezuela « sans base légale », M. Trump lui a conseillé de « faire gaffe à ses fesses ». Si l'on en croit le *New York Times* du 20 mars, la Drug Enforcement Administration (DEA) l'a désigné comme « cible prioritaire », deux enquêtes pénales distinctes ayant été ouvertes par des procureurs fédéraux américains contre lui. En Colombie, à la veille d'un scrutin capital, la droite et ses médias boivent du petit-lait.

À cette offensive du « boss » s'ajoute celle des supplétifs. Très marqué à droite, épigone de M. Trump, le président équatorien Daniel Noboa a lancé une guerre commerciale contre la Colombie. Aux 30 % de droits de douane sur des produits colombiens en janvier ont succédé des taux de 50 %, puis, le 9 avril, de 100 %. Quito, selon M. Noboa, porte le poids financier du contrôle de la frontière entre les deux pays, Bogotá ne coopérant pas efficacement à la lutte contre les trafiquants. Dénonçant une rencontre préalable entre le chef de l'État équatorien et le toxique ex-président colombien Uribe, M. Petro a répliqué par une augmentation équivalente des taxes douanières et la suspension de la vente d'électricité au pays voisin. La crise économique qui découle de cet affrontement affecte essentiellement le sud de la Colombie, région-clé dans l'appui à MM. Petro et Cepeda.

C'est également dans cette zone qu'ont eu lieu une trentaine d'attentats, le plus meurtrier ayant été provoqué par une bombe, le 23 avril. Le ministre de la défense accuse l'EMC, la plus grande des factions dissidentes des FARC, qui a rompu la négociation avec le gouvernement il y a plusieurs mois. « *Il est légitime de se demander si, outre le préjudice et l'anxiété qu'ils causent à la population, ces événements ne cherchent pas à créer un climat de peur qui favorise les intérêts des secteurs d'extrême droite déterminés à déstabiliser le pays et à entraver le développement démocratique du processus électoral* », a réagi M. Cepeda sur X. En écho, après avoir déclaré que « *la sécurité se récup[erera] en en terminant avec la "paix totale" d'Iván Cepeda* », M^{me} Valencia a annoncé que, si elle était élue, elle nommerait ministre de la défense... M. Uribe.

(1) Lire Lola Allen et Guillaume Long, « Feu sur l'ennemi intérieur » en Colombie », *Le Monde diplomatique*, juin 2021.
(2) « Petro : Si nos aislamos, nos tumban », *Cambio*, Bogotá, 25 juin 2022.
(3) Service d'information de l'Office des Nations unies, 12 septembre 2025, www.ohchr.org
(4) Banque de la République, Bogotá, 10 mars 2026.
(5) Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.
(6) « Treasury sanctions Colombian president Gustavo Petro and his support network », US Department of the Treasury, 24 octobre 2025, <https://home.treasury.gov>

Une grève convoquée par le chef de l'État

C'EST l'avenir du système de santé qui déclenche le bras de fer. Le pouvoir entend réduire le rôle des entités protectrices de santé (EPS), intermédiaires du secteur privé intervenant entre l'État, les hôpitaux et les patients. Il se trouve que les groupes Keralty (propriétaire de l'EPS Sanitas) et Bolívar (à la tête de Salud Bolívar EPS) ont participé aux financements de campagne des partis de droite lors des législatives de 2022. Une première manifestation a lieu dès février 2023, autour du slogan « En finir avec Petro ». Les partisans du président répondent à son appel lorsque, à son tour, il décide de jouer la rue. Quand, en décembre, la Chambre basse approuve la réforme, des ministres démissionnent – à commencer par M. Gaviria. Les médias déversent des flots d'informations aux fondements incertains, la coalition parlementaire s'effrite et, en avril 2024, après un veto du Sénat, le projet est enterré – comme le sera celui concernant le travail – par le Congrès.

Ce premier combat perdu marque un tournant. Le chef de l'État durcit incontestablement le ton. Mais ses détracteurs – forces de droite et centristes, organisations professionnelles, citoyens non affiliés – s'y connaissent en harcèlement. M. Petro évoque donc la convocation d'une Assemblée constituante si ses réformes devaient continuer à être bloquées. Dans le quotidien espagnol *El País* (28 mai 2024), le constitutionnaliste Rodrigo Uprimny s'alarme : « *Cet appel à la Constituante est inopportun car il augmente la polarisation corrosive. Des secteurs de la droite le voient comme*

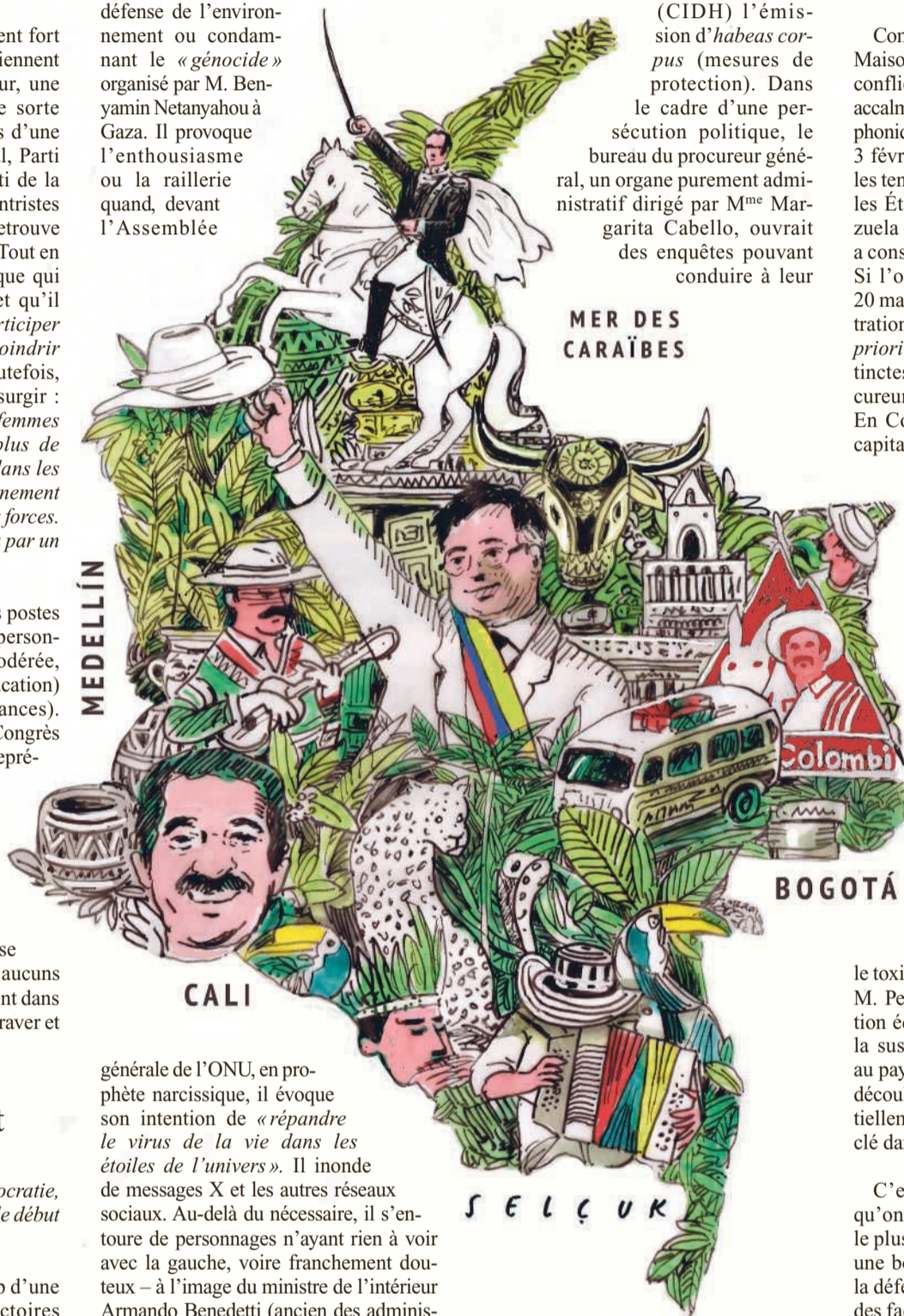
un assaut périste contre la démocratie, et des secteurs de gauche comme le début de la révolution. »

La Colombie devient le champ d'une bataille indécise, où jamais victoires ni défaites ne sont définitives. Si la ministre Gloria Inés Ramírez réussit à faire voter en juillet 2024 une réforme des retraites particulièrement bienvenue (mais suspendue « provisoirement » en avril 2026 par une décision du Conseil d'État), M. Petro, lui, doit menacer de convoquer par décret une « consultation populaire » pour que le Congrès finisse par céder et approuver celle du travail (20 juin 2025). Pour obtenir ce succès, il a été nécessaire qu'une grève nationale soit convoquée par... le chef de l'État !

Tout aussi insolite : le 15 mai 2024, le président déclare qu'il va dénoncer devant l'Organisation des Nations unies (ONU) l'État colombien, coupable selon lui de ne pas avoir respecté les accords de paix signés en 2016 entre les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et le gouvernement de M. Juan Manuel Santos. Effectivement, cet accord a été « taillé en pièces », selon son expression, par l'uribiste Duque. Cette trahison rend plus complexe encore le projet-phare de M. Petro, la « paix totale ». Onze négociations ont été entamées avec les groupes armés présents dans le pays, qu'il s'agisse des guérillas – Armée de libération nationale (ELN), État-major central (EMC) et Segunda Marquetalia (dissidences des FARC) – ou de groupes narco-paramilitaires comme le Clan du Golf (dit également Autodéfenses gaitanistes de

générale de l'ONU, en prophète narcissique, il évoque son intention de « répandre le virus de la vie dans les étoiles de l'univers ». Il inonde de messages X et les autres réseaux sociaux. Au-delà du nécessaire, il s'entoure de personnages n'ayant rien à voir avec la gauche, voire franchement douteux – à l'image du ministre de l'intérieur Armando Benedetti (ancien des administrations de MM. Uribe et Santos). Provocateur ou suicidaire, le voilà qui fait téléviser en direct un conseil de gouvernement au cours duquel il réprimande ses ministres, les laissant qui plus est se déchirer publiquement. En même temps qu'il fustige le Venezuela « extractiviste », il annonce que la Colombie (vertueuse) achètera... le gaz de son voisin (destructeur de la planète et du climat). Tout en demeurant l'un des principaux exportateurs mondiaux de charbon. Si, par ailleurs, il critique vertement les manœuvres de l'impérialisme, il conforte les thèses de Washington en traitant de « dictateur » son homologue vénézuélien Nicolás Maduro.

Néanmoins, et au-delà des crispations qu'il provoque soit à droite, soit à gauche, selon les cas, le mandat de M. Petro a marqué une rupture avec le passé. Augmentation substantielle du salaire minimum, renforcement du cadre juridique relatif aux droits du travail, acquisition de plus de 600 000 hectares pour le Fonds foncier et redistribution de 258 251 hectares à 73 000 familles paysannes et communautaires (3), augmentation des investissements sociaux, réduction de la pauvreté (de 36,6 % en 2022 à 31,8 % en 2024) (4) : lors des élections législatives de mars 2026, le Pacte historique a amélioré ses résultats, et M. Petro conserve un taux fort respectable de popularité. De quoi alarmer le camp du conservatisme à la veille de l'élection présidentielle du



Sur notre site, un inédit de Loïc Ramirez : « En Colombie, une impossible "paix totale" ? » www.monde-diplomatique.fr/69599

* Journaliste.

DANS LE « GRAND JEU » SAHÉLIEN

La crise malienne sert les desseins de l'Algérie

Pour la première fois, en mai 2026, l'armée malienne a largué des bombes à sous-munitions, interdites par le droit international, dans le nord du pays. Malgré l'intensification des « opérations antiterroristes », les djihadistes et leurs alliés touaregs accroissent leur emprise territoriale. Indispensable à toute solution politique, l'Algérie entend bien retrouver son influence dans la région.

PAR AKRAM BELKAÏD
ET ANNE-CÉCILE ROBERT

VOILÀ quatorze ans que le Mali est la proie d'attaques djihadistes meurtrières et déstabilisatrices. Jamais réellement appliqués, les accords de paix d'Alger signés en 2015 ont été dénoncés par Bamako en 2024. Malgré plusieurs interventions étrangères mobilisant des milliers de soldats – le Tchad dès les premiers assauts du groupe armé islamiste Ansar Dine et du Mouvement national de libération de l'Azawad en 2012, la France entre 2013 et 2022 via les opérations « Serval » et « Barkhane », la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali (Minusma) entre 2013 et 2023, la force conjointe du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) soutenue par Paris –, le nord et le centre du pays sont, directement ou indirectement, contrôlés par les rebelles. Les forces armées maliennes (FAMA) n'ont pas réussi à reprendre durablement le contrôle du territoire et empêcher les massacres de populations civiles (des milliers de morts par an depuis 2021)(1). Pis, les djihadistes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM, affilié à Al-Qaïda), désormais alliés aux séparatistes touaregs du Front de libération de l'Azawad (FLA), encerclent la capitale Bamako depuis l'automne 2025, occasionnant pénuries et insécurité. Le 25 avril, le ministre de la défense Sadio Camara était assassiné à son domicile lors d'une audacieuse opération militaire menée par les deux groupes dans la capitale, désormais sous blocus, et plusieurs localités du pays.

Autour du général Assimi Goïta, au pouvoir pour une « transition » de cinq ans, les militaires auteurs de deux putschs en 2020 et 2021 assurent que ces événements dramatiques ne sont que des incidents de parcours qui n'invalident pas leur stratégie de reconquête, présentée comme

« souverainisme ». Elle repose sur le rejet de la coopération avec la France, jugée inefficace et néocolonialiste. La junte a ainsi ordonné aux troupes françaises de l'opération « Barkhane » de quitter le pays en 2022 et à la Minusma de plier bagage en 2023.

En revanche, en septembre 2023, le Mali a noué l'Alliance des États du Sahel (AES) avec le Burkina Faso et le Niger, dirigés eux-mêmes par des juntes issues de coups d'État – depuis, respectivement, 2022 et 2023. L'AES a rompu en 2024 avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), qui avait désapprouvé et sanctionné les putschs. Financée par ses membres, sans soutien étranger, la Force unifiée de l'AES (FU-AES) mobilise six mille soldats. Mais, diversifiant ses partenariats, l'AES reçoit des armements de la Chine, de l'Iran, de la Russie et de la Turquie. Le « souverainisme » du Mali ne l'empêche pas non plus de faire appel à la milice russe Wagner, devenue Africa Corps en 2023, pour mener des opérations militaires dans le nord du pays, sans résultats sécuritaires convaincants. Le 25 avril, les troupes russes ont même essuyé un humiliant revers dans la ville symbole de Kidal, étant obligées de se retirer devant les combattants du GSIM (appelé aussi JNIM).

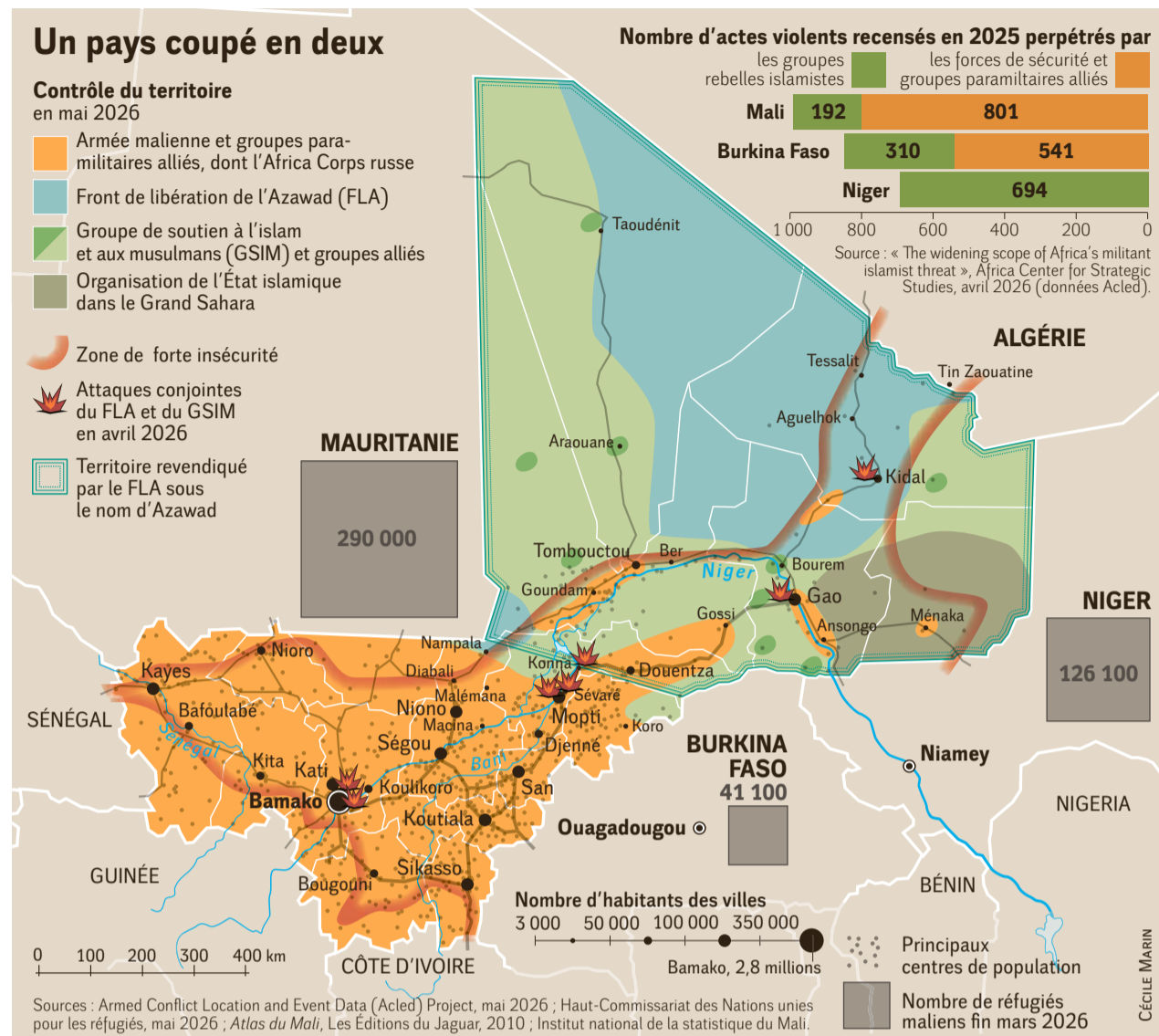
Malgré quelques succès, comme l'opération « Yéréko 2 » dans la zone dite des trois frontières (au croisement des trois pays) en février-mars 2025, la FU-AES ne parvient pas à assurer une présence stable et décisive. Les troupes djihadistes ou séparatistes continuent de se jouer de limites administratives poreuses pour se déplacer et acheminer leurs ressources opérationnelles (armes, motos, carburant, drones, etc.).

Le maillon faible du Sahel

LE putsch d'août 2020 avait été bien accueilli par une population exaspérée par la corruption et l'incurie du gouvernement d'Ibrahim Boubacar Keïta (2). Mais le nouveau régime s'est progressivement raidi, jusqu'à interdire les partis politiques en mai 2025. Les arrestations arbitraires, les enlèvements et les disparitions d'opposants se multiplient. L'ancien premier ministre Moussa Mara a été condamné à deux ans de prison sans procès équitable en février 2026. La plupart des figures de l'opposition vivent désormais en exil, notamment l'imam Mahmoud Dicko, qui mène depuis Alger la Coalition des forces pour la République créée en décembre 2025, ou le communiste Oumar Mariko, président du parti politique malien dissous Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance, qui a tenté en vain une médiation pour obtenir du GSIM la libération de dix-sept otages en mars 2026. Toutefois, le régime semble toujours bénéficier d'une forme de soutien populaire. « Les djihadistes n'ont pas réussi à soulever la population comme ils l'espéraient », note le journaliste sénégalais Abdou Khadre Cissé (3). L'assassinat du ministre Camara aurait même créé un « effet drapeau » autour du pouvoir, selon le chercheur Bakary Sambe (Radio France Internationale, 13 mai 2026). Ceux qu'on appelle désormais les « vidéomans » (hommes ou femmes) diffusent, en se filmant dans leur cuisine ou dans la rue avec leur téléphone portable, les arguments de la junte, non sans une certaine efficacité.

Pour la grande majorité de la population, la vie est pourtant devenue un défi quotidien, notamment depuis la suspension des financements étrangers (4). Le pays, qui se relève mal de la période Covid, est pénalisé par les sanctions financières de la Cedeao et les pénuries de toutes sortes liées d'une part au blocus, d'autre part à l'instabilité des communications et du commerce. Les dépenses nécessaires à l'acquisition d'équipements militaires et les coûts induits par les besoins sécuritaires assèchent les finances de l'État, qui a créé de nouvelles taxes sur les communications téléphoniques et les transferts d'argent sur mobile. Dans les zones dominées par les djihadistes, les habitants subissent racket et violences diverses liées à l'application stricte de la charia. À leurs raids meurtriers s'ajoutent aussi les exactions des forces russes et les opérations meurtrières des FAMA.

L'instabilité a des racines profondes. Le pays affronte un problème non résolu depuis son indépendance en 1960 : les incohérences sociologiques du découpage colonial des frontières et les revendications subséquentes des Touaregs et des populations agropastorales. La décentralisation lancée dans les années 1990 n'a pas fourni un modèle d'autonomie satisfaisant, tandis que l'explosion des inégalités économiques et sociales, sous l'effet des politiques du Fonds monétaire international (FMI) des années 1990-2000, achevait de fragiliser un État malien qui peinait déjà à imposer son autorité sur le territoire. Dans ce contexte, la guerre en



Libye du printemps 2011 a fourni un carburant inespéré à la déstabilisation et au sécessionnisme, alors que les mouvements djihadistes commençaient à recruter massivement parmi une jeunesse désœuvrée en quête d'avenir. Dans le nord du pays, ils prirent la place de l'État défaillant, rendant la justice, distribuant l'aumône, réglant les conflits fonciers... Cette combinaison de facteurs intercommunautaires, politiques, économiques et sociaux faisait du Mali le maillon faible du Sahel dans l'offensive régionale des islamistes.

Les putschistes avaient reproché à la France d'imposer une stratégie purement militaire, empêchant les négociations avec les groupes armés. Pourtant, ils reprennent aujourd'hui le même leitmotiv : on ne négocie pas avec les terroristes. « La junte manque de réalisme », estime ainsi le politiste Gilles Yabi, du West African Think Tank (Wathi), établi à Dakar (5). Si la réponse militaire s'impose, elle doit, selon lui, s'accompagner d'une stratégie politique : maintien de « canaux de discussion » avec les pays voisins ou l'opposition, et lecture fine des « dynamiques internes aux groupes armés ». Le FLA est un mouvement composite, alliant des Touaregs et des Arabes, des musulmans et des animistes, ainsi que des laïques. Ses objectifs (autonomie ou indépendance de l'Azawad) ne recourent pas ceux du GSIM, qui entend instaurer un régime théocratique. Certaines branches du GSIM seraient en outre tentées par une normalisation avec Bamako.

Mais le problème dépasse le seul Mali, le djihadisme ne cessant de s'étendre. « Malgré leurs divergences politiques avec les États non membres de l'AES, la stabilité de la région impose aux trois pays de l'AES de maintenir ou de renforcer leur coopération militaire et sécuritaire avec leurs voisins immédiats », estiment les chercheuses Leylatou Saïdou Daoura et Rahinatou Leïla Salia, de l'Institut d'études de sécurité (6). En février 2026, la Cedeao a créé une brigade antiterroriste de 1 650 soldats, associant le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, le Nigeria et le Sénégal. Aucune coordination réelle n'est à ce jour envisagée avec la FU-AES.

Pour bon nombre d'observateurs, c'est surtout une normalisation avec l'Algérie qui s'impose à la junte malienne. À Alger, le régime n'a guère apprécié les diatribes récurrentes prononcées à son encontre par les militaires de Bamako. En 2024, en dénonçant les accords d'Alger conclus avec le FLA pour la mise en

place d'une large décentralisation dans le nord du Mali, la junte a signifié sa volonté d'exclure son voisin du Nord des tractations politiques et diplomatiques au Sahel. Une volonté partagée par le Niger et le Burkina Faso. En avril 2025, la destruction, par l'armée algérienne, d'un drone malien de fabrication turque dans la région frontalière de Tin Zaouatine a aggravé les tensions entre les deux pays, Bamako démentant l'affirmation algérienne selon laquelle l'engin aurait franchi la frontière sur deux kilomètres.

Quelques mois plus tard, à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies (26 septembre), le premier ministre malien, M. Abdoulaye Maïga, accusait l'Algérie de « soutenir le terrorisme international », du jamais-vu dans l'enceinte onusienne et un tollé en Algérie, où le souvenir des exactions des groupes armés durant la « décennie noire » (1992-2002) demeure douloureux. Ironie du sort, malgré la dégradation de leurs relations bilatérales (rappels d'ambassadeurs, tensions à propos de l'emprisonnement de l'écrivain Boualem Sansal, etc.), l'Algérie et la France étaient alors mises dans le même sac par le pouvoir malien. De quoi provoquer la réaction véhémement de la diplomatie algérienne lors de la réunion ministérielle du mouvement des non-alignés

à Kampala (octobre), où les dirigeants maliens furent qualifiés de putschistes, de semeurs de mensonges et d'incapables.

Par ricochet, cette escalade verbale engendrait aussi des tensions entre l'Algérie et son traditionnel allié russe. « La Russie ne peut pas prétendre être notre grand partenaire, notamment en matière de défense, et encourager le Mali à nous témoigner une hostilité infondée alors que nous défendons toujours œuvré à la paix dans ce pays », confie un diplomate algérien. Et d'insister sur les « trois non » qu'Alger réitère dans son discours à l'égard de Bamako : « Non, l'Algérie ne soutient pas les groupes terroristes ou séparatistes maliens », « Non, l'Algérie ne souhaite pas une partition du Mali et défend toujours son intégrité territoriale » et « Non, l'Algérie n'est pas derrière la chute de Kidal et les attaques coordonnées du 25 avril. » Concernant cette offensive, une source sécuritaire nous affirme que les autorités algériennes ont même mis en garde Bamako contre son imminence. Quoi qu'il en soit, la chute de Kidal et les attaques du 25 avril permettent à Alger de remettre un pied sur le théâtre sahélien et de se parer des atours de la puissance régionale, non plus isolée mais œuvrant à stabilisation et à la paix.

La crainte d'un scénario à la libyenne

UNE intercession algérienne aurait ainsi permis de négocier avec les insurgés le retrait sécurisé des forces russes bloquées à Kidal. Et Alger réitère par plusieurs canaux diplomatiques l'idée d'une rencontre entre Bamako et le FLA pour renouer les négociations sur la décentralisation dans le nord du pays. Rien par contre ne semble se dessiner concernant le GSIM, organisation sur laquelle Alger affirme régulièrement n'avoir aucune influence, contrairement à ce qu'affirme Bamako.

La volonté algérienne de revenir dans le « grand jeu » sahélien s'explique par le précédent de la fragmentation de la Libye, où sont désormais présentes plusieurs forces armées étrangères. Les dirigeants algériens redoutent que Bamako, lassé par ses échecs militaires et l'inefficacité des forces russes, puisse se tourner vers d'autres partenaires. Si le Maroc demeure réticent vis-à-vis d'une implication militaire qui constituerait un casus belli pour Alger, les Émirats

arabes unis, déjà présents en Libye, au Soudan et en Somalie, et en froid avec l'Algérie, pourraient bien exploiter la situation pour étendre leur influence sur le continent. Une ingérence d'autant plus dangereuse, estime la diplomatie algérienne, qu'elle pourrait permettre à Israël, allié de poids d'Abou Dhabi, de prendre pied au Sahel.

(1) Lire Nina Wilén, « Dans les pays du Sahel, les juntes en échec face aux djihadistes », *Le Monde diplomatique*, septembre 2025.

(2) Lire Anne-Cécile Robert, « Pourquoi tous ces putschs », *Le Monde diplomatique*, septembre 2023.

(3) Divan citoyen, « Quelles solutions pour le Mali ? », 3 mai 2026, enregistrement disponible sur X.

(4) Fahiraman Rodrigue Koné et Fodé Maciré Dramé, « Dissolution des partis politiques au Mali : une manœuvre risquée », Institut d'études de sécurité (ISS), 19 mai 2025, <https://issafrika.org/fr>

(5) Divan citoyen, « Quelles solutions pour le Mali ? », 3 mai 2026.

(6) Leylatou Saïdou Daoura et Rahinatou Leïla Salia, « La Force de l'AES fera-t-elle mieux que celle du G5 Sahel ? », ISS, 4 mars 2026, <https://issafrika.org/fr>

Elnet, histoire d'un lobby

Lors de la campagne des municipales, des officines liées à Tel-Aviv ont visé La France insoumise (LFI). Au même moment, d'autres auraient conduit des opérations de déstabilisation à l'occasion des législatives slovènes (lire l'article ci-dessous). Mais c'est ouvertement que, depuis des années, l'European Leadership Network (Elnet) s'insinue dans la vie politique européenne, au service d'Israël.

PAR YOSSI BARTAL *

LE 8 mai 2014, à Berlin, sept hommes se réunissent dans un bureau à deux pas du Bundestag. Trois sont américains, trois sont allemands ; le dernier est israélien. Il s'agit de M. Raanan Eliaz, cofondateur et, à cette date, directeur de l'European Leadership Network (Elnet), une organisation destinée à promouvoir les liens entre Israël et l'Europe. Cet homme au visage poupin, poète à ses heures, né dans l'une des premières implantations juives de Cisjordanie, a déjà travaillé au sein de l'American Israel Public Affairs Committee (Aipac), principal lobby pro-israélien à Washington, et auprès du premier ministre israélien. Ce jour-là, après avoir rappelé les avantages d'« un réseau international d'associations liées par un même objectif », il souligne qu'il manque encore aux cercles de l'amitié germano-israélienne une entité « spécifiquement tournée vers les décideurs ». La réunion a justement pour objet de remédier à cela en inaugurant officiellement la branche allemande d'Elnet.

Importer en Europe les méthodes du grand frère américain : telle est la volonté qui a présidé à la création d'Elnet en 2007. L'Aipac est parvenu à faire du soutien à Israël une position politiquement payante – et coûteuse à contrer – en finançant grassement des campagnes électorales et en imposant son point de

* Journaliste. Enquête réalisée grâce à une aide d'IJ4EU, avec la collaboration de Guli Dolev-Hashiloni. Une version de cet article a initialement paru le 27 mars 2026 sur le site de critique politique et culturelle allemand The Diasporist, <https://thediasporist.de>

vue dans les médias. Mais l'Europe, où la communauté juive est plus restreinte et où les candidats à des fonctions politiques sont moins tributaires des dons directs, n'était pas prête pour ce type de manœuvre. Elnet s'est donc attaché à courtiser des Européens fortunés en les encourageant à participer à des levées de fonds calquées sur celles de l'Aipac, tout en développant d'autres formes d'influence, comme l'organisation de voyages tous frais payés en Israël à l'intention des élus (1).

L'organisation emploie actuellement plusieurs dizaines de salariés répartis entre ses six bureaux européens (Paris, Berlin, Bruxelles, Londres, Rome et Varsovie), son siège de Tel-Aviv et sa succursale new-yorkaise (immatriculée sous le nom de Friends of Elnet). Son budget annuel, qui atteint les 20 millions de dollars, est essentiellement abondé par des bienfaiteurs américains profitant d'un avantage fiscal limité aux dons effectués à l'étranger. Et, si chaque branche nationale est officiellement

indépendante, un même petit groupe d'Américains et d'Israéliens siège dans presque tous les comités de direction.

Au sein de l'Union européenne, l'Allemagne est le plus solide allié d'Israël, auquel sa politique étrangère réserve une place à part. Mais ce n'était pas encore le cas lorsque Elnet y a démarré ses activités au début des années 2010. L'attachement proclamé de Berlin au respect du droit international l'a souvent mis en porte-à-faux avec les politiques d'occupation de Tel-Aviv. En 2012, de retour d'une visite dans la ville palestinienne d'Hébron, M. Sigmar Gabriel, à l'époque chef du Parti social-démocrate (SPD), avait qualifié Israël de « régime d'apartheid » et refusé de retirer ses propos malgré le tollé provoqué (2). Deux ans plus tard, l'écologiste Volker Beck, qui présidait alors le

groupe parlementaire germano-israélien, entendait conditionner au gel de la colonisation l'aide militaire accordée à Israël.

En quelques années seulement, de telles opinions sont devenues politiquement intenable. Six ans après avoir utilisé le mot « apartheid », M. Gabriel – qui avait entre-temps quitté ses fonctions publiques et s'appêtait à prendre les commandes du lobby transatlantique

Atlantik-Brücke – s'est senti tenu de présenter ses excuses. C'était juste avant d'être intronisé parrain d'un programme cosponsorisé par Elnet, qui propose des séjours en Israël à de jeunes journalistes allemands. Quant à M. Beck, il compte désormais parmi les plus fervents supporters de Tel-Aviv et, selon plusieurs sources, aurait aussi figuré parmi les candidats pressentis en 2019 pour diriger le bureau allemand d'Elnet.

Même Die Linke...

ON ne saurait attribuer ce basculement à une cause unique, mais il a coïncidé avec l'ascension à Berlin de plusieurs entreprises de lobbying, à commencer par Elnet Allemagne. Sur son site

personnel (3), M. Eliaz ne fait pas mystère du rôle joué par l'organisation qu'il a présidée de 2014 à 2016 dans la promotion « au plus haut niveau de l'État allemand » d'une politique « offensive » face à la campagne internationale Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS), affirmant que « même le parti d'extrême gauche Die Linke (...) a fini par prendre publiquement position contre elle ».

L'introduction du premier projet de résolution anti-BDS devant une assemblée législative allemande, en 2017, est l'œuvre de M. Carsten Ovens, jeune et ambitieux élu de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) au Parlement de Hambourg. Plusieurs propositions comparables seront ensuite déposées devant d'autres assemblées régionales, avant le vote au Bundestag en mai 2019 d'un texte qualifiant le



ANTONIO MUÑOZ. – « Spheres of Influence », 2024

(1) Yossi Bartal, Guli Dolev-Hashilon et Leon Holly, « Meinungsbildungsreisen nach Israel », *TAZ*, Berlin, 29 novembre 2025.

(2) « Gabriel ermet Kritik nach Apartheid-Vergleich », *Der Spiegel*, Hambourg, 15 mars 2012.

(3) <https://euro-israel.net/en/raanan-eliaz-2>

Quand Tel-Aviv s'immisce

PAR LILY LYNCH *

LA Slovénie, toujours à l'avant-garde ! Voilà du moins ce qu'en disent les habitants des autres entités de l'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie (RFSY). Le petit pays alpin a le premier fait sécession, dès 1991, et sa brève guerre d'indépendance a fait beaucoup moins de victimes que celles qui ont suivi en Croatie, en Bosnie puis au Kosovo. Déjà au sein de la Yougoslavie socialiste, la république était considérée comme l'éternelle première : la plus riche, la plus libérale sur le plan social, la plus « occidentale ». Et aujourd'hui la Slovénie compte parmi les États européens les plus à la pointe dans la défense de la cause palestinienne.

Certains Slovènes envisagent la cause palestinienne, et la quête de l'autodétermination, au miroir de leur propre histoire. Parfois aussi, l'engagement du pays est relié au rôle joué par la Yougoslavie dans la fondation du mouvement des non-alignés, qui avait tenté de tracer une voie politique distincte de celles des États-Unis et de l'Union soviétique (1). En 2024, une exposition au musée d'art moderne de Ljubljana racontait ainsi comment la RFSY avait accueilli le premier sommet du mouvement en 1961, octroyé des bourses à de jeunes Palestiniens pour qu'ils puissent rejoindre ses universités – au début des années 1970, pas moins de 43 % des étudiants étrangers dans le pays venaient de Palestine – et ouvert le premier bureau de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en Europe en 1971 (2).

L'été dernier, Ljubljana revendiquait être la première capitale européenne à imposer un embargo sur les ventes d'armes à Tel-Aviv. Le gouverne-

ment dirigé par M. Robert Golob déplorait alors que, « en raison de désaccords et de divisions internes, l'Union européenne se montre impuissante (3) ». Un an auparavant, le pays avait reconnu l'État indépendant de Palestine. Plus récemment, la télévision publique a annoncé le boycott de l'Eurovision en raison de la participation d'Israël, et la diffusion, à la place du concours, de films palestiniens.

Black Cube, le « Mossad privé »

Malgré la taille de la Slovénie – le pays compte seulement 2,1 millions d'habitants, et sa superficie est environ deux fois moindre que celle de la Suisse –, ses initiatives n'ont pas échappé à Tel-Aviv. Le 16 mars dernier, une semaine avant des élections législatives cruciales, le magazine slovène *Mladina* rapporte que des employés de la célèbre société de renseignement israélienne Black Cube – parfois surnommée le « Mossad privé » – auraient rencontré le chef de l'opposition de droite Janez Janša, du Parti démocratique slovène (SDS), en décembre 2025 (4). Fervent partisan d'Israël, M. Janša occupe le devant de la scène politique slovène depuis trente-cinq ans. Notamment en tant que président du gouvernement, une fonction qu'il a exercée trois fois et qu'il a quittée en mai 2022, lorsque M. Golob, du Mouvement pour la liberté (GS), un parti libéral, a pris sa place.

Au cours de l'hiver dernier, les dirigeants de Black Cube se sont même rendus à plusieurs reprises dans la capitale slovène. En décembre, une délégation israélienne qui a rencontré M. Golob comprenait le président-directeur général (PDG) de la société, M. Dan Zorella, ainsi qu'un conseiller chevronné, le général de divi-

sion à la retraite Giora Eiland, ancien chef du Conseil de sécurité nationale israélien. Puis en février et en mars, Black Cube a dépêché des agents se faisant passer pour des investisseurs d'une société britannique fictive dénommée Stockard Capital afin qu'ils prennent contact avec des responsables gouvernementaux. Invitées à des repas somptueux, les « cibles » ont été enregistrées avant la publication, début mars, de vidéos de ces conversations sur un site Internet anonyme en anglais. Si M. Janša soutient que ces extraits révéleraient « une corruption sans précédent de l'élite de gauche » (Euronews, 18 mars 2026), on y voit surtout des personnes colporter des ragots sur divers responsables politiques, se vanter de leur entretient et offrir leurs conseils aux faux investisseurs.

Dans un premier temps, l'opération a semblé se retourner contre ses auteurs. Si, de février à début mars, les sondages donnaient le SDS en tête devant le GS, après la révélation de l'opération de Black Cube à la mi-mars, les dynamiques s'inversent. Aux élections du 22 mars, le GS l'emporte, bien que de justesse. Si le magazine *Mladina* n'avait pas dévoilé la manœuvre, le thème de la corruption présumée de ce parti aurait dominé la campagne de bout en bout. Le cas slovène rappelle qu'une ingérence étrangère peut avoir des effets décisifs, mitigés... ou contre-productifs. Reste que, le 20 avril, M. Golob a finalement renoncé à former un nouveau gouvernement, et, le 18 mai, M. Janša a annoncé être, lui, parvenu à conclure un accord de coalition. Une aubaine pour Israël, qui a perdu son meilleur « bouclier » en Europe avec la défaite du Fidesz aux élections hongroises du 12 avril dernier. Jusque-là, Tel-Aviv pouvait compter sur M. Viktor Orbán, toujours prompt à exercer son droit de veto, comme en février dernier, lorsque vingt-six des vingt-sept États membres de l'Union européenne ont voté en faveur de sanctions contre les colons de Cisjordanie.

La Slovénie de M. Janša pourrait désormais jouer un rôle similaire. Mais des questions subsistent. Le 12 mars, soit quelques jours seulement avant le scrutin, le gouvernement de M. Golob a annoncé qu'il ne se joindrait pas à l'action en justice pour génocide intentée par Pretoria contre Tel-Aviv devant la Cour internationale de justice (CIJ). Cette décision a surpris, et le moment choisi a amené nombre de Slovènes à se demander si Israël n'avait pas influencé ce choix. La ministre des affaires étrangères Tanja Fajon a reconnu que « des pressions extérieures existent (5) ». Mais lesquelles ? Le vote sur la plainte devant la CIJ a eu lieu lors d'une séance à huis clos du conseil des ministres... M^{me} Fajon a également déclaré que des préoccupations concernant d'éventuels « risques pour la sécurité » avaient influencé la décision. Tandis que M. Golob se voyait informé de menaces pesant sur le pays s'il se joignait aux démarches contre Israël devant la CIJ, des responsables de la sécurité nationale l'auraient mis en garde d'un risque de dépendance de la Slovénie lié à l'utilisation des systèmes de cybersécurité israéliens fournis par la société Check Point depuis quinze ans (6).

(1) Lire Régis Debray, « Le nouveau radicalisme des faibles », *Le Monde diplomatique*, octobre 1979.

(2) « Borba drugim sredstvima », 26 décembre 2024, www.oblakodermagazin.rs

(3) « The Republic of Slovenia is the first European country to prohibit the importing, exporting and transit of weapons to and from Israel », communiqué du premier ministre de la République de Slovénie, 31 juillet 2025, www.gov.si

(4) Borut Mekina, « Israeli intelligence agents in Slovenia », 16 mars 2026, www.mladina.si

(5) « Slovenia decides not to join ICJ genocide case against Israel », 12 mars 2026, <https://english.sta.si>; Emma De Ruiter, « Slovenia decides not to join ICJ case against Israel as political scandals deepen », 20 mars 2026, www.euronews.com

(6) Monika Weiss, « Izraelska tehnologija v Sloveniji », 3 avril 2026, www.mladina.si

NE VIENNENT PAS DE MOSCOU

pro-Israël en Europe

mouvement BDS d'antisémitisme. C'est aussi en 2019 que M. Owens est nommé à la tête du bureau allemand d'Elnet, un poste qu'il pourra cumuler avec son siège parlementaire pendant toute une année grâce au laxisme de la réglementation allemande en matière de lobbying.

Elnet Allemagne se targue de n'avoir aucune affiliation politique et de s'adresser à toutes les formations, à l'exclusion du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD). Comme dans d'autres pays, les voyages de délégations parlementaires sont au cœur de sa stratégie. De 2014 à 2018, au moins trente-six membres du Bundestag se rendent en Israël aux frais de la princesse. Le rythme des missions connaît une accélération notable sous la présidence de M. Owens, avec des thèmes parfaitement calibrés pour correspondre aux comités du Bundestag – santé, changement climatique, villes connectées... – et un programme consacré aux jeunes élus. À ce jour, cent soixante parlementaires allemands (principalement du Bundestag, mais aussi d'assemblées locales et du Parlement européen) auraient participé à une délégation Elnet.

S'ajoutent à cela un cycle de conférences à huis clos intitulé « Dialogue stratégique germano-israélien » (souvent coorganisé avec un institut lié au ministère de la défense allemand) et des campagnes grand public officiellement destinées à combattre l'antisémitisme et à favoriser le dialogue



ANTONIO MUÑOZ. – « Windows to Multiple Realities » (Fenêtres sur de multiples réalités), 2024

interreligieux. L'une d'elles, « Le mur des questions », subventionnée par plusieurs collectivités territoriales, a ainsi vu fleurir des centaines d'affiches à l'esthétique cartoonnesque demandant innocemment « Est-ce que les Juifs mangent des cheeseburgers ? » ou « Est-ce que Harry Potter est juif ? » (4). Le site Internet propose d'autres questions plus orientées, comme « Israël est-il un État d'apartheid ? » ou « Israël est-il en train de commettre un génocide contre les Palestiniens ? », auxquelles il est bien sûr répondu par la négative.

États-Unis ont longtemps tenu à rester en lien avec le centre et le centre-gauche de l'échiquier politique israélien. Après le départ de M. Eliaz, débarqué de la présidence en 2016 pour ce que des documents internes nomment « un grave abus de confiance », cet esprit de dialogue a commencé à s'estomper, coïncidant avec la droitisation généralisée du soutien à Israël consécutive à l'élection de M. Donald Trump.

À la tête d'un bureau israélien de plus en plus influent se sont ainsi succédé MM. David Siegel (2016-2020), proche du parti ultranationaliste Israël Beitenou, et Shai Bazak (2020-2022), ancien porte-parole du Conseil de Yesha (la formation qui fédère les colonies de Cisjordanie, située à l'extrême droite), conseiller en communication du premier ministre Netanyahu à la fin des années 1990. Puis ce fut au tour de M. Emmanuel Navon (2023-2025), associé de longue date du Kohélet Policy Forum, un sulfureux laboratoire d'idées conservateur dont le rôle d'architecte de la réforme judiciaire de 2023 – qui restreint le contrôle de la Cour suprême sur l'action du gouvernement – est largement reconnu (5). M. Navon défend publiquement l'annexion de la

Cisjordanie ainsi que l'expulsion des réfugiés africains d'Israël, et, en sa qualité de directeur d'Elnet, a appelé à combattre l'« opium » du « wokisme » afin de « restaurer la fierté des jeunes générations pour la civilisation occidentale » (6). Son mandat terminé, il

s'est attelé à créer un nouveau think tank adossé à Elnet France, dans le but de « définir une politique étrangère post-7-October » et de « défendre les valeurs de la civilisation occidentale » (7). En mars 2026, il a été nommé ambassadeur d'Israël au Japon.

BHL parachuté à Sderot

LA nouvelle orientation d'Elnet s'est rapidement traduite dans ses activités européennes. Désormais, les excursions pour parlementaires ne passent plus par Ramallah et ne prévoient guère d'entrevues avec des députés israéliens travaillistes ou socialistes ; en revanche, de plus en plus de penseurs et de militants d'extrême droite sont invités à s'y joindre. En 2025, pour la première fois, une délégation est allée visiter des colonies israéliennes en Cisjordanie et rencontrer leurs représentants politiques.

L'organisation a également renforcé sa collaboration avec l'industrie israélienne de l'armement, présentant Israël comme un allié essentiel de l'Union européenne en temps de crise. Prompte à capitaliser sur l'envolée des dépenses européennes de défense après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 – et ce alors même que Tel-Aviv s'opposait aux sanctions occidentales contre Moscou et refusait d'armer Kiev directement –, elle s'est vantée d'avoir joué un rôle déterminant dans l'acquisition par l'Allemagne d'un système de défense antimissile pour près de 3,5 milliards d'euros – le plus gros contrat de l'histoire d'Israël (8).

Au lendemain du 7 octobre 2023, alors que les Israéliens peinaient encore à prendre la mesure de leurs pertes humaines, le réseau patiemment tissé par Elnet pendant dix ans lui a permis de réagir plus rapidement que la plupart des gouvernements. Dès midi le 9 octobre, le lobby avait déjà parachuté l'essayiste français Bernard-Henri Lévy à Sderot, site d'une des pires tueries du Hamas. S'enchaînèrent ensuite les « missions de solidarité d'urgence » emmenant des groupes en combinaisons de protection,

escortés par des employés d'Elnet armés, dans des kibboutzim détruits ou sur le site du festival Tribe of Nova. Plusieurs participants affirmèrent s'être rendus également dans des morgues et au camp Shura, où l'armée israélienne avait établi son centre d'identification des victimes. Au cours des semaines et des mois suivants, le gouvernement Netanyahu a évoqué, parfois ouvertement, la nécessité de préparer l'opinion mondiale à l'ampleur de sa riposte. Elnet a répondu présent. Tandis que les ruines s'amoncelaient à Gaza, son impact sur les décideurs politiques est devenu plus crucial que jamais.

À l'heure où des démocrates américains de premier plan commencent à dénoncer les ingérences politiques de l'Aipac, Elnet conserve une image de respectabilité. Bien que les opérations militaires d'Israël, à Gaza et ailleurs, suscitent une opposition populaire de plus en plus forte dans leurs pays respectifs, des hommes, des femmes politiques européens de gauche continuent de profiter des événements ou des voyages gracieusement offerts par une organisation proche de la mouvance trumpiste, et souvent administrée par des colons.

YOSSI BARTAL.

(Traduit de l'anglais par Élise Roy.)

(4) « Willkommen an der Fragemauer », <https://fragemauer.de>

(5) Isabel Kershner et David Segal, « Who's behind the judicial overhaul now dividing Israel? Two New Yorkers », *The New York Times*, 20 mars 2023.

(6) Emmanuel Navon, « Europe should rethink its approach to annexation » et « Rome and Jerusalem », respectivement 1^{er} juillet 2020 et 10 mai 2024, <https://blogs.timesofisrael.com>

(7) « Emmanuel Navon steps down as CEO of Elnet-Israel to lead new think tank », 2 avril 2025, <https://navon.com>

(8) Lisa Wöfl, « Wie Elnet Politik und Unternehmen zusammenbringt », 20 novembre 2025, www.abgeordnetenwatch.de

Appuyer les colons de Cisjordanie

PETIT à petit, en bon commercial, M. Owens est parvenu à faire passer un lobby aux ambitions internationales, sous influence étrangère et perfusion américaine, pour un think tank indépendant et implanté localement. Il a toujours pris soin d'insister sur sa coopération étroite avec les instances étatiques allemandes et sur les fonds publics reçus de divers ministères. Dans ses conversations privées avec des élus, il s'est présenté comme favorable à la solution à deux États et, à l'occasion, cri-

tique envers M. Benjamin Netanyahu. Jusqu'en 2021, les délégations parlementaires qui visitaient Israël faisaient une courte halte à Ramallah pour rencontrer des représentants de l'Autorité palestinienne.

Alors même que la section allemande cultivait cette image d'ouverture, l'organisation mère, elle, connaissait une nette dérive droitiste. Si Elnet a d'emblée été ancré dans le camp conservateur, ses responsables en Israël et aux

dans les affaires slovènes

« Comme ceux de la défense et de l'intérieur, le ministère de la transformation numérique utilise Check Point », nous explique M^{me} Emilija Stojmenova Duh, qui fut chargée de ce département ministériel de 2022 à 2024. Avant de préciser qu'elle n'a elle-même signé aucun contrat pour l'acquisition de logiciels israéliens. L'empire de Check Point s'étend sur tout le continent. Partenaire du Forum économique mondial, le cofondateur de Check Point Gil Shwed est un vétéran de l'Unité 8200, la tristement célèbre agence de renseignement de l'armée israélienne. L'actuel PDG de la société, M. Nadav Zafir, est, lui, un ancien commandant de cette agence, qui aurait contribué à planifier et à exécuter l'attaque par bipeurs contre le Hezbollah en septembre 2024. Comme l'indique un rapport publié par le site Open Intel, « la direction de Check Point se trouve en pratique intégrée à l'appareil du renseignement militaire israélien » (7).

Et l'Union européenne ne dit rien

Sous couvert d'anonymat, une personne proche du dossier rend compte des inquiétudes récurrentes qu'a pu susciter cette dépendance au sein de l'État slovène, à chaque fois qu'il s'agit de prendre des décisions au sujet de la Palestine. Ce que confirment deux autres personnes bien introduites dans ces sphères. La question s'est par exemple posée en mai 2024, quand la Slovénie était sur le point de reconnaître la Palestine : les services de sécurité auraient alors alerté le gouvernement en évoquant des menaces contre la cybersécurité s'il froissait Tel-Aviv. M. Golob a finalement décidé de courir le risque, pour ne pas s'aliéner des électeurs à l'approche des européennes de juin. D'autres considérations, parfois politiques, parfois politiciennes, peuvent contrebalancer les pressions étrangères et en limiter la portée.

Cette année, les services ont émis d'autres avertissements de même nature. La diffusion des enregistrements de Black Cube – et la crainte que d'autres suivent – aurait accentué la pression. Selon plusieurs sources proches du dossier, elle expliquerait la décision de se retirer de la procédure devant la CIJ. Mais M. Golob et certains de ses partisans soutiennent que ces vidéos n'auraient eu aucune incidence (8) : d'une part, elles ont été diffusées après l'annonce selon laquelle Ljubljana ne se joindrait pas à la procédure ; d'autre part, les personnes qui y apparaissent n'appartiennent pas à l'entourage proche du premier ministre. En réalité, soutient M. Golob (*Mladina*, 20 mars 2026), il serait apparu que la participation de la Slovénie à la procédure devant la CIJ pourrait compromettre celle, distincte, contre M. Benjamin Netanyahu devant la Cour pénale internationale (CPI), où siège un juge slovène – un argument raillé sur les réseaux sociaux comme une tentative de transfigurer une capitulation en soutien courageux à la Palestine...

Quel que soit le sens que l'on donne à ces événements – certes assez opaques... –, le cas de la petite Slovénie reste instructif. Il montre qu'Israël exerce de multiples formes de pression sur des États situés à des milliers de kilomètres de ses frontières. Tandis que Black Cube continue d'opérer en toute impunité, l'Union européenne s'enferme dans le mutisme au

sujet de l'ingérence en Slovénie. Cela contraste avec le tollé qui accompagne systématiquement les supposées ingérences russes. Lors de la présidentielle roumaine de 2024, par exemple, quand le scrutin a été annulé à la suite d'une intervention de Moscou – jamais démentie (9). Ou, plus récemment, lors d'une élection en 2025 en Moldavie, accompagnée de nombreuses mises en garde contre le risque d'immixtion russe, avec des visites préélectorales du président français Emmanuel

Macron, du chancelier allemand Friedrich Merz et du premier ministre polonais Donald Tusk. Toutes les ingérences étrangères ne se valent pas.

LILY LYNCH.

(Traduit de l'anglais par Marion Dubois.)

(7) <https://openintel.uk>

(8) Borut Mekina, « Dokazi o izraelskem vmešavanju v volitve », 3 avril 2026, www.mladina.si

(9) Lire Benoît Bréville, « Liquidation électorale », *Le Monde diplomatique*, janvier 2025.

M. Vučić joue la carte Netanyahu

Ces dernières années, plusieurs États des Balkans se sont rapprochés d'Israël pour, espèrent-ils, gagner les faveurs de l'administration américaine. Signés entre Belgrade et Pristina à la Maison Blanche en 2020 sous le premier mandat de M. Donald Trump, les accords de Washington prévoyaient notamment le transfert de l'ambassade serbe de Tel-Aviv à Jérusalem – ce qui ne s'est pas encore concrétisé –, mais aussi la reconnaissance mutuelle du Kosovo et d'Israël. Depuis, ces deux États ont bien établi des relations diplomatiques, et l'ambassadeur kosovar réside, lui, dans la Ville sainte.

Pour complaire à M. Trump, le président serbe Aleksandar Vučić a pu aussi compter sur la proximité de certains de ses conseillers avec M. Benjamin Netanyahu : M. Asaf Eisin – stratège politique qui a travaillé pour l'ancien président monténégrin Milo Đukanović, pour le premier ministre albanais Edi Rama... – ou M. Sruik Einhorn, chargé de redorer l'image de M. Vučić en Occident.

M. Einhorn aurait également facilité l'exportation de munitions serbes vers Israël, en tirant parti de ses liens avec le premier ministre monténégrin Miloško Spajić, afin d'assurer le transit via les ports du Monténégro. En dépit des crimes commis à Gaza, les exportations d'armes serbes vers Israël sont passées de 3 millions à 114 millions d'euros en deux ans (1). Lors de sa visite à Belgrade en mars,

la rapporteuse spéciale des Nations unies Francesca Albanese a dénoncé ces ventes comme une violation du droit international. M. Vučić s'est, lui, publiquement félicité de cette coopération.

En déplacement en Israël fin avril, le ministre des affaires étrangères serbe Marko Đurić a même parlé des relations avec Israël et les États-Unis comme d'un axe de la politique étrangère serbe. Rappelant volontiers ses origines juives, il a aussi laissé entendre que ses liens avec M. Michael Herzog, frère du président israélien et ancien ambassadeur à Washington, ont aidé à resserrer les liens entre les deux États.

Au cœur de ces réseaux politiques et économiques dans les Balkans se trouve le Serbe Zoran Korać, proche de nombreux dirigeants et intermédiaire discret avec les États-Unis et Israël (2). Ancien membre du mouvement Otpor, qui a fait tomber Slobodan Milošević en 2000, M. Korać a su tirer parti des liens que ce mouvement libéral et pro-occidental a tissés avec des cercles de pouvoir aux États-Unis (3).

ANA OTAŠEVIĆ.

(1) Avi Scharf, « Serbia's arms exports to Israel soar nearly 40-fold to record \$131 million », *Haaretz*, Jérusalem, 16 mars 2026.

(2) Sasa Dragojlo et al., « Billboards and bullets : An Israeli spin doctor at the service of Serbia », 16 avril 2025, <https://balkaninsight.com>

(3) Lire « Changements de régime clés en main », *Le Monde diplomatique*, décembre 2019.

Verrouillage politique en Jordanie

Très dépendante de l'aide occidentale, alliée de Washington et de Tel-Aviv, la monarchie jordanienne a décidé d'interdire les Frères musulmans et pourrait faire de même avec sa branche politique, le Front d'action islamique (FAI). Un pari risqué en raison de l'influence de cette formation et de la colère populaire contre l'inaction d'Amman face au drame de Gaza.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
CLÉMENTINE MARIUZZO *

DEVANT le miroir, M^{me} Fadia T. noue son foulard avec délicatesse et recouvre d'une abaya sobre sa robe palestinienne brodée de fleurs. « Pour ne pas attirer les regards », explique-t-elle. Cette mère de famille quinquagenaire s'apprête à rejoindre une réunion en non-mixité, organisée régulièrement depuis des années par des femmes proches des Frères musulmans jordaniens. Ces derniers mois, toutefois, la démarche pourrait la rendre suspecte de « promotion d'activités illégales » aux yeux des autorités. « Nous lisons seulement le Coran. On parle de religion mais surtout pas de politique », justifie notre interlocutrice : ces réunions hebdomadaires restent légales tant que leurs participantes n'évoquent pas « l'islam comme solution aux crises ». Une allusion directe à l'un des tout premiers slogans de la confrérie née en Égypte en 1928 et dont la seule évocation constituerait, selon le pouvoir jordanien, un délit.

Dissoute en 2020, l'organisation avait cependant pu continuer certaines de ses activités, notamment sur le plan social. Depuis le 23 avril 2025, la voici interdite, ses avoirs confisqués. L'interdiction a été décidée dans la précipitation, en moins de dix jours et sans procès, à la suite de l'arrestation, le 15 avril, de seize personnes suspectées de préparer un attentat sur le sol jordanien. Les présumés coupables sont alors interrogés par la télévision nationale : devant les caméras, ils affirment avoir été recrutés par la confrérie. Une preuve jugée suffisante par la monarchie pour désigner « Al-Ikhwane » (« les Frères ») comme instigateurs du projet (1). Selon Amman, la préparation de l'attaque aurait été menée en lien avec le Hamas palestinien. Officiellement, la mesure d'interdiction est prise au nom de la sécurité du royaume, mais, pour M. Assem Al-Omari, avocat des accusés et spécialiste de la défense des droits des opposants politiques, « il s'agit du résultat d'années de violences politiques contre les Frères ». Ces derniers contestent en effet le principe de transmission héréditaire du pouvoir au sein de la famille royale.

De manière plus générale, l'ampleur de la répression saute aux yeux lorsqu'on assiste au défilé incessant de dizaines de personnes, hommes et femmes, dans le bureau de l'avocat. Militants de gauche laïques, islamistes, journalistes, tous ou presque sortent de prison ou sont poursuivis pour « incitation à la discorde » ou « atteinte à l'unité nationale ». Alliés de Washington et de Tel-Aviv, les autorités utilisent les attaques du Hamas contre Israël comme « prétexte sécuritaire pour régler leurs comptes » avec l'opposition, juge l'avocat. Le mouvement créé en 1987 à Gaza est en effet issu d'une scission de la branche palestinienne des Frères musulmans, en réponse à l'occupation israélienne. Bien qu'il ne soit pas considéré comme organisation terroriste en Jordanie, il est tout de même interdit dans le royaume depuis 1999 avec

l'arrivée sur le trône du roi Abdallah II. Néanmoins, les Frères jordaniens ont conservé des liens historiques avec le Hamas, lequel partage la même matrice politique marquée, entre autres, par l'antisionisme. Un socle idéologique commun qui puise ses racines dans l'histoire de la région.

Indépendante en 1946, la Jordanie est profondément transformée par la création de l'État d'Israël en 1948. L'arrivée massive de réfugiés palestiniens après la Nakba puis l'annexion par le royaume de la Cisjordanie en 1950 redessinent sa démographie et ses équilibres politiques. L'octroi de la nationalité jordanienne à de nombreux Palestiniens répond autant à des impératifs économiques internes, notamment la nécessité de stabiliser et de développer un État encore fragile, qu'à une logique pro-israélienne qui contribue, de facto, à déplacer la question des réfugiés hors d'Israël. Aujourd'hui, plus de 60 % de la population du royaume est originaire de Palestine. La question palestinienne, dès lors, est particulièrement sensible et nourrit les tensions politiques intérieures. Elles culminent en 1970 lors de « septembre noir », quand la monarchie réprime dans le sang des protestations, parties de camps de réfugiés palestiniens, contre la fin des opérations militaires jordaniennes en Israël (2).

Intransigeance sur la question palestinienne

Dans ce contexte, les Frères musulmans jordaniens occupent une position singulière. Tolérés par le régime mais exclus du pouvoir, ils deviennent peu à peu un acteur social important. Leur statut associatif leur permet de participer au bon fonctionnement des services publics, voire de s'y substituer, grâce à leurs fonds de charité financés par des mécènes du monde arabe, et notamment de la péninsule arabique. Aujourd'hui encore, nombre de Jordaniens, comme M^{me} T. et son mari, Majed, estiment que cette présence des Frères fut « essentielle ». « Notre engagement était social avant d'être politique », insiste l'époux, ancien syndicaliste et professeur des écoles.

En 1985, il reversait ainsi 3 % de son salaire mensuel à l'organisation, en échange d'un système de solidarité structuré. L'école de ses enfants ? Construite par les Frères. L'hôpital où sa mère a été soignée ? Financé par leur fonds de charité. La vie communautaire de sa mosquée ? Animée par ses cadres. « Ils parlaient déjà un peu de la Palestine, bien sûr, mais ce que j'aimais surtout, c'était leur vision d'un islam social et politique, très concret. Ils faisaient beaucoup pour inscrire la foi dans la vie quotidienne », se rappelle-t-il. En retour, la monarchie trouve dans cette présence un précieux outil de stabilisation, capable d'encadrer une population traversée de manière récurrente par des tensions sociales et identitaires.

Mais les tensions s'accroissent. En 1986, des mouvements universitaires fréristes organisent d'importantes manifestations. Trois ans plus tard, les révoltes de la ville de Ma'an révèlent le poids du mouvement au sein des classes populaires. Un constat inquiète le régime : les Frères sont certes importants pour la stabilité du pays, mais leur capacité de mobilisation représente une menace. Les premières élections législatives organisées par le royaume en 1989 confirment la donne, puisque le courant islamiste remporte vingt-deux sièges sur quatre-vingts – auxquels s'ajoutent ceux d'une dizaine d'alliés.

La légalisation des partis décidée en 1992 marque une nouvelle étape. Les Frères se dotent d'un bras politique, le Front d'action islamique (FAI), qui devient rapidement la principale force d'opposition parlementaire. Cette institutionnalisation s'accompagne d'embellée de tensions internes. À partir des années 2000, le mouvement tente de se recentrer sur les enjeux nationaux, au détriment



© MOISES SAMAN / MAGNUM PHOTOS

MOISES SAMAN. – Chez une famille de réfugiés palestiniens, dans le camp de Baqa'a, gouvernorat d'Al-Balqa, Jordanie, 2023

de ses engagements antisionistes. La ligne divise, et deux camps se dessinent : les « colombes », favorables à une cohabitation avec le régime, malgré son indulgence à l'égard de Tel-Aviv ; et les « faucons », intransigeants sur la question palestinienne. Des divisions que la monarchie exploite pour affaiblir la confrérie (3).

Pour Hana Jaber, chercheuse spécialiste du pays, l'infiltration, la surveillance et les divisions encouragées sont la marque de fabrique du régime jordanien – « une répression douce, discrète, faite d'intimidations ». La stratégie fonctionne : peu à peu, la confrérie s'affaiblit. La scission de 2015, soutenue en sous-main par les autorités, fragilise encore son assise. Mais les attaques du Hamas contre Israël, le 7 octobre 2023, changent la donne.

Au fil des mois, le génocide à Gaza replace la question palestinienne au centre du débat public jordanien. Le soutien au Hamas, estimé à 66 % au sein de la population en 2024 (4), permet aux Frères de se refaire une place dans le débat public. Malgré leur dissolution en 2020, ils organisent dès le 13 octobre 2023 des marches hebdomadaires à Amman, les « marches du vendredi », en soutien au peuple de Gaza. La monarchie réagit, les arrestations se multiplient.

M. Ahmad B., architecte sexagénaire, fait partie des dizaines de militants que le régime a incarcérés sans procès pour leur participation aux manifestations. Le regard déterminé, il brandit l'écran de son téléphone pour montrer des preuves de son emprisonnement en 2024. Sur les photos, des bleus recouvrent son corps : « Les policiers t'intimident, te gardent quelques jours, te relâchent puis t'arrêtent de nouveau devant tes enfants, toujours sans procès. » M. B. ne dénonce pas seulement le génocide à Gaza, mais l'implication d'Amman. « Il faut que la monarchie réagisse. On ne veut pas de cette eau, de ce gaz, qui financent Israël. Les accords avec les Israéliens doivent être abrogés », clame-t-il. En effet, depuis 1994 et la conclusion de la paix entre Tel-Aviv et Amman, le système hydrique jordanien dépend d'Israël. Ces accords ont été renouvelés en 2024 pour près de trente ans, la Jordanie étant l'un des pays les plus pauvres en eau. Côté énergie, en 2016, les deux États ont signé un accord de livraison de gaz naturel israélien sur quinze ans. Une dépendance qui réduit la marge de manœuvre diplomatique d'Amman.

En critiquant le maintien de ces relations bilatérales économiques, le FAI capte la colère populaire née de la dévastation de Gaza. Résultat : en 2024, pour les premières législatives depuis le 7 octobre, le parti redevient la principale force d'opposition du royaume au Parlement en passant de 10 sièges à 31 sur 138. Un séisme politique qui inquiète les autorités. « La monarchie a jugé ce score trop dangereux pour sa propre stabilité », affirme ainsi M. Wael Al-Saqqa, secrétaire général du FAI. Devant le micro, l'homme politique se veut positif pour l'avenir de sa formation, dont l'avenir demeure incertain, des rumeurs récurrentes à Amman annonçant sa prochaine dissolution : « Nous n'avons presque plus de liens avec les Frères, donc nous n'allons pas être inquiétés. Notre vision est partagée par bien trop de monde pour que la monarchie nous interdise. Dissoudre le premier parti d'opposition serait bien trop dangereux pour le roi Abdallah. »

Comme notre interlocuteur, de nombreux cadres du FAI répètent à l'envi l'argument selon lequel leur formation n'aurait plus de liens avec la confrérie. Pourtant, ce parti a été mis en cause par les autorités. Non pas en raison de ses liens avec

les Frères, mais à cause de collectes de dons pour Gaza qu'Amman soupçonne de financer le Hamas. Pour se défendre, le parti affirme qu'il s'agit d'initiatives individuelles, mais ces accusations pourraient servir de base juridique à une nouvelle étape dans la répression, pouvant mener à une interdiction. Une perspective qu'apprécieraient les partenaires occidentaux d'Amman. D'après M. Al-Omari, la stratégie du royaume à l'égard des Frères présente une dimension internationale : « Le roi ne veut pas forcément interdire le FAI, mais il est sous pression de Washington. » Le soutien des États-Unis envers la Jordanie est d'ailleurs essentiel à son économie. Il s'élève annuellement à près de 1,45 milliard de dollars, et ce jusqu'à 2029.

« Le royaume se débat pour rester un pivot régional, alors même que les États-Unis se désengagent progressivement », estime Hana Jaber. Dans ce contexte, durcir la ligne contre les Frères musulmans permettrait d'adresser un signal clair aux alliés occidentaux d'Amman, celui d'un partenaire fiable engagé dans la lutte contre l'islam politique et radical, ce qui garantirait la pérennité des aides financières indispensables au bon fonctionnement du pays, dont la situation économique est préoccupante. Depuis plus d'une décennie, le taux de chômage officiel s'établit à 20 %, mais il atteint 40,8 % pour les jeunes (5). Pour Hana Jaber, la mise en cause des Frères musulmans serait ainsi « une façon de cacher une réalité, le régime ayant du mal à gérer la crise économique en cours dans un contexte où le coût de la vie augmente considérablement alors que les revenus stagnent ». Depuis le début de l'année, le secteur touristique (15 % du produit intérieur brut [PIB]) a enregistré une baisse de 10 % de ses revenus selon la Banque centrale jordanienne, et la stagnation de la croissance – avec un taux annuel moyen de 2,4 % depuis 2019 – empêche de juguler la pauvreté en milieu rural.

Un « déclencheur » pour des jeunes en colère ?

Les difficultés économiques, ainsi que la répression contre tout ce qui touche de près ou de loin à la confrérie, ont poussé M. Zaid A., 24 ans, à s'engager dans le syndicat étudiant frériste à l'université de Jordanie à Amman en 2020, ce qui lui a valu une exclusion dès mai 2025. D'origine palestinienne, il voit l'interdiction de l'organisation en avril 2025 comme « un déclencheur », qui pourrait pousser la jeunesse jordanienne à « enfin se réveiller ». Vindictif, il assure qu'« il est hors de question de laisser la population entre les mains de traîtres sionistes ». Malgré son renvoi, l'étudiant organise de façon hebdomadaire des réunions politiques avec des jeunes « en colère », qui proviennent « de tous les milieux » et qui « n'ont pas forcément les mêmes idéaux ». Une allusion à des courants libéraux sur lesquels pèsent aussi le verrouillage de l'espace public et les limitations à la liberté d'expression. La peur de la répression ? Il y pense, mais peu lui importe, car il assure qu'un printemps jordanien va bientôt fleurir.

(1) Cf. Laure Stephan, « En Jordanie, l'interdiction des Frères musulmans, accusés de menées subversives », *Le Monde*, 25 avril 2025.

(2) Lire Alain Gresh, « Mémoire d'un septembre noir », *Le Monde diplomatique*, septembre 2020.

(3) Lire Vicken Cheterian, « Crise d'identité chez les islamistes jordaniens », *Le Monde diplomatique*, mai 2010.

(4) Jalal Al Hussein, « Jordan after 7 October », Rosa Luxemburg Stiftung, 7 février 2025, www.rosalux.de

(5) Lire Hana Jaber, « Vers un printemps jordanien ? », *Le Monde diplomatique*, août 2012.

Calendrier des fêtes nationales

1^{er} - 30 juin 2026

1 ^{er} SAMOA	Fête nationale
5 DANEMARK	Fête nationale
6 SUÈDE	Fête nationale
10 PORTUGAL	Fête nationale
12 PHILIPPINES	Fête de l'indépend.
RUSSIE	Fête de l'indépend.
17 ISLANDE	Fête de l'indépend.
18 SEYCHELLES	Fête nationale
23 LUXEMBOURG	Fête nationale
25 CROATIE	Fête nationale
MOZAMBIQUE	Fête de l'indépend.
SLOVÉNIE	Fête nationale
26 MADAGASCAR	Fête de l'indépend.
27 DJIBOUTI	Fête de l'indépend.
30 RÉP. DÉMOCRAT. DU CONGO	Fête de l'indépend.

* Journaliste.

EFFACEMENT DU COMMUNISME, ESSOR DE L'ISLAM

La gauche indonésienne portée disparue

Jusqu'au milieu des années 1960, l'Indonésie abritait l'un des plus grands partis communistes de la planète. Aujourd'hui, trois décennies après la fin de la dictature réactionnaire de Suharto, la gauche peine à renaître dans le pays. Si la répression a durement frappé et durablement affaibli les organisations progressistes, le recul s'est aussi joué sur un autre terrain : celui de l'idéologie.

PAR VEDI R. HADIZ *

EN 2025, plusieurs vagues de manifestations ont secoué les villes indonésiennes. Des étudiants, des jeunes urbains et des travailleurs précaires se mobilisent contre la corruption, l'insécurité économique et l'autoritarisme croissant du président Prabowo Subianto, élu en 2024. Le mouvement ne trouve cependant aucun relais politique capable de traduire les manifestations en revendications, ni les revendications en stratégie. La colère retombe et la situation revient à la normale (1).

Cet épisode soulève une question plus large : pourquoi, plus d'un quart de siècle après la chute du régime autoritaire de Suharto dit « de l'Ordre nouveau » (1965-1998), l'Indonésie peine-t-elle encore à voir émerger des organisations durables capables de s'opposer aux politiques qui alimentent la colère sociale ? Pour répondre à cette question, il faut plonger aux racines des modes de structuration de la gauche locale et examiner les prémisses idéologiques à partir desquelles une grande partie des travailleurs interprètent les questions sociales.

La période politique ouverte par la chute du régime de l'Ordre nouveau a longtemps été décrite comme une transition démocratique. Les premières années, baptisées « Reformasi », furent en effet marquées par des avancées tangibles : augmentation du salaire minimum, extension des régimes de protection sociale et de l'emploi. Les zones industrielles de Java occidentale, de Banten et de Java central deviennent

alors des lieux de mobilisation des travailleurs. De nouvelles fédérations syndicales apparaissent, remplaçant l'organisation unique contrôlée par l'État, le Syndicat de tous les travailleurs indonésiens (SPSI), tandis que le 1^{er}-Mai et les grèves font leur retour dans la vie publique. À l'époque, les syndicalistes peuvent croire que la Reformasi débouchera non seulement sur des institutions plus démocratiques, mais aussi sur une politique économique moins hostile.

Vingt-cinq ans plus tard, ils attendent toujours. Le capitalisme indonésien reste ancré dans des alliances oligarchiques qui relient les élites politico-bureaucratiques aux grands conglomérats, tout en excluant largement les autres acteurs (2). Le monde du travail, quant à lui, s'est peu à peu trouvé confronté à un retour de la flexibilité et à une restructuration réglementaire favorisant la mobilité des capitaux.

Cette évolution s'est accélérée sous la présidence de M. Prabowo, ancien général de l'Ordre nouveau. Le contrôle politique des entreprises publiques stratégiques, des agences de régulation et des grands projets de développement a progressivement été exercé par des factions alignées sur la présidence. L'armée a par ailleurs opéré son retour dans l'administration civile (chose auparavant interdite) et dans le monde des affaires, ce qui lui offre de nouvelles raisons, matérielles celles-là, de considérer le militantisme syndical comme un élément perturbateur.



RANGGA LAWE. – « Farm or Die : Planting Is Against – Harvest Is Victory » (Cultiver ou mourir : Planter, c'est s'opposer; récolter, c'est vaincre), Indonésie, 2020. Affiche réalisée en soutien aux paysans du littoral de Kulon Progo victimes de l'exploitation minière de leurs terres

Les violences qui éclatent au cœur de la guerre froide pour garantir l'intégration de l'Indonésie dans le camp anticommuniste font des centaines de milliers de morts, et plus encore de prisonniers. Sous le commandement du général Suharto, l'armée extermine les dirigeants syndicaux, tandis que toutes les organisations associées à la gauche sont démantelées. Avec de lourdes conséquences sur la façon dont il est possible de parler de politique. La notion même de classe sociale disparaît du vocabulaire, tandis que les syndicats sont réorganisés dans un cadre corporatiste contrôlé par l'État et subordonné au régime.

Dans le même temps, l'idéologie de la *pancasila* – un cocktail particulièrement flou qui présente l'unité, l'harmonie et la justice sociale comme des traits culturels intrinsèques à l'identité indonésienne – est érigée au rang de doctrine d'État. Les organisations sociales sont tenues d'y faire allégeance pour démontrer leur loyauté envers la nation. À travers divers programmes d'éducation civique, des générations entières apprennent à associer la dénonciation des antagonismes sociaux à une menace pour la société. Quand le régime s'effondre, les luttes politiques radicales sont marginalisées depuis trois décennies, et l'idée qu'elles sont étrangères à la culture indonésienne « authentique » s'est enracinée.

La crise qui met fin à l'Ordre nouveau renforce également l'intégration de l'Indonésie dans les circuits du néolibéralisme à l'échelle internationale. Les réformes exigées par le Fonds monétaire international (FMI) à la suite de l'effondrement économique de 1998 imposent des fermetures de banques, des programmes de privatisation et une restructuration du secteur financier (4). Au prétexte de démanteler le capitalisme de connivence, ces mesures facilitent la survie de nombreux conglomérats, par le biais de mécanismes de restructuration de dettes et d'accords ad hoc. En d'autres termes, plutôt que de dissoudre l'oligarchie comme il promettait de le faire, le FMI lui sauve la mise.

Dans ce domaine, la décentralisation administrative qu'exige le Fonds, mise en œuvre en 2001, joue un rôle clé. En redistribuant le pouvoir central aux gouvernements provinciaux et régionaux, la réforme multiplie également les possibilités d'extraction de rentes. Les élites forgent des alliances avec les sociétés minières, les grandes plantations et les promoteurs immobiliers, tandis que les syndicalistes sont victimes d'intimidation de la part des sbires de dirigeants politiques locaux ou de groupes paramilitaires.

Parallèlement à cette évolution sur les plans politique et économique, la société indonésienne connaît une expansion importante de la piété islamique. Si, à la fin du xx^e siècle, une grande partie du monde musulman voit se remodeler l'autorité religieuse et la moralité quo-

tidienne, en Indonésie le phénomène est largement façonné par les conséquences des violences de 1965-1966.

Dans ce contexte, certains optent pour une piété ostentatoire afin de garantir leur sécurité, puisque l'affichage de sa foi exonère du soupçon d'être un communiste. Au fil du temps, ces pratiques de survie sont intériorisées et, après quelques générations, la religiosité performative a mué en croyance sincère. Dans certaines parties de Java central, d'anciens bastions du PKI deviennent même des foyers d'islamisme conservateur, voire radical.

Ces évolutions ne peuvent être comprises uniquement en termes théologiques : outre les effets de la répression anticommuniste, elles reflètent les efforts du pouvoir pour substituer un discours moral à toute forme de critique sociale. Les injustices et la corruption ne sont plus présentées comme des expressions de la domination, mais comme l'illustration du fait que la société se serait éloignée du chemin de Dieu. Les griefs ne s'expriment plus à travers les mots de la gauche, mais dans un lexique religieux : la colère est retraduite en patience face à l'adversité, en gratitude envers Dieu et en une forme d'acceptation a priori du monde tel qu'il est ; les épreuves de la vie deviennent des tests de la foi ; et le sentiment d'injustice s'efface devant la conviction que l'ordre divin est, par définition, bon.

Les liens étroits entre les zones urbaines et rurales, caractéristiques du cœur de Java, déterminent également les conditions d'existence de la gauche. De nombreux travailleurs vivent avec leurs parents ou leurs beaux-parents et exploitent la terre pour compléter leurs revenus. Or, lorsque les chocs économiques sont compensés par des réseaux familiaux, la possibilité même d'une confrontation s'érode. Quelle organisation sociale serait en mesure d'intervenir au cœur même des foyers ?

Sans parler des normes de genre. Les femmes constituent la majorité des travailleurs dans des secteurs tels que le textile et l'habillement, mais les discours religieux et nationalistes – qui soulignent que les questions domestiques relèvent de leur responsabilité – limitent la possibilité pour elles de s'engager dans les syndicats. Le travail posté, les obligations liées à la garde des enfants et les diktats implicites de la société en matière de respectabilité entravent souvent leur participation aux réunions, aux mobilisations et aux grèves. De sorte que les employeurs bénéficient indirectement de la persistance des valeurs patriarcales, lesquelles restreignent la portée de l'action collective dans les secteurs féminisés de la main-d'œuvre.

Discours moral contre critique sociale

AUTANT de cadres – idéologiques, politiques, sociaux, culturels et moraux – qui n'éliminent pas les griefs mais façonnent les moyens par lesquels ils peuvent être exprimés et traités de manière organisée. Un tel contexte a non seulement affaibli le mouvement syndical, mais également contribué à consolider un ordre hégémonique qui naturalise la hiérarchie et l'exploitation. Dans cette configuration, l'injustice est reconnue mais dépolitisée. La corruption ? Un échec moral. Les inégalités ? L'équivalent d'une catastrophe naturelle. L'idée que ces conditions sont structurellement ancrées dans les relations de domination de classe se trouve ainsi obliérée.

Les travailleurs ne sont pas inconscients de l'exploitation. Beaucoup parlent clairement des bas salaires, de l'externalisation, des conditions de travail dangereuses et des profits des entreprises. Mais, sans un vocabulaire politique capable de légitimer un affrontement structurel, les mobilisations tendent à rester défensives et épisodiques. Les grèves visent à rétablir des droits plutôt qu'à transformer les relations de produc-

tion. Les protestations éclatent en réponse à des griefs spécifiques, mais se dissipent dès que les menaces immédiates s'estompent.

Si l'identification nationaliste et le raisonnement moral religieux n'éliminent pas la dissidence, ils en fixent le cadre exclusif. Le ressentiment circule, mais sa traduction en une organisation et une lutte contre-hégémoniques durables reste limitée. La restructuration capitaliste actuelle progresse donc dans un ordre moral et politique capable d'absorber les critiques tout en neutralisant leur potentiel transformateur.

(Traduit de l'anglais [Australie] par Renaud Lambert.)

La notion de « classe » disparaît du vocabulaire

CEPENDANT, les contraintes institutionnelles et le poids de l'oligarchie ne suffisent pas à expliquer la marginalisation continue des syndicats. Les limites de la mobilisation sont également idéologiques, religieuses et culturelles.

La rupture la plus profonde s'est produite en 1965-1966. Le plus grand mas-

* Professeur d'études asiatiques et Redmond Barry distinguished professor de l'université de Melbourne.

TOUTES LES ARCHIVES DU « DIPLO »
depuis 1954

* plus de 2500 cartes
* plus de 800 numéros du journal
* plus de 50000 documents accessibles en ligne grâce à un puissant moteur de recherche

www.monde-diplomatique.fr/archives / **ABONNEZ-VOUS**

(1) Cet article s'appuie en partie sur des travaux de terrain menés dans le centre de Java et à Yogyakarta entre 2018 et 2019, puis entre 2021 et 2023.

(2) Lire « En attendant l'Indonésie », *Le Monde diplomatique*, septembre 2025.

(3) Lire Geoffrey Robinson, « Silence, on tue des communistes indonésiens », *Manuel d'autodéfense intellectuelle – Histoire*, septembre 2024.

(4) Lire Renaud Lambert, « FMI, les trois lettres les plus détestées du monde », *Le Monde diplomatique*, juillet 2022.

Les métamorphoses du delta du Gange

À la frontière entre l'Inde et le Bangladesh, deux géants se jettent dans l'océan : le Gange et le Brahmapoutre. Alors que leurs bras se divisent, ces fleuves forment le plus grand delta du monde, qui s'étend sur plusieurs milliers de kilomètres carrés. Longtemps en conflit, grands félins et habitants tentent de résister à l'afflux des touristes, aux cyclones et à la montée des eaux.

Il faut encore aider les félins à résister à la transformation de leur territoire. Or les chiffres suggèrent que cela n'a rien d'aisé. La réserve comptait 274 tigres en 2004. Il en reste moins de la moitié. Ce déclin observé dans les 56 réserves de tigres en Inde a conduit à sanctuariser ce territoire en 2007. Comme une dernière ligne de défense pour une population gravement menacée par la réduction de son espace vital, par la chasse et par le braconnage, qui réduisent ses ressources. On gagne la bataille du contact homme-animal, pas celle de l'habitat.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL BERTRAND DAUGERON *



LES Sundarbans indiens, là où les bras des deltas du Gange et du Brahmapoutre s'enlacent. Près de 10 000 kilomètres carrés de terres et d'eaux partagées entre l'Inde et le Bangladesh, à l'embouchure du système fluvial Gange-Brahmapoutre, sur le golfe du Bengale. Côté indien : 4 200 kilomètres carrés, 102 îles, dont 54 sont habitées. Une forêt de mangrove classée au patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) depuis 1987 – la plus grande et la dernière encore intacte du monde. Et une donnée physique qui commande tout : 70 % des terres se situent entre 1,50 et 3 mètres d'altitude. Aucun relief, pas d'élévation refuge. Le delta tout entier affleure au niveau de la mer. Dans certaines sections, les digues sont déjà en dessous.

La zone de transition de la réserve regroupe cinq millions de personnes. Jusqu'en 1973, les communautés pouvaient venir puiser dans les ressources de la forêt : pêche dans les chenaux intérieurs, récolte de miel. Cette année-là, le gouvernement indien crée la Sundarban Tiger Reserve, premier pas vers une séparation stricte qui va se construire par étapes. En 1984, le cœur de la forêt devient parc national : accès totalement interdit. En 1989, l'ensemble du delta (forêt protégée et îles habitées) est désigné réserve de biosphère.

« Pourquoi le tigre attaque-t-il ? »

Certains blocs forestiers de la zone tampon, qui borde le parc, restent accessibles aux pêcheurs locaux, sous permis saisonnier, pour un nombre d'espèces limité. Mais à Sajnekhali, non loin du village de Pakhiralay, sur l'île de Gosaba, le contrôle est strict et s'impose à tous – pêcheurs, habitants, touristes. Une ligne est tracée entre deux mondes. D'un côté, le naturel administré. De l'autre, l'humain contraint. Entre les deux, une économie qui s'est réorganisée, partiellement, autour de cette séparation, avec le tourisme et l'espoir d'un développement économique.

L'agent du Sajnekhali Wildlife Sanctuary (sanctuaire faunique de Sajnekhali) en compagnie duquel nous patrouillons depuis trois heures s'arrête soudain, en regardant alentour : impossible ici de planifier au-delà de dix ans, explique-t-il. Dans l'intervalle, tout aura disparu.

Chaque jour, qu'il pleuve ou qu'il vente, pendant qu'une myriade de bateaux de touristes naviguent à l'affût d'un grand félin, une équipe de rangers inspecte les filets : plus de cent kilomètres de nylon tendu entre les chaumes de bambou courant en lisière de mangrove sur tout le périmètre. Il s'agit de protéger l'île de Gosaba du tigre du Bengale, et la nature des intrusions humaines : la pêche, la chasse et, désormais, les appareils photo. Cette protection, réalisée par les villageois – à la demande du sanctuaire de Sajnekhali par l'intermédiaire de comités locaux de villages (Joint Forest Management Committee, JFM) –, établit une séparation physique entre le monde des hommes et celui de la nature.

Côté habité, les digues, levées de terre protégées par des toiles qui longent les berges, séparent les villages de l'eau, tentent de retenir ce que le delta voudrait reprendre. Côté nature, la mangrove, barrière physique et symbolique. Entre les deux, les chenaux. La Datta River. L'eau qui circule, qui érode, qui élargit.

Quelque part derrière les clôtures, des caméras pièges enregistrent en continu. Dans un bureau, chaque félin est identifié par ses rayures, telles des empreintes digitales. L'œil mécanique identifie ce que l'œil humain ne voit pas. On sait, depuis le recensement de 2022, qu'il y a ici cent un tigres et qu'ils ne traversent plus le bras de mer. On ne les voit pas ; eux nous voient. Avant les filets, les chasseurs de miel qui s'enfonçaient dans la mangrove portaient un masque avec des yeux peints derrière la tête. Le tigre attaque par-derrière : ne jamais lui tourner le dos. Aujourd'hui, le masque a été remplacé par les protections en nylon.

Si, depuis quelques années, les incidents ont quasi disparu, leurs rares occurrences incitent à la réflexion. « Pourquoi le tigre attaque-t-il ? », interroge l'agent. Parce qu'on entre dans son territoire. « Il ne chasse pas, il se défend. » Cette lecture change tout : il ne s'agit plus de neutraliser l'animal, mais de le tenir à distance. D'où les filets.

L'agent de protection des forêts du sanctuaire se trouve au cœur de cette organisation spatiale. Quand on lui demande si la situation est difficile pour les populations locales, il répond sans hésiter : « La vie est dure pour tous. » Il marque une pause, et complète : « Pour les hommes, pour les animaux, et pour le territoire. » Un simple état des lieux.

Le fleuve est large, ses eaux sont « internationales ». Aujourd'hui, sept cents mètres séparent l'île de Gosaba de la rive d'en face. Il y a vingt ans, elles étaient à portée de voix l'une de l'autre. Un homme peut avoir vu ça dans sa vie : le fleuve qui s'installe, mètre après mètre, dans ce qui était de la terre. L'eau qui gagne, la berge qui cède, et personne pour l'arrêter. Ici, la géographie fluctue. C'est une donnée qu'on subit, qu'on intègre.

La mangrove ne rend pas ses morts

Sur la digue qui longe Gosaba, les berges récemment reconstruites côtoient des bâtiments en ruine éventrés par l'érosion : murs penchés sur l'eau, toitures échouées dans la vase – dont celles des bureaux des rangers, qui ont dû être reconstruits cent mètres plus loin. La digue elle-même ressemble à un rempart médiéval ; elle sépare deux mondes que tout condamne à se rejoindre. D'ailleurs, elle vient d'être rehaussée, par précaution. D'un côté, la mangrove splendide, intacte, inaccessible. De l'autre, le village, les petits hôtels qui se construisent, les groupes de touristes qui débarquent avec leurs valises à roulettes et repartent avec des tigres en peluche.

Pour l'agent de protection des forêts, cet espace se trouve confronté aux besoins spécifiques de trois acteurs : les villages, le parc et l'industrie du tourisme. Trois forces qui coexistent, qui dépendent les unes des autres, et qui se contredisent en permanence, dans un équilibre précaire que chaque perturbation menace, et que chaque réponse ne fait que déplacer.

Ici, la « perturbation » porte un nom : cyclone. Du 23 au 28 mai 2021, celui baptisé Yaas a balayé le site cinq jours durant. Les digues ont rompu en deux cents points. Les images sont encore dans toutes les têtes. Elles ont fait le tour du monde. Les routes, l'éclairage public, les protections contre l'eau : tout est à reconstruire à la main ; tout doit être transporté par bateaux. Coût estimé par le gouvernement du Bengale-Occidental ? L'équivalent de 2,3 milliards d'euros. Entre 2019 et 2022,



quatre cyclones destructeurs se sont succédé : Fani, Bulbul, Amphan, et puis Yaas. Le district de South 24 Parganas, au sud de Calcutta, enregistre un cyclone majeur tous les trois ou quatre ans. Soit le temps qu'il faut pour réparer les dégâts du précédent.

Mais les destructions ne tiennent pas seulement à la survenue des cyclones. Si Aila, un phénomène de puissance modérée apparu en 2009, a submergé l'intégralité du territoire, c'est qu'il a coïncidé avec une marée de vive-eau. Yaas a frappé exactement au moment du pic. Or les terres inondées par l'eau salée restent impropres à toute culture pendant deux ou trois ans, au moins.



Inspection quotidienne des filets longeant les rives, la frontière avec le monde naturel, 2026

* Anthropologue.



Toutes les photographies de cette double page sont de Bertrand Daugeron.

Dans la gare de Calcutta (ci-dessus), une fresque représente le parc national des Sundarbans, 2026

Chassé-croisé de touristes à l'embarcadère (à gauche), 2026



ces hommes qui peuvent rester, encore un temps, comme manoeuvres et maçons. Débarquer les matériaux : sable, ciment, briques, gravier. Construire les hôtels. Se reconverter. De pêcheur, devenir bâtisseur, avant que le prochain cyclone n'aveale tout. Le chef des rangers ajoute : « Vous saisissez la pression psychologique ? Vivre entre deux catastrophes. »

Cyclones, marées... À ces deux forces destructrices s'ajoute une troisième, plus silencieuse. Chaque année, les rivières changent de cours, phénomène naturel dans un delta alluvial. Mais il est ici accéléré par le trafic maritime international. Les digues ont, au fil des ans, bloqué les flux tidaux qui apportaient les sédiments permettant aux îles de se recharger. Le lit des rivières s'élève, les îles s'affaissent, la mer monte. Depuis 1973, le delta indien a perdu 478 kilomètres carrés de terres par érosion, tandis que seuls 400 ont été gagnés par l'accrétion sédimentaire due aux apports fluviaux. Les eaux salées du golfe du Bengale entrent dans le delta, les eaux douces reculent. Par capillarité, le sel remonte dans les terres.

Ici, la géographie varie, nous explique l'agent. Ce qui rend caducs tout plan à long terme, toute infrastructure pensée pour durer, tout équilibre cherché entre les trois pôles avant que le prochain cyclone ne remette les compteurs à zéro.

Chaque matin, à l'aube, les premiers bateaux quittent les embarcadères pour ramener les touristes de la veille vers le continent. En milieu de matinée, les groupes suivants arrivent avec leurs guides locaux et tour-opérateurs qui vendent des formules tout compris : hôtel, réserve, restaurant. La région accueille de 200 000 à 300 000 visiteurs par



Une réserve humide administrée par le département forestier, 2026



Avec les gardes forestiers, lors de la surveillance des rives du sanctuaire du tigre, 2026

an selon l'Institut indien pour la faune sauvage (IWI), concentrés sur moins de 35 % du territoire. Une pression croissante sur un espace fermé et fragile.

Le département des forêts délivre les immatriculations des cinq cents bateaux en activité ainsi que les permis pour les touristes (leur nombre étant régulé). Il redistribue 40 % des revenus aux communautés via les comités de cogestion de la forêt de chaque village. Les 60 % restants sont pour le fonctionnement et le développement du territoire. Le tourisme n'est pas une menace venue de l'extérieur, mais la reconversion forcée d'une population dont les bases économiques traditionnelles ont disparu. Quand la mer prend les terres et que la forêt se ferme aux exploitations traditionnelles, le tourisme devient la seule ressource locale viable. Encore faut-il parvenir à un équilibre, fragile. Celui que recherche l'agent : ni trop ni trop peu. Plus de tourisme, c'est plus de revenus pour les communautés et plus de pression sur un écosystème fragile. Moins de tourisme, c'est moins de dégradation, mais moins d'argent pour une région qui n'a plus d'autre option.

Prodip a la cinquantaine. Il tient l'accueil de l'un des plus récents hôtels de la région. En 1981, son

père est parti dans la forêt et n'est pas rentré. Son corps n'a jamais été retrouvé. La mangrove ne rend pas ses morts. Aîné d'une famille de trois garçons et une fille, Prodip avait alors une dizaine d'années. Pendant dix jours, il n'y a rien eu à manger. Alors il a travaillé, pour que ses frères et sa sœur puissent aller à l'école.

Quarante ans plus tard, son fils Arjun, 19 ans, fait la cuisine dans le restaurant de l'hôtel. À côté, des murs à mi-hauteur, les fondations d'un restaurant que Prodip construit depuis quelque temps, au gré des fonds qu'il parvient à rassembler. « // faut bien ! » Les gens viennent voir le tigre, celui qui a pris son père. Par un curieux renversement, l'animal qui a détruit sa famille hier est devenu la condition de sa survie.

Alors, jusqu'à quand, cet équilibre précaire ? « On n'en sait rien », répond l'agent. Objectifs à court terme uniquement. Planifier à long terme dans les Sundarbans, c'est construire sur ce qui bouge. Alors on fait autrement. On construit ce qui peut tenir jusqu'au prochain cyclone. On réparera ce que le suivant aura défait. Et puis, on recommencera.

BERTRAND DAUGERON.



La digue récemment refaite, un rempart contre les éléments naturels, 2026

Renseignement privé, l'industrie

L'emballement médiatique et politique autour d'un prétendu scandale russe (« Russiagate ») impliquant le candidat puis président américain Donald Trump a jeté une lumière crue sur une branche d'activité qui préfère, d'ordinaire, opérer dans l'ombre : le renseignement économique. Un secteur dont la devise pourrait être : « Je ne sais rien, mais je dirai tout. »

PAR VADIM NIKITIN *

EN 2016, M. Christopher Steele – un ancien espion britannique reconverti dans le renseignement privé – rédige un rapport censé établir des liens entre M. Donald Trump, alors candidat à la présidentielle américaine, et le Kremlin. L'ensemble se révélera infondé. M. Steele défend néanmoins ses conclusions dans un ouvrage récent qui éclaire, bien malgré lui, toute sur une industrie du flou, de l'à-peu-près et du mensonge : celle de la veille économique.

M. Steele passe une partie de son enfance sur la base de la Royal Air Force (RAF) d'Akrotiri, à Chypre, où son père travaille comme climatologue. Après des études de science politique à Cambridge, il échoue à intégrer la fon-

ction publique avant d'être recruté par les services secrets. M. Steele rejoint le service russe du MI6 en 1987, au moment où Mikhaïl Gorbatchev conduit la perestroïka. Trois ans plus tard, à 25 ans, il est affecté à Moscou comme deuxième secrétaire à l'ambassade britannique – une couverture. Mais, lors de sa mission suivante, à Paris, celle-ci est compromise après la fuite d'une liste de plus d'une centaine d'agents du MI6 en poste dans des ambassades à travers le monde. Cet épisode met fin à sa carrière d'agent de terrain. Il prétend avoir alors été nommé au bureau Russie des renseignements britanniques, à Londres. Il n'en fait déjà plus partie quand il fonde, en 2009, un cabinet de conseil en veille économique appelé Orbis.

Faux, ou peu plausible

SEPT ans plus tard, M. Steele reçoit 168 000 dollars, environ 145 000 euros, pour enquêter sur M. Donald Trump, alors en lice pour la présidentielle. Initialement commandé par un média conservateur, le Washington Free Beacon, le projet a finalement été financé par la campagne de M^{me} Hillary Clinton. Il rédige une série de brefs rapports affirmant l'existence de liens entre l'équipe de M. Trump et la Russie. On y lit par exemple que « le régime russe cultive,

soutient et aide Trump depuis au moins cinq ans » et que « lui et son entourage ont accepté un flux régulier de renseignements provenant du Kremlin, concernant en particulier ses rivaux – notamment démocrates ». Un passage frappe les esprits et attire les regards : celui qui affirme qu'à la suite de « actes sexuels pervers organisés par les services de sécurité russes, (...) Moscou est parvenu à faire chanter M. Trump ». Mais l'allégation la plus accablante reste l'existence supposée de « preuves d'une vaste conspiration entre l'équipe de campagne de Trump et [le] Kremlin ». Des preuves que les rapports ne fournissent pas.

* Consultant en intelligence économique. Une version de cet article est parue dans la *London Review of Books*.

En mai 2017, l'ancien directeur du Bureau fédéral d'enquête (FBI) Robert Mueller se voit chargé de l'enquête officielle sur l'ingérence présumée de la Russie dans la campagne électorale de 2016. Elle établit que le gouvernement russe « estimait pouvoir tirer profit d'une présidence Trump et qu'il s'était efforcé de contribuer à ce résultat ». Elle souligne également les efforts de M. Trump pour entraver les investigations. Mais le rapport n'identifie aucune preuve démontrant que M. Trump et son équipe aient été liés à Moscou, ou qu'ils aient ensemble cherché à influencer le résultat de l'élection. Si M. Steele défend ses allégations – « Nos rapports de 2016 sur Trump et la Russie n'ont pas été "dis-

crédités" », écrit-il dans son livre (1) –, elles comportent tant d'informations fausses ou peu plausibles que de nombreux experts, dont l'ancien agent de l'Agence centrale de renseignement (CIA) Daniel Hoffman, ont avancé l'idée que M. Steele aurait en réalité agi... pour le compte de la Russie.

En dépit de sa prétention à l'expertise, M. Steele ne dispose d'aucune formation universitaire en études russes. Il n'a vécu dans le pays de manière continue que trois ans. De son propre aveu, il ne s'y est pas rendu depuis 2009. Certains acteurs du renseignement aux entreprises doutent aussi de ses capacités d'analyse – ce qui l'a peut-être conduit à accorder une confiance

injustifiée à des documents non vérifiés provenant de ses sources. « Il a beaucoup de mal à distinguer la vérité de la fiction, nous confie l'un d'eux. Raison pour laquelle nous ne l'avons pas embauché. »

Mais les lacunes du dossier tiennent aussi à la structure même du secteur. Dans son livre, M. Steele évoque fréquemment les « collecteurs » ou « agents de terrain » que sa société de veille économique Orbis engage pour mener ses enquêtes. Ces appellations empruntent délibérément au vocabulaire de l'es-

(1) Christopher Steele, *Unredacted. Russia, Trump, and the Fight for Democracy*, Mariner, Boston, 2024.



EDUARDO ARROYO. – « Heureux qui comme Ulysse... », 1977

À l'école française

(Suite de la première page.)

Formation-phare du département, le master en renseignement et sécurité internationale attire des étudiants venus du monde entier, prêts à débours pas moins de 40 000 livres sterling (environ 46 000 euros) pour une année d'études. Principal argument commercial : la promesse d'accéder à une carrière dans le renseignement – du renseignement commercial au renseignement en sources ouvertes (ROSO) – et d'être mis en contact avec des professionnels du secteur. Comme dans les formations françaises, ces derniers, qu'ils soient vétérans, actifs ou universitaires praticiens (*pracademics*), assurent une part importante des enseignements. Parmi eux figurent M. David Oakley, ancien de l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA), M. Paul Rimmer, issu du renseignement militaire

britannique, ou encore M. David Gioe, actuellement professeur invité, passé par le Bureau fédéral d'enquête (FBI) puis la CIA, où il a acquis une « solide expérience en contre-espionnage, en opérations clandestines à l'étranger et en actions secrètes », selon sa présentation sur les réseaux sociaux. Très prolifique sur LinkedIn comme dans la presse, il a écrit sur de nombreux sujets liés au renseignement : la guerre en Ukraine, les *five eyes* (1), le lanceur d'alerte Edward Snowden... Il jouit ainsi d'une reconnaissance explicite auprès de ses pairs et des étudiants, sensibles à son aura d'« initié ».

Pracademics et étudiants des *war studies* se retrouvent chaque année lors de l'école d'été – l'International Security and Intelligence (ISI) Programme – organisée depuis 2016 à l'université de Cambridge. L'ISI invite ses participants

à réfléchir aux moyens d'améliorer l'efficacité opérationnelle des services de renseignement face aux acteurs malveillants. Des interventions de hauts responsables britanniques et américains rythment les journées, comme celles de M. Richard Dearlove, ancien directeur du Secret Intelligence Service, l'équivalent de la DGSE, ou de M^{me} Gina Haspel, directrice de la CIA de 2018 à 2021. Le cadre bucolique de l'université contraste avec les controverses entourant ces services, notamment leurs pratiques de détention et de torture dans le cadre de la « guerre globale contre le terrorisme ».

On ne saurait cependant s'en tenir à la communication autour de l'offre pédagogique et négliger les fonctions sociales du renseignement : ce qu'il fait et les effets qu'il produit. Car, en réalité, une partie du monde universitaire subit l'activité de base des services de renseignement : infiltrer les milieux sociaux pour observer ce qui se dit et se fait dans une démarche d'anticipation des menaces. À l'instar des associations, des lieux de culte ou des mouvements politiques. Les établissements d'enseignement supérieur ne font pas exception.

Dès 1951, dans le contexte de la guerre froide, la CIA a secrètement constitué un réseau d'enseignants rémunérés pour identifier et recommander des étudiants (2). Cette pratique se poursuit aujourd'hui à travers des centres de formation financés par l'agence, animés par son personnel et destinés à constituer un vivier d'étudiants qu'elle peut mobiliser.

Le premier effet de ce mélange des genres tient à la diffusion du discours d'autojustification des services, l'idée qu'ils auraient avant tout vocation à éclairer la décision politique et à garantir la sécurité de l'État. L'enseignement et la recherche s'organisent ainsi autour de deux axes : d'une part, les recommandations à visée opérationnelle, où les « échecs » du renseignement – comme les attentats du 11 septembre 2001 ou l'interprétation concernant les armes de destruction massive en Irak en 2003 – donnent lieu à des préconisations sur le partage

de l'information, la gestion de l'incertitude et l'amélioration du processus décisionnel (3) ; d'autre part, des travaux d'historien riches empiriquement, mais souvent descriptifs. Ce faisant, les *intelligence studies* opèrent un véritable tour de passe-passe. En présentant comme neutres, voire scientifiques, des savoirs d'État, elles contribuent à légitimer les pratiques du renseignement. Et, bien sûr, cette orientation se révèle rentable en matière d'attractivité étudiante et de financements sur le très concurrentiel marché mondial des formations universitaires.

Marginalisation des approches critiques

LE degré de pénétration de la pensée opérationnelle se mesure, inversement, à la marginalisation d'une approche critique – une recherche scientifique sur le renseignement qui n'a, elle, pas de visée prescriptive ou normative, qui interroge les pratiques et leurs effets sur la vie démocratique. Certains de ces travaux montrent, par exemple, le rôle des services dans la construction et la perpétuation des problèmes sociaux (terrorisme, insécurité...) qu'ils prétendent combattre (4).

Deuxième effet : la diffusion de la logique du secret au sein de l'université. Les professionnels des services qui interviennent au master DiReM dissimulent ainsi leurs vraies identités. Dans un article consacré à cette formation, un journaliste de la British Broadcasting Corporation (BBC) explique avoir dû se soumettre à une procédure de vérification par les services de renseignement français avant de pouvoir assister à un cours (5). Il est

(1) L'alliance entre les services de renseignement de cinq pays (États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande). Lire Philippe Leymarie, « Le club des "cinq" face à la Chine », *Le Monde diplomatique*, mars 2022.

(2) David Prince, « Uninvited guests : A short history of the CIA on campus », dans Philip Zwerling (sous la dir. de), *The CIA on Campus*, McFarland & Company, Jefferson, 2011.

(3) Robert Jervis, *Why Intelligence Fails. Lessons From the Iranian Revolution and the Iraq War*, Cornell University Press, 2011.

(4) Hager Ben Jaffel et Sebastian Larsson, *Problematising Intelligence Studies. Towards a New Research Agenda*, Routledge, Londres, 2022.

(5) Chris Bockman, « The French university where spies go for training », 5 janvier 2026, www.bbc.com

ÉCOUTEZ LE « DIPLO »

Chaque mois, une sélection d'articles lus pour les abonnés. Sur notre site et en podcast.

www.monde-diplomatique.fr/audio

DE QUI ?

de l'à-peu-près et du mensonge

pionnage. En réalité, il ne s'agit que de sous-traitants qui, à leur tour, paient souvent leurs propres sources pour obtenir des informations, lesquelles se dégradent à mesure que la chaîne s'étend. Les collaborateurs viennent rarement du renseignement, quand bien même d'anciens espions peuvent avoir fondé ces entreprises. Dans ces sociétés de veille économique, on croise parmi les sous-traitants nombre de « *travailleurs du savoir* » bilingues issus de think tanks et d'organisations non gouvernementales (ONG), des journalistes indépendants, des doctorants, etc. Depuis l'interdiction du réseau d'opposition de feu Alexeï Navalny, nombre de ses anciens militants, dispersés à travers l'Europe de l'Est, gagnent leur vie comme « collecteurs ».

Mais en quoi consiste ce travail ? Dès que le projet d'un client est accepté – le plus souvent, une enquête sur un concurrent –, la société de veille fait le tour de ses sous-traitants pour identifier ceux qui possèdent l'expertise

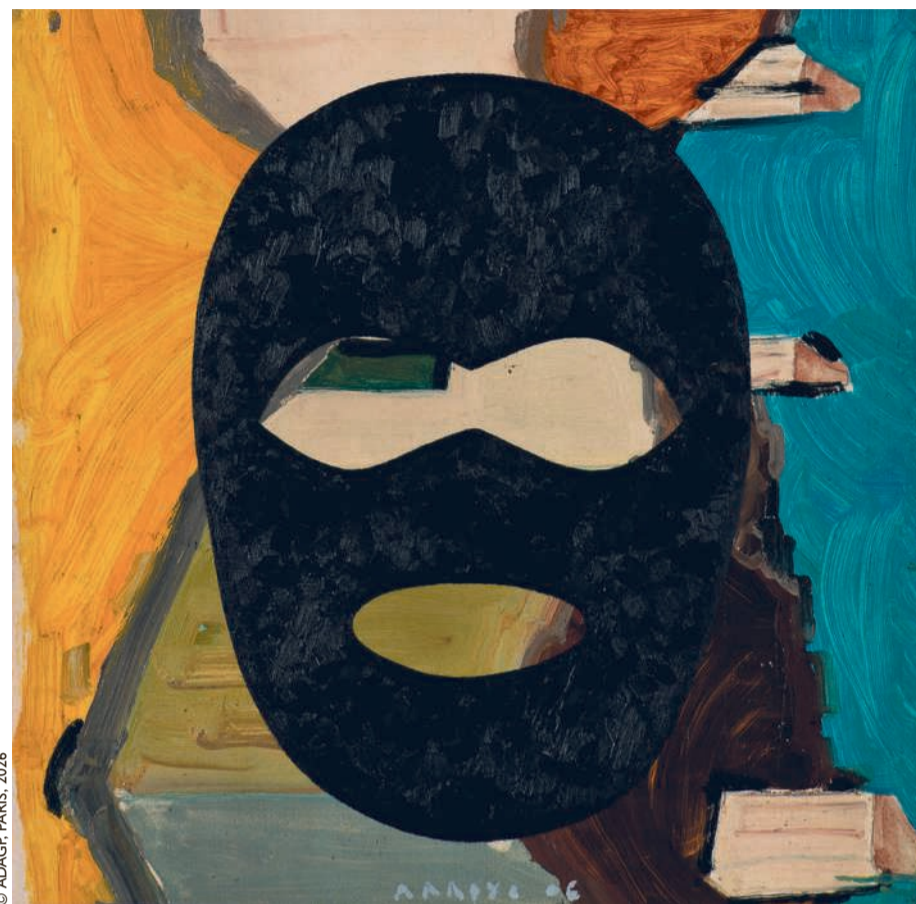
requis. En général, ces collaborateurs reçoivent environ un cinquième du montant facturé au client. Pour les projets courants, cela représente entre 2 500 et 5 000 euros. Contre cette somme, le sous-traitant doit fournir des verbatim issus de cinq à dix sources – ce qu'on appelle le « renseignement humain » – ainsi que des recherches tirées d'archives publiques, comme les dossiers judiciaires ou les registres cadastraux.

La suite se déroule généralement comme suit. Le sous-traitant contacte ses relations – amis, membres de la famille, anciens collègues, voire ex-partenaires ou prétendants – et leur propose une part de ses honoraires en échange d'informations. Il est en effet engagé dans une course contre la montre afin d'obtenir le nombre exigé de témoignages dans les délais – en général, deux à trois semaines. Le paiement à la source l'incite à transmettre tout ce qu'il obtient, y compris ce qu'il soupçonne de relever du oui-dire ou du mensonge.

conserve – un accès direct et fiable à des sources russes, ce qui nous permet de mettre en lumière le fonctionnement du régime autocratique et fermé de Vladimir Poutine. » Dans son enquête, M. Steele s'est en réalité appuyé sur un seul collaborateur : un chercheur russo-américain nommé Igor Danchenko. Avant de rejoindre Orbis, M. Danchenko avait travaillé comme analyste de recherche senior à la Brookings Institution, où il s'était distingué en mettant au jour des signes de plagiat dans la thèse universitaire en sciences économiques de M. Poutine. Avocat de formation, M. Danchenko est un expert en politique énergétique russe. Il a été recommandé à M. Steele par M^{me} Fiona Hill, ancienne conseillère de M. Trump pour la Russie.

Au moment où M. Steele lui demande de dénicher du *kompromat* (matériel compromettant) sur M. Trump, M. Danchenko a rédigé, nous explique-t-il, au moins une centaine de rapports pour Orbis. Bien que peu expérimenté dans les affaires médiatiques, il accepte la mission d'enquêter sur un candidat à la présidence américaine comme s'il s'agissait de n'importe quelle autre mission, et ne reçoit pas de rémunération spécifique pour cela.

N'ayant lui-même aucun contact direct de haut niveau en Russie, M. Danchenko appelle M^{me} Olga Galkina, une amie d'enfance travaillant dans les relations publiques à Chypre. M^{me} Galkina avait été porte-parole de divers dirigeants russes ainsi que de l'agence de sûreté nucléaire du pays. Dans un entretien désormais déclassifié par l'administration Trump, M. Danchenko a déclaré au FBI que c'était M^{me} Galkina qui avait fourni certaines des allégations les plus compromettantes du dossier, notamment l'affirmation peu crédible selon laquelle l'avocat privé de M. Trump Michael



EDUARDO ARROYO. – « La Maison de Fantômas », 2006

Dénicher du « kompromat »

AUCUN sous-traitant ne révèle l'identité de ses sources primaires. Les analystes dissimulent également le plus souvent à leurs clients le recours à la sous-traitance. De sorte que plusieurs degrés séparent les observations des rapports de veille économique de leur source d'origine. Des sources dont, le plus souvent, l'analyste chargé du dossier ignore tout. En réalité, lorsqu'il charge un sous-traitant de mener des enquêtes auprès de sources, il ne peut jamais être tout à fait sûr que celui-ci ne va pas, au moins en partie, les inventer. La meilleure façon de se prémunir contre cela est de recouper les recherches de plusieurs sous-traitants et de les vérifier par le biais d'une investigation approfondie dans les archives publiques. En pratique, cependant, les délais et les budgets se révèlent presque toujours trop serrés. Il est parfois possible de repérer des signes de négligence ou de subterfuge : un sous-traitant s'est ainsi rendu tristement célèbre pour avoir copié-collé des « renseignements » en bloc depuis des pages Facebook ; un

autre obtenait des citations de sources prétendument bien placées qui, après quelques recherches, s'avéraient en réalité proches d'extraits d'articles publiés dans des journaux locaux.

Il arrive même aux sous-traitants réputés les plus fiables de manipuler ou de gonfler leurs rapports, parfois sous la pression d'exigences déraisonnables des clients. L'un d'eux avait un jour insisté pour qu'un rapport particulièrement complexe et urgent comporte au moins dix sources. Contre toute attente, le sous-traitant livra le travail, à la grande satisfaction du client. Des mois plus tard, ce collaborateur nous avoua que, bien que toutes les citations fussent authentiques, il n'avait parlé qu'à quatre sources et avait « cloné » les autres pour se conformer à la demande. Nous nous sommes gardé de révéler cette information au client.

« L'équipe d'Orbis, écrit M. Steele dans son ouvrage, avait acquis – et

Cohen se serait rendu à Prague pour rencontrer des représentants du Kremlin.

Une enquête du *Washington Post* a révélé qu'un autre contact de M. Danchenko, M. Charles Dolan junior, un cadre américain du secteur des relations publiques, était probablement à l'origine d'allégations selon lesquelles M. Trump aurait payé des prostituées pour uriner sur le lit dans lequel l'ancien président américain Barack Obama avait dormi lors d'une visite à Moscou. M. Dolan a travaillé pour la campagne présidentielle de M. William Clinton en 1992 et a conseillé M^{me} Clinton lors de sa candidature présidentielle infructueuse en 2008. Rien ne permet d'affirmer que lui ou M^{me} Galkina aient eu accès à des secrets majeurs du Kremlin. Défendant ses recherches, M. Danchenko nous explique que son devoir était de transmettre à M. Steele

toutes les informations recueillies, y compris celles qui ressemblaient à des ragots et des rumeurs.

M. Steele continue de faire parler de lui, notamment par le biais de récentes déclarations (non étayées), en février, selon lesquelles Jeffrey Epstein aurait été un espion russe. Malgré les difficultés financières et les problèmes de personnel auxquels sont confrontées Orbis et son autre société de conseil, Walsingham Partners, il a su conserver une image publique dynamique. Après tout, « pour réussir, il faut privilégier le style plutôt que le fond, a-t-il déclaré dans un discours à la Cambridge Union en octobre 2025. La façon dont on se présente est désormais plus importante que ce qu'on sait ». Une maxime dont il semble avoir fait un principe d'action.

VADIM NIKITIN.

(Traduit de l'anglais par Renaud Lambert.)

des espions

probable qu'un contrôle similaire s'applique aux étudiants admis, la formation étant réservée aux personnes de nationalité française.

La pensée opérationnelle s'enracine d'autant plus facilement que la transformation de l'université lui offre un terrain favorable. L'enseignement supérieur connaît aujourd'hui une « sécuritisation » croissante, avec la montée

en puissance de logiques de contrôle et de surveillance importées du monde de la sécurité (6). En France, les missions à l'étranger des chercheurs dépendent de l'avis des fonctionnaires de sécurité et de défense (FSD). Présents dans les universités et les laboratoires, les FSD évaluent les déplacements en zones dites « dangereuses », selon une interprétation très large de la menace (7). Au Royaume-Uni, les universités ont,

depuis 2015, l'obligation de prévenir la « radicalisation » en signalant tout comportement « suspect » à un référent qui peut décider de solliciter la police (8). La lutte contre les ingérences étrangères a encore renforcé cette tendance. En février dernier, le directeur du Security Service – équivalent britannique de la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) – a expliqué aux présidents d'université com-

ment signaler aux services de renseignement les cas d'ingérence sur leurs campus. Les étudiants issus de pays « ennemis », comme la Chine, sont particulièrement ciblés (9). En France, la DGSI a diffusé en juin 2024 un « flash ingérence » pour prévenir les lauréats de distinctions scientifiques sur les risques de captation et d'influence liés à leur notoriété (10). La communauté scientifique se mobilise régulièrement

contre la montée de l'« obsession sécuritaire », en dénonçant des atteintes à la liberté universitaire, comme en 2018, quand le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) a signé une convention avec la direction du renseignement militaire.

Pour préserver l'indépendance universitaire dans l'étude du renseignement, il est essentiel de renforcer une recherche qui analyse plutôt qu'elle ne légitime. Loin de se limiter aux services « secrets » et aux « espions », ce secteur du renseignement implique aujourd'hui un nombre croissant d'acteurs – police, douanes, services pénitentiaires – guidés par des logiques bureaucratiques et des intérêts parfois divergents, bien éloignés de l'image lissée qu'en donnent les formations universitaires.

HAGER BEN JAFFEL.

(6) Sylvain Laurens, « L'autonomie des sciences sociales en état d'urgence ? État des lieux de la situation française dix ans après le colloque "Droit d'enquêter" », *Sociologie et Sociétés*, vol. 52, n° 1, Montréal, printemps 2020.

(7) Nathalie Duclos, « Le fonctionnaire de sécurité et de défense, ou la recherche percutée par la problématique sécuritaire », *Critique internationale*, vol. 100, n° 3, Paris, 2023.

(8) Sally Weale, « Number of students flagged for extremist views rises by half », *The Guardian*, Londres, 5 juin 2024.

(9) « Intelligence agencies provide briefings on foreign interference », 9 février 2026, www.gov.uk; cf. aussi Richard Kerbjaj et Sian Griffiths, « Security services fear the march of Beijing's spies on universities », *The Times*, Londres, 26 octobre 2019.

(10) « Intérêts étrangers pour les chercheurs français lauréats de distinctions scientifiques », DGSI, Paris, juin 2024.

Abonnez-vous au Monde diplomatique



↑ Scannez ce QR code

1 AN à 65€

Le Monde diplomatique en version papier
+ le Web
+ l'application

www.monde-diplomatique.fr/abojournal

Aux confins de la Pologne et de l'Ukraine,

Depuis l'invasion russe, des millions d'Ukrainiens ont trouvé refuge en Pologne. Mais les relations entre les deux pays comportent leur part d'ombre. Leurs déchirements pendant la seconde guerre mondiale avaient contraint les autorités soviétiques et polonaises à procéder à un gigantesque échange de populations, réalisant de fait le rêve d'homogénéité ethnique des nationalistes qu'ils avaient combattus.

PAR CATHERINE GOUSSEFF *

SOLIDAIRES face à l'agression russe de l'Ukraine, Kiev et Varsovie n'ont pas soldé les contentieux mémoriels qui les opposent par ailleurs. Leur frontière commune traverse d'anciens confins d'empires dont la réalité multiculturelle a été mise à mal par l'émergence d'États-nations aspirant à une certaine uniformité ethnique, ce qui provoqua des déchirements dont le souvenir reste vif. À la fin du XVIII^e siècle, au cours des partages successifs, l'autocratie russe et la monarchie habsbourgeoise, pour l'essentiel, ont accaparé le territoire polono-lituanien (dit république des Deux Nations). Polonais et Ukrainiens continuent de cohabiter en Galicie (autrichienne) comme en Volhynie (région de l'Empire russe). Mais le poids des anciennes élites polonaises se faisait encore sentir, notamment dans les centres urbains, tandis que les Ukrainiens se concentraient en majorité dans les campagnes. Cette diversité socio-territoriale se prêtait mal aux projets nationaux fondés sur l'idéal d'homogénéité ethnique, qu'il s'agisse du rêve des Polonais de refonder leur État perdu ou du désir des Ukrainiens de créer le leur. La construction des États polonais et ukrainiens dans leur forme actuelle s'est donc faite, dans les années 1940, au prix de nettoyages ethniques, lesquels s'inscrivent dans un cycle de violences et de déplacements de populations en Europe qui débute avec le conflit mondial de 1914 pour se clore à la fin des années 1940.

Les rivalités ukraïno-polonaises s'expriment dès l'effondrement des empires à la fin de la première guerre mondiale. En novembre 1918, les soldats des légions polonaises affrontent les nationalistes ukrainiens lors de la bataille de Lwów (en polonais) / Lviv (en ukrainien). La République de Pologne et la République populaire d'Ukraine occidentale tout juste proclamées se disputent la souveraineté sur la Galicie orientale et les Carpates, qui appartenaient jusque-là à l'Empire austro-hongrois. Puis, à Versailles, les puissances alliées reconnaissent l'indépendance de la Pologne et débattent sur le tracé de ses limites à l'est. Lord George Curzon, le ministre des affaires étrangères britannique, invite à les concevoir dans le respect des majorités ethnodémographiques des territoires, mais l'émergence de la puissance soviétique fait pencher la balance en faveur d'une grande Pologne s'étendant sur toute l'Ukraine occidentale. Établie par le traité de Riga en mars 1921, à l'issue de la guerre polono-soviétique, la nouvelle frontière revient à faire de la Pologne l'héritière de l'ancienne Volhynie russe et du domaine galicien des Habsbourg, de Tarnopol (aujourd'hui Ternopil) à Cracovie. Ces régions abritant de nombreux Ukrainiens, leur part dans la population totale du pays en vient à s'élever à près de 20 %, soit cinq millions d'habitants.

Spirale de violences

PRESENTANT le risque de tensions dans les États d'Europe centrale et orientale nés de la fin des Empires austro-hongrois, russe et ottoman, aux peuplements enchevêtrés, les puissances victorieuses chargent la Société des Nations (SDN), créée en 1920, d'assurer la protection des minorités. L'État polonais, qui s'était

engagé à respecter les droits de tous, sera loin de tenir ses promesses.

Dans les confins orientaux du pays (les «Kresy»), les Ukrainiens font figure de citoyens de seconde zone. Le gouvernement privilégie les Polonais dans le système éducatif, l'administration et l'encadrement des entreprises régionales, tout en encourageant leur installation dans les zones rurales par une politique d'attribution de terres. En réaction est créée en 1929 l'Organisation des nationalistes ukrainiens



(OUN). Ce mouvement clandestin et fascisant multiplie les actions violentes, notamment contre le ministre de l'intérieur, assassiné en 1934. En retour, des campagnes dites de pacification sont lancées à l'encontre des villages ukrainiens, déchaînant une spirale de violences. Le pouvoir polonais, émanation de la majorité catholique, lance une vaste offensive antiothodoxe en 1938, durant laquelle près de deux cents édifices religieux sont détruits.

La seconde guerre mondiale éclate sur fond de relations interethniques déjà très dégradées. En septembre 1939, la Wehrmacht et l'Armée rouge occupent la Pologne, en vertu des protocoles additionnels secrets du pacte dit de non-agression, signé le 23 août 1939. Les Soviétiques prennent possession de la Volhynie et de la Galicie orientale, au nom de la «réunification des terres ukrainiennes». Durant les vingt et un mois que dure cette première soviétisation, les nouvelles autorités prennent pour cible prioritaire les anciens maîtres des lieux. Outre les 14 000 officiers de l'armée polonaise sommairement exécutés début mars 1940, aux côtés de plusieurs milliers de civils (le massacre dit de Katyń, longtemps nié par les Soviétiques et reconnu tardivement par Mikhaïl Gorbatchev), 400 000 personnes sont déportées dans les régions reculées d'URSS ainsi que, par dizaines de milliers, des réfugiés juifs ayant fui la Pologne centrale sous occupation allemande. Ces massacres et répressions, visant à étouffer dans l'œuf toute opposition à l'instauration du

pouvoir soviétique, sont suivis par l'installation de cadres administratifs et policiers venus d'Ukraine soviétique, et formés au mode de commandement stalinien.

Dans les régions bordant à l'ouest la nouvelle ligne de démarcation germano-soviétique, l'invasion allemande suscite un bref enthousiasme, notamment au sein de l'OUN et plus particulièrement, depuis la scission du mouvement en 1940, dans sa faction radicale, l'OUN-B. Son dirigeant, Stepan Bandera, alors en prison, est libéré par l'occupant nazi et jure fidélité à Adolf Hitler. Mais le 30, quand la Wehr-

macht s'empare de Lwów, Bandera et son adjoint Iaroslav Stetsko promulguent l'indépendance, ce qui entraîne leur arrestation par les Allemands. Interné au camp de Sachsenhausen, où il restera jusqu'en 1944, Bandera demeure l'autorité de référence de ses partisans, les *banderovtsy*, qui fondent à l'automne 1942 l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA). Son objectif : lutter contre les occupants et purger l'Ukraine de ses éléments allogènes, en vue de l'établissement d'un État indépendant et ethniquement «pur».

L'anéantissement des Juifs dans cette région a-t-il joué un rôle de précédent ? A-t-il servi de modèle aux troupes de l'UPA, qui ont cherché ensuite à l'appliquer aux Polonais de Volhynie ? La question reste posée. Parmi ces combattants, un certain nombre ont participé, dans des formations et bataillons sous autorité allemande, à l'extermination des Juifs de Volhynie et de Biélorussie avant de désertir, armes en main, pour rejoindre l'UPA. À partir de février 1943, quelques mois après l'achèvement des opérations anti-juives, des raids sont conduits dans les villages identifiés comme polonais. Qu'ils cherchent par la terreur à précipiter la fuite de ceux qu'ils assimilaient à des occupants ou qu'ils soient mus par une volonté de vengeance, les combattants de l'UPA perpétrent des massacres, précédés d'agressions particulièrement violentes. Au cours de l'hiver 1943, des bataillons polonais locaux, rejoints par des membres de la résistance intérieure (l'Armia Krajowa, AK, placée sous l'autorité du gouvernement en exil à Londres), répliquent de manière aussi sanglante. Les massacres des Polonais de Volhynie ont fait entre 40 000 et 60 000 victimes, auxquelles s'ajoutent par la suite celles des agressions antipolonaises en Galicie (entre 20 000 et 40 000). Du côté ukrainien, les évaluations oscillent entre 10 000 et 30 000 morts.

Transfert massif de populations

PLUS à l'ouest, dans les régions orientales de la Pologne actuelle, l'année 1943 s'ouvre également sous de sombres auspices. Les nazis lancent la première phase du *Generalplan Ost*. Il prévoit la création d'un espace de colonisation agricole germanique autour de la petite ville de Zamosć, à soixante-dix kilomètres au sud-est de Lublin. Pour le mener à bien, les forces d'occupation décident d'instrumentaliser les conflits entre les populations locales. Des dizaines de milliers de ruraux polonais sont expropriés par les nouvelles autorités, qui embrigadent leurs voisins ukrainiens, avec le projet d'installer nombre d'entre eux en bordure de cette zone, de façon à se prémunir d'attaques des bataillons formés par les expropriés

– lesquels se manifestent d'ailleurs rapidement. Le *Generalplan Ost*, abandonné vers la fin de l'année, n'a d'autre effet que d'aviver les haines réciproques.

Lorsqu'elle fait son retour en Volhynie en février-mars 1944, avant d'atteindre à l'été Lublin, où elle établit son quartier général, l'Armée rouge ne peut que constater le climat de haine ethnographique qui règne dans toutes ces régions. Dans son sillage, une équipe de dirigeants polonais, regroupés à Moscou pendant la guerre, constitue, avec l'appui des Soviétiques, un Comité de libération nationale (PKWN), le «comité de Lublin». Les nouvelles autorités signent des accords avec les trois républiques soviétiques d'Ukraine, de Biélorussie et de Lituanie, qui énoncent le droit des Polonais et des Juifs polonais résidents de ces territoires à être transférés dans leur patrie. Ils invitent parallèlement les minorités lituanienne, biélorusse et ukrainienne installées en Pologne à rejoindre leur nation tutélaire, les États signataires s'engageant, chacun, à prendre en charge l'organisation du déplacement de leur minorité respective et assurer la relocalisation des déplacés à leur arrivée. La nouvelle frontière n'est pas évoquée, mais la priorité pour les Soviétiques, à présent parvenus à l'ancienne ligne de démarcation germano-soviétique de 1939, est de confirmer celle-ci comme limite orientale de la Pologne. Pour l'imposer sur le terrain, Moscou décide d'organiser une vaste opération de déplacement de populations.

Cette décision n'a, dans son principe, rien de spécifique. En dépit des discours communistes officiels des années 1930 contre les «nationalismes bourgeois» et malgré le caractère multinational de l'URSS, les Soviétiques partagent avec les Alliés la conviction que seule la disparition des minorités demeurant à l'intérieur des États-nations pourrait assurer une paix durable. Mais, entre l'Ukraine et la Pologne, cette entreprise va prendre des proportions inédites : plus d'un million de Polonais vivent en Ukraine occidentale et 700 000 Ukrainiens en Pologne orientale. Après la Shoah et les épurations

La face obscure du pari ukrainien

D'ABORD il fallait défendre l'Ukraine agressée par la Russie. L'armer, la financer par centaines de milliards d'euros. L'appuyer en lui ouvrant les portes de l'Union européenne. Accélérer son accession afin d'éviter que la Russie ne tente à nouveau de l'attaquer. Nul n'ignorait que l'élargissement se paierait d'une implosion de la politique agricole commune (PAC) et d'un dumping salarial excédant ce que l'Europe avait déjà vécu avec la Pologne ou la Roumanie. Mais les dirigeants de l'Union, et les médias à l'unisson, promettaient que cette intégration crédibiliserait la politique de défense européenne contre la Russie en apportant aux États membres une expérience militaire et une base industrielle plus rassurante qu'un «parapluie américain» dont l'ouverture paraît aujourd'hui trop tributaire des humeurs changeantes du locataire de la Maison Blanche.

Selon *The Economist* (1), pourtant fervent partisan de Kiev, une raison encore plus impérieuse d'élargir l'Union aiguillonne désormais chefs d'État et de gouvernement européens : «S'il est risqué d'accueillir l'Ukraine, il est plus dangereux de la laisser dehors». L'hebdomadaire britannique résume ainsi des conversations en «off» tenues à Bruxelles : «Quand la guerre avec la Russie s'achèvera, l'Ukraine comptera des centaines de milliers d'anciens soldats endurcis par les combats. Si l'Union la rejette, rien ne garantit que des factions puissantes ne se détourneront pas de l'Occident. Au nombre des dangers cités, une Ukraine emportée par des conflits internes, des combats pour s'approprier ses ressources, un rapprochement avec la Russie.» Que le pays armé et financé depuis quatre ans pour porter «nos valeurs» face à un «maître du Kremlin» puisse demain se métamorphoser en avant-garde prorusse hostile au Vieux Continent marquerait assurément un nouveau triomphe du génie stratégique de Bruxelles. Il interviendrait après des sanctions énergétiques totales administrées qui ont anémié l'industrie allemande, et le mol acquiescement aux tocados proche-orientales de M. Donald Trump par crainte qu'il ne se venge en «lâchant» l'Ukraine.

Mais il en faut plus pour décourager l'Europe... Afin de continuer à équiper Kiev de matériel américain, l'Union a accepté un mécanisme humiliant : désormais Washington

ne livre plus à l'Ukraine que des armes que les Européens lui ont préalablement achetées – et à condition qu'il en reste assez au Pentagone pour bombarder l'Iran, remplir les arsenaux d'Israël et protéger leurs alliés régionaux communs au Proche-Orient, comme l'Arabie saoudite, le Qatar et les Émirats arabes unis. Concrètement, les Européens versent de l'argent à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), à charge pour celle-ci d'acquiescer auprès des États-Unis les armements qu'elle offre à l'Ukraine.

Avec M. Trump à la Maison Blanche, ce genre de circuit indirect favorise des fuites en ligne. Selon le *Washington Post*, une partie des 5,5 milliards de dollars alloués à l'OTAN par les alliés de Kiev aurait servi non pas à l'armée ukrainienne, mais à... réapprovisionner les arsenaux américains (2). La guerre d'Iran, explique le Pentagone, nous contraint à reconstituer nos stocks de munitions, de radars et de missiles autrefois offerts au gouvernement de M. Volodymyr Zelensky par l'administration Biden. Dépités que les États-Unis se payent directement sur la bête (ukrainienne) grâce à des fonds européens, Kiev et Bruxelles disposent toutefois d'une carte à jouer. Elle a le visage de M. Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN et champion incontesté de la flagornerie vis-à-vis de M. Trump. Lors d'un sommet de l'Alliance atlantique en juin 2025, le président des États-Unis, premier du genre à n'avoir pas de chien à la Maison Blanche depuis la seconde guerre mondiale, a paru attendri par les débordements d'affection de M. Rutte (*love bombing* en anglais), notamment quand celui-ci l'a appelé «papa».

Le prochain sommet de l'OTAN, prévu en juillet à Ankara, devrait offrir à son secrétaire général l'occasion de se rouler aux pieds du président américain afin qu'il exerce davantage sa suzeraineté au bénéfice de la cause ukrainienne.

SERGE HALIMI ET PIERRE RIMBERT.

(1) «To fight Russia, Europe needs Ukraine», *The Economist*, Londres, 2 mai 2026.
(2) Noah Robertson et Ellen Francis, «As Iran war hits US weapons stocks, allies fear impact on Ukraine», *The Washington Post*, 12 mai 2026.



QUÊTE DE FRONTIÈRES

l'ombre des minorités effacées

ethniques, ce transfert massif de populations met un point final à la réalité multiculturelle de la région, selon des modalités toutefois bien moins meurtrières.

Les transferts commencent alors que la guerre fait toujours rage. Joseph Staline veut hâter le processus, comptant sur la conquête par l'Armée rouge des anciens territoires germaniques de l'Ouest (jusqu'à l'Oder) pour y conduire à terme les déplacés polonais d'Ukraine occidentale. Bien que prosoviétiques, les dirigeants polonais du comité de Lublin cherchent à imposer de stricts quotas d'accueil, inférieurs à ceux demandés par Moscou. Ils sont involontairement soutenus par l'AK, dont la propagande cherche à dissuader les Polonais de partir, escomptant que les alliés occidentaux rétabliront les frontières de la Pologne d'avant-guerre. Mais, sous la pression des opérations du Commissariat du peuple aux affaires intérieures (NKVD, police politique), notamment à Lviv, les enregistrements au départ se multiplient début 1945. Les répressions orchestrées lors de la soviétisation des territoires en 1939-1941 ont laissé de mauvais souvenirs. Pour nombre de Polonais d'Ukraine occidentale et les quelques dizaines de milliers de survivants de la Shoah, mieux vaut quitter les lieux que risquer la déportation dans les périphéries orientales de l'URSS.

Contrairement aux Polonais d'Ukraine occidentale, les Ukrainiens de Pologne accueillent avec soulagement l'arrivée des Soviétiques. Le départ des nazis les expose aux attaques redoublées de leurs voisins polonais. La propagande soviétique en faveur des «retours» dans la patrie ukrainienne, loin des haines de voisinage, est reçue avec espoir : près de 100 000 Ukrainiens se préparent à l'aventure fin 1944. À l'arrivée, la déception est immense : les régions centrales et orientales d'Ukraine, où ils s'installent avec leurs cheptels et leurs outils, sont dévastées par la guerre ; la paysannerie locale, marquée par la collectivisation des campagnes et la grande famine de 1932-1933, les assimile même à des «koulaks» et des «polaks». Cette première transplantation échoue totalement. Nombre de déplacés parviennent à retourner en Pologne, où leurs récits agissent comme repoussoir contre les transferts, au moins aussi efficacement que la propagande des *banderovtsy*, qui cherchent à retenir leurs «compatriotes» sur place pour édifier une grande Ukraine, mais sans les Soviétiques.

Après la fin de la guerre, les échanges de populations se poursuivent, mais selon des scénarios inversés pour les Polonais et les Ukrainiens. D'un côté, l'acquisition par la Pologne des terres

allemandes de Silésie et Poméranie offre une perspective concrète et alléchante d'installation dans des régions peu touchées par les destructions et réputées riches. Il s'agit désormais de les «poloniser», tout en procédant à l'expulsion de la population allemande, elle aussi appelée à «rentrer» dans sa patrie. À partir de la fin juin 1945, les départs des Polonais d'Ukraine occidentale prennent de l'ampleur. En dépit de violences locales, la dynamique demeure volontaire et forte jusqu'à la fin des opérations à l'été 1946, date à laquelle plus de 90 % des minoritaires (soit plus de 800 000 personnes selon un premier décompte, ou 1,2 million selon un bilan ultérieur effectué par les organes de sécurité soviétiques en 1947) ont quitté l'Ukraine.

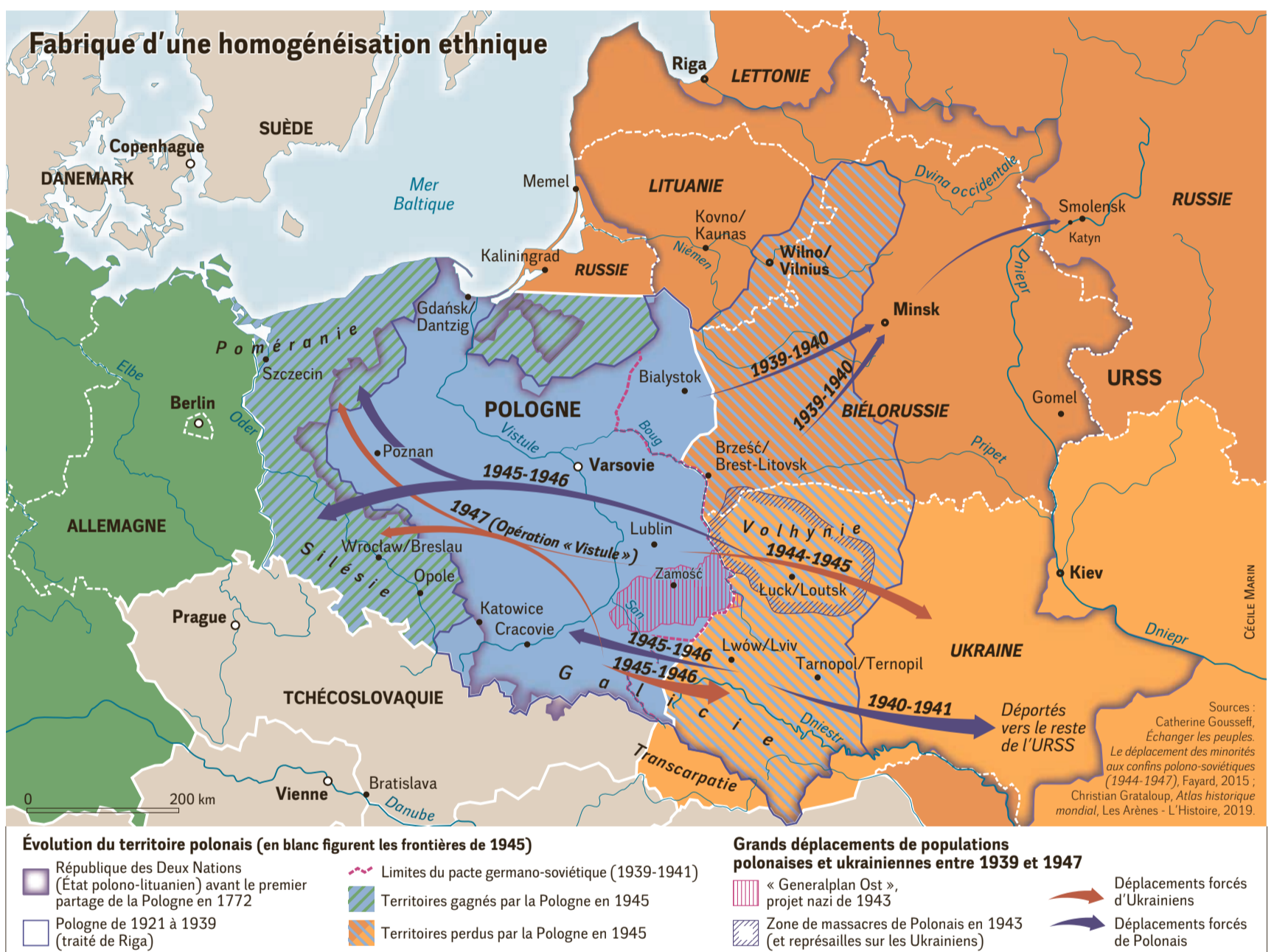
La minorité ukrainienne de Pologne se trouve quant à elle soumise à des pressions redoublées. L'expulsion massive des Allemands hors des nouvelles régions occidentales de Pologne a renforcé la dimension ethnographique de la refondation du pays, alors que se posaient les bases du régime communiste. À partir de l'automne, des troupes polonaises prêtent main-forte aux fonctionnaires ukrainiens dépêchés en Pologne pour tenter de convaincre leurs «compatriotes» de prendre la route de l'Est. Les tensions atteignent leur paroxysme au printemps 1946. La multiplication des actions de sabotage de voies ferrées, de lignes de communication, les exploitations agricoles incendiées par des paysans ukrainiens, les embuscades menées par les troupes de l'UPA, tout contribue

à mettre les territoires à feu et à sang et à transformer les départs en expulsions. En juillet 1946, avec 500 000 Ukrainiens transférés depuis la Pologne vers l'URSS, les autorités ukrainiennes estiment que les opérations sont achevées avec succès.

Ce bilan ne met pourtant pas fin aux déplacements forcés des Ukrainiens. Quelques mois plus tard, en mars 1947, l'armée polonaise intervient dans les régions frontalières sous prétexte de l'assassinat d'un de ses officiers par l'UPA. Elle y déloge brutalement les foyers ukrainiens, incendie leurs villages et leurs églises. Dans les territoires nouvellement acquis par la Pologne, où ils sont transférés, ces Ukrainiens font face à l'injonction de s'assimiler à la majorité environnante. Ainsi, 140 000 personnes

sont expulsées vers la Poméranie et la Silésie, plusieurs milliers d'autres arrêtées et détenues dans des camps. Cette intervention, dénommée opération «Vistule» (*operacja Wisła*), répond, comme l'attestent les archives, à un plan méticuleusement préparé, dont l'objectif parfaitement atteint était de disperser, et ainsi faire disparaître, les derniers représentants de la minorité historique ukrainienne dans les régions orientales de Pologne. La création de la nouvelle frontière polono-soviétique de 1945 (aujourd'hui frontière de l'Union européenne avec l'Ukraine indépendante) aura été ainsi marquée, à partir de la fin des années 1930, par une succession ininterrompue d'agressions menées par les États à l'encontre des peuples, mais aussi entre les peuples eux-mêmes.

CATHERINE GOUSSEFF.



Des fouilles en terrain miné

Àu nom de l'amitié polono-soviétique, les régimes communistes d'après-guerre ont longtemps préféré laisser dans l'ombre les nettoyages ethniques ayant fait disparaître les minorités polonaise et ukrainienne qui vivaient de part et d'autre de leur frontière commune. Cette histoire resurgit au début des années 1990, preuve que la mémoire collective a gardé trace de cette violence. Au cours des trois décennies suivantes, son récit fluctue au gré des reconfigurations politiques que connaissent les deux pays.

Après la chute du régime communiste en Pologne, le nouveau Sénat condamne, le 3 août 1990, l'opération «Vistule» de 1947 à l'encontre des Ukrainiens. Ces derniers avaient été expulsés des abords de la frontière orientale pour être autoritairement réinstallés dans les anciens territoires germaniques attribués à la Pologne après-guerre (*lire l'article ci-dessus*). La Chambre haute recommande que «les torts causés par cette opération soient réparés, dans la mesure du possible». Plusieurs déclarations présidentielles ponctuent ensuite les commémorations. Ainsi celle du président Aleksander Kwaśniewski en 2002, ou encore celle de son successeur Lech Kaczyński lors du soixantième anniversaire de l'opération «Vistule» en 2007, qui a donné lieu à une déclaration conjointe avec son homologue ukrainien Viktor Iouchtchenko, dénonçant un acte contraire aux droits humains fondamentaux dont la responsabilité incomberait au «régime totalitaire communiste». Si certaines voix s'élèvent en Ukraine pour parler d'ethnocide, la thèse

défendue par l'historien polonais Grzegorz Motyka fait largement consensus. Selon ce spécialiste des conflits ukraino-polonais, l'opération «Vistule» n'était pas «nécessaire» pour neutraliser la guérilla nationaliste ukrainienne et ne justifiait pas l'expulsion violente des ruraux ukrainiens des terres où ils étaient implantés depuis des siècles (1).

Une insupportable provocation pour Varsovie

La question des massacres de Volhynie en 1943 émerge plus tardivement. Au début des années 2000, alors qu'est publié en Pologne le premier ouvrage sur le «génocide» des Polonais de Volhynie (2), l'atmosphère est encore à la «réconciliation» et à la condamnation des «tragiques événements», ainsi qu'il ressort de la déclaration conjointe des deux chefs d'État lors d'une cérémonie commémorative en Volhynie en 2003. Contrairement à l'opération «Vistule», qui implique directement un État (la Pologne), les attaques de 1943 sont imputables à l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), de sorte que le président ukrainien Leonid Kouchma est en droit de s'en tenir à des regrets.

Les relations entre les deux États se tendent à la fin des années 2000. La décision du président Iouchtchenko d'attribuer le titre de héros national à Stepan Bandera, dont l'organisation a décimé les Polo-

nais de Volhynie en 1943 (*lire l'article ci-dessus*), est reçue comme une insupportable provocation à Varsovie. Cette consécration du leader nationaliste suscite bien des polémiques au sein de la société ukrainienne elle-même, en particulier dans le centre et l'est du pays, où une majorité de la population n'adhère pas au nouveau récit national.

L'évolution politique des années 2010 polarise encore davantage ce conflit mémoriel. En 2014, le mouvement de protestation contre le président Viktor Ianoukovitch (dit Euromaïdan), bientôt suivi par l'annexion russe de la Crimée et le soulèvement contre le gouvernement de Kiev des indépendantistes des régions du Donbass et de Lougansk soutenus par la Russie, contribue à affermir la popularité de Bandera, perçu comme une figure du combat pour la souveraineté du pays. En Pologne, la victoire du parti conservateur Droit et justice (PiS) aux élections législatives de 2015 tend à durcir la position de Varsovie. Une résolution du Parlement qualifie les massacres de Polonais de Volhynie de génocide en juillet 2016. La sortie, cette même année, du film *Wohyni* (Volhynie), de Wojciech Smarzowski, popularise cette séquence macabre. À partir de 2017, le président Andrzej Duda exige l'exhumation et l'identification des victimes et réclame la création de nécropoles.

L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en 2022 suspend un temps ces polémiques, Varsovie se rangeant alors totalement aux côtés de Kiev.

Mais, une fois passé l'élan de solidarité avec les réfugiés ukrainiens, et en dépit de l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement libéral en décembre 2023, les représentants polonais repassent à l'offensive sur le dossier volhynien. Varsovie obtient gain de cause en janvier 2025, lors de la rencontre entre le premier ministre Donald Tusk et le président ukrainien Volodymyr Zelensky. Un premier chantier de fouille a ouvert dans le village de Pujnyk, en Galicie orientale. Est-ce l'aboutissement d'un contentieux qui n'a cessé d'enfler au cours de la dernière décennie ? Quelques jours après la proclamation de la victoire du très conservateur Karol Nawrocki (PiS) à l'élection présidentielle, le Parlement a décrété que la journée du souvenir des victimes des massacres de Volhynie, le 11 juillet, deviendrait un jour férié. Les commémorations, qui se multiplient dans toutes les régions de Pologne, pourraient attiser les ressentiments à l'heure où l'extrême droite dénonce une «ukrainisation» du pays, en visant ceux et celles qui furent si démonstrativement accueillis en 2022. En attendant, la terre d'Ukraine est remuée en tous sens, pour enterrer quotidiennement les morts au front et sous les bombes, et déterrer les dépouilles d'un passé enténébré.

C. G.

(1) Grzegorz Motyka, *From the Volhynian Massacre to Operation Vistula. The Polish-Ukrainian Conflict 1943-1947*, Brill/Schöningh, Paderborn, 2023.

(2) Władysław Siemaszko et Ewa Siemaszko, *Ludobójstwo dokonane przez nacjonalistów ukraińskich na ludność polską Wołynia 1939-1945*, von Borowiecky, Varsovie, 2000.

Cet encart d'information est mis à disposition gratuitement au titre de l'article L. 541-10-18 du code de l'environnement.
Cet encart est élaboré par CITEO.

PAUL TOIMEM

LÉA CANETTE

LE RAMASSEUR

SA CANETTE

SON COMBAT



**ON NE
LÂCHE
RIEN!**

Ramasser

ses déchets : un rôle

que chacun peut jouer.

SEULS LES EMBALLAGES ET PAPIERS VONT DANS LES BACS DE TRI

GIORGIA MELONI, JAVIER MILEI, DONALD TRUMP...

L'authenticité, vertu politique ?

L'histoire a si étroitement associé politique et politesse – du moins en apparence – que la grossièreté tient désormais lieu de transgression. Un nouveau style de dirigeant émerge, fait de menaces, d'insultes, de tronçonneuses. Ses adeptes se veulent « authentiques » face à l'establishment. Mais leur réponse au discrédit de la politique institutionnelle contribue à l'aggraver.

PAR GUILLAUME ORIGNAC
ET DANIEL ZAMORA *

ALORS qu'il participait à l'émission de télé-réalité *The Apprentice*, dans laquelle il embauchait et licenciat des aspirants entrepreneurs, M. Donald Trump s'est vanté d'avoir été qualifié de « meilleur acteur de télévision ». Toutefois, avait précisé le milliardaire, « je ne joue pas. Je suis juste moi-même ». Une remarque qui trahit les ambivalences d'un genre mêlant drame scripté et enregistrement de réactions authentiques. En un sens, le comportement de M. Trump se révélait à la fois en accord et en décalage avec les codes de l'émission. En accord, parce que le futur président apportait à la télévision un ensemble d'attributs déjà associés à son image publique : celle d'un homme d'affaires naviguant entre séduction et intimidation psychologique. En décalage, toutefois, tant son tempérament indocile l'amenait à dévier régulièrement du script construit par les producteurs autour de son personnage – jusqu'à prendre le contrôle du récit.

Le succès de *The Apprentice* propulsa la figure de M. Trump des tabloïds vers les grands médias. La série le présentait comme un entrepreneur infailible, réputation qui alimentera le soutien populaire inattendu dont il bénéficiera lors des primaires républicaines de 2016(1). « Ne pas jouer », pour reprendre ses termes, lui aura ainsi permis de se distinguer des candidats traditionnels, perçus comme

de simples interprètes d'un rôle écrit par d'autres. Comme l'a observé l'historien conservateur Victor Davis Hanson pendant la campagne, bien que M. Trump fût « rebutant et vulgaire », son « authenticité grossière » lui a permis d'éclipser des adversaires trop conventionnels(2). En étant « lui-même », il a pu transcender la contrainte traditionnelle à laquelle les politiciens font face : paraître fidèles à leurs convictions tout en étant tenus de jouer un rôle public et d'afficher une allure présidentielle.

Depuis Jean-Jacques Rousseau au moins, cette tension entre théâtralité et politique a été célébrée ou condamnée. Le philosophe s'était notablement opposé à l'ouverture d'un théâtre à Genève, au motif que cet art tend à satisfaire notre désir de vivre en dehors de nous-mêmes. Le comédien, notait-il dans sa *Lettre à d'Alembert* de 1758, maîtrise l'« art de se contrefaire », conduite néfaste à la politique car elle encourage les citoyens à tromper et à dissimuler leur vraie nature. Autrement dit, elle crée le danger de la théâtralisation de la démocratie plutôt qu'elle ne favorise la délibération collective, dont le modèle est l'assemblée et non le théâtre.

« Des gens comme vous et moi »

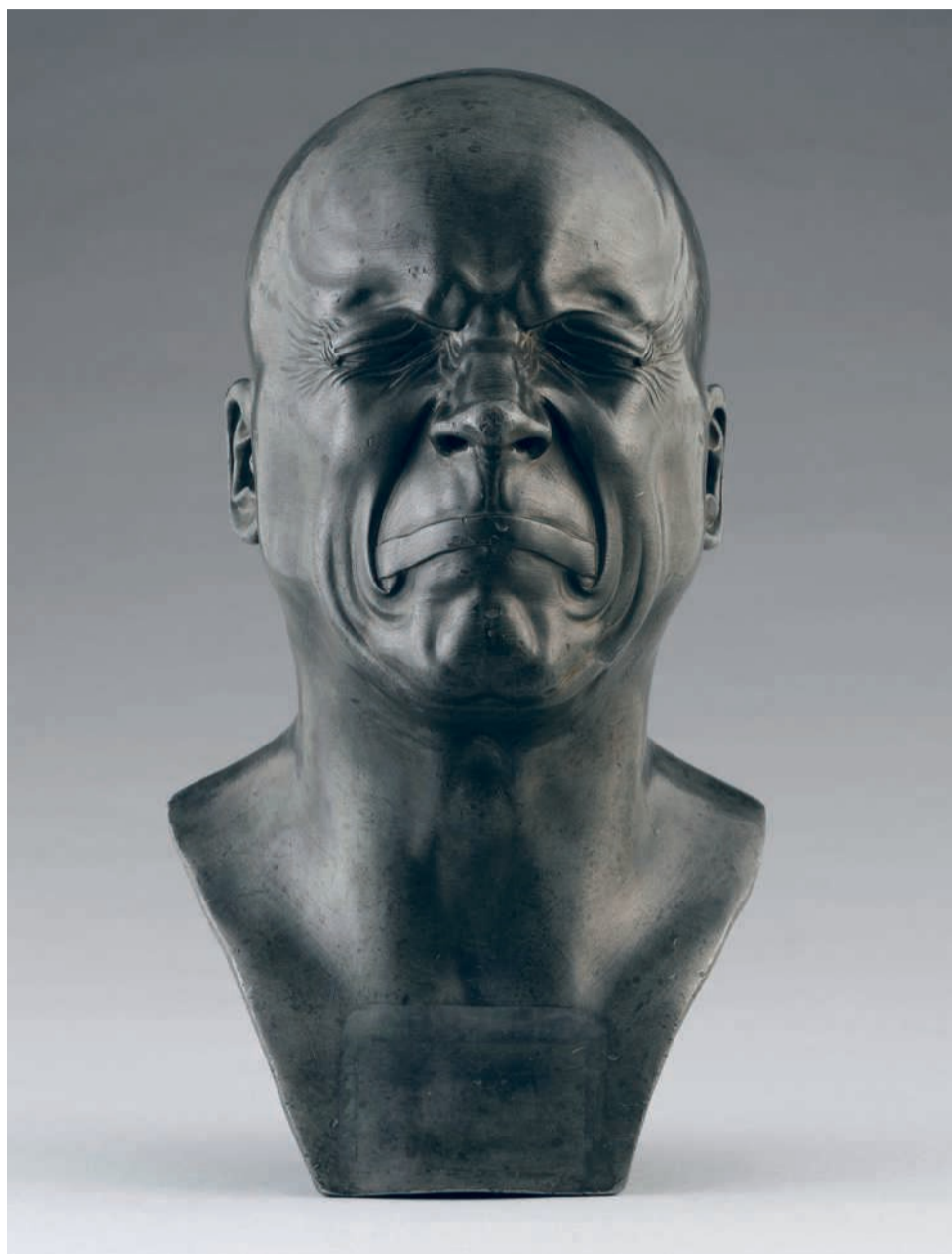
UNE autre forme de présence publique était possible, arguait Rousseau : celle de l'orateur. Quand ce dernier paraît en public, « c'est pour parler et non pour se donner en spectacle : il ne représente que lui-même, il ne fait que son propre rôle, ne parle qu'en son propre nom, ne dit ou ne doit dire que ce qu'il pense ; l'homme et le personnage étant le même être, il est à sa place »(3). Ainsi l'authenticité de l'orateur qui reste fidèle à lui-même s'oppose-t-elle à la tromperie et à la trahison dont le comédien fait profession.

Avec la fin de l'Ancien Régime et la constitution progressive de la démocratie représentative, l'établissement d'une distinction claire entre la personne publique et la personne privée du politicien devint un pilier de la politique moderne. Au début du xx^e siècle, le sociologue Max Weber saisit cette tension en opposant éthique de la conviction et éthique de la responsabilité. Les politiciens sont, selon Weber, tenus de manifester un « dévouement passionné à une cause » tout en maintenant, à l'instar de l'acteur, un « détachement de soi-même »(4). Une fois le candidat élu, cette contradiction s'intensifie, le mandat impliquant de se conformer aux scripts et artifices que réclame la charge. En d'autres termes, le politique lie étroitement art de gouverner et art de la mise en scène.

Contre Rousseau, donc, le politicien moderne tend à se faire acteur afin d'occuper sa fonction. Dans les années 1970, le sociologue américain Richard Sennett discerne même une affinité profonde entre vie publique et théâtralité. Une vie civique robuste, explique-t-il dans *Les Tyrannies de l'intimité*, exige l'accès à des registres du jeu permet-

tant aussi bien aux citoyens qu'au personnel politique de porter des masques et de se mettre en scène au-delà de la sphère intime. La « théâtralité », conclut Sennett, entretient à la fois une relation « antagoniste avec l'intimité » et une relation, à l'inverse, « positive avec une forte vie publique »(5). Le rejet rousseauiste de l'acteur ne disparaît pas pour autant. Sennett observe une conception introspective du soi commencer à ronger l'espace public au cours du xx^e siècle. L'« obsession moderne pour l'authenticité », note-t-il, sape la capacité des citoyens à investir dans des « images extérieures de soi » pourtant nécessaires à la vie civique. Ce qu'il appelle l'« idéologie de l'intimité » substitue le jugement de la personnalité des candidats aux convictions idéologiques.

La dynamique devint visible à travers l'évolution, au cours de la même période, des attributs prêtés au « bon politicien ». Comme l'a observé l'Américaine Erica J. Seifert, les politiciens doivent satisfaire des exigences croissantes d'authenticité(6). Aux États-Unis, l'importance que donnera James Carter à l'honnêteté et à la transparence après l'effondrement de la confiance publique provoqué par le scandale du Watergate représenta une étape décisive de ce glissement. Faisant campagne en tant qu'« antipoliticien » « contre l'« establishment » washingtonien » – pour reprendre les termes du *New York Times* (5 août 1979) –, Carter misait moins sur un programme politique que sur la mise en scène de sa personnalité. Un homme du terroir, faisant appel à « des gens comme vous et moi ». Après que la présidence paranoïaque de Richard Nixon avait installé l'image d'une Maison Blanche se rapprochant d'un « bunker de secrets », la fétichisation de sa probité privée pouvait apparaître séduisante.



FRANZ-XAVER MESSERSCHMIDT. – De la série « Tête de caractère », 1770-1783

Dans la décennie suivante, ces exigences d'authenticité s'amplifièrent à mesure que le rapport des Américains à la politique se transformait avec la diffusion de la télévision et le déclin des partis politiques. Comme le souligne Seifert, « ils devinrent moins enclins à s'affilier à des partis politiques, plus portés à évaluer les candidats sur la base de leurs qualités personnelles, et peu disposés à se dissocier personnellement, émotionnellement et culturellement de leurs choix politiques ». En d'autres termes, moins les citoyens s'organisent au sein d'organisations politiques structurées – phénomène que l'on désigne sous l'expression « désintermédiation de la politique » –, plus ils valorisent le refus du masque sur la scène publique. Depuis les années 1990 et 2000, de telles attentes deviennent monnaie courante, surtout lorsque les réseaux sociaux comblent le vide laissé par le recul des organisations de masse, brouillant les frontières traditionnelles entre privé et public des deux côtés de l'échiquier politique.

Sennett n'avait cependant pas anticipé que le déclin des formes collectives d'affiliation politique ne conduirait pas à la dépolitisation. Au contraire, en l'absence de cadres institutionnels stables pour constituer les identités politiques, la politisation du privé s'intensifie précisément parce qu'elle n'a nulle part ailleurs où s'ancrer. La désintermédiation n'a pas dissous la politique dans la vie privée, elle a fait de la vie privée le support des jugements politiques, comme l'a montré le politiste Anton Jäger(7).

L'effondrement de la confiance dans les institutions représentatives durant cette période va cependant encourager une autre impulsion : à l'attente de conformité à certains modèles de « normalité » (confessions calculées sur sa vie personnelle, sorties en transports en commun, mise en scène d'un quotidien ordinaire...) se substitue l'injonction d'exprimer publiquement une intériorité hostile aux normes et aux rôles sociaux le plus souvent prescrits.

Cette transformation de l'authenticité, passant d'un mode existentiel, fondé sur le style de vie, à un mode expressif, appuyé par le tempérament, a ainsi reconfiguré

les régimes d'expression politique. Elle peut en partie expliquer le succès de figures telles que MM. Trump, Boris Johnson, Javier Milei ou M^{me} Giorgia Meloni. Moins nous faisons confiance aux institutions et aux partis, plus nous attendons des hommes politiques qu'ils se montrent fidèles à eux-mêmes plutôt qu'à la fonction qu'ils occupent.

Le refus du masque sur la scène publique abolit en apparence, à l'instar de l'orateur rousseauiste, la distance entre le représentant et le représenté, faisant du premier le miroir émotionnel du second. C'est précisément cette figure qu'incarne M. Trump. Par l'usage systématique du sarcasme et de l'insulte, il présente une personnalité qui paraît authentique, affranchie des conventions du discours politique classique, puisant dans les ressorts du stand-up américain(8). Sa transgression des codes fonctionne comme un liant avec l'électorat, démontrant qu'il n'appartient pas à l'establishment – quand bien même il en est issu.

Acteurs sans art

DOTÉ d'une extraordinaire plasticité idéologique face à la crise de la représentation politique, le recours à l'authenticité reste cependant une solution délicate. Sa mise en scène ne réussit qu'à travers une forme de jeu très contrôlée. Pour les dirigeants contemporains, c'est une version publique d'eux-mêmes taillée sur mesure – à la manière d'un humoriste de stand-up donnant l'illusion d'être hors script.

La performance de l'authenticité en politique dissout ainsi la distinction rousseauiste entre l'acteur et l'orateur, transformant l'orateur en une nouvelle sorte d'acteur. Ce qui revient à dire que les sorties impulsives de M. Trump, la rage performative de M. Milei, les grimaces appuyées de M^{me} Meloni ne s'écartent pas de la communication politique, elles en forment la nouvelle grammaire. Le paradoxe rhétorique de l'espace public contemporain tient donc à ce que, dans une société théâtralisée mais privée de ses indications scéniques et de son répertoire – ce que Sennett appelait « des acteurs sans art » –, le

Si M. Trump personifie aujourd'hui l'authenticité transgressive, il n'en est pas l'inventeur. C'est dans le laboratoire politique italien qu'elle a d'abord émergé, avec la montée de M. Giuseppe (« Beppe ») Grillo. Humoriste reconverti en agitateur politique, M. Grillo réussit, à travers un parcours personnel singulier, à transférer les codes de l'humour vers le champ politique. Exclu des télévisions italiennes à la fin des années 1980 après une série de provocations visant le Parti socialiste de Bettino Craxi, il a transformé ses spectacles en *comizi* (réunions politiques), puis son blog en plate-forme de mobilisation, avant de fonder en 2009 le Mouvement 5 étoiles(9). Sa transition de la scène humoristique à la politique ne fut pas une rupture mais une continuité, marquée par le registre émotionnel de l'indignation, le rejet de la médiation institutionnelle et l'adresse directe au peuple-public.

Habilement ajusté à la double exigence d'informalité et de désintermédiation politique, le modèle a essaimé à travers le monde. Au Brésil, M. Jair Bolsonaro a cultivé un style provocateur, recourant à des blagues machistes et à des excès verbaux délibérés pour mettre en scène sa distance à l'égard de la classe politique traditionnelle. En Argentine, M. Milei pousse la logique encore plus loin, apparaissant à la télévision en criant et en brandissant une tronçonneuse, dans des performances où la théâtralité de la colère fonctionne comme un certificat d'authenticité dans un environnement politique paralysé.

PHOTOGRAPHIE : RENÉ-GABRIEL OJEDA - RYIN GRAND PALAIS

Une telle attitude répond avant tout à des problèmes structurels auxquels les acteurs politiques se trouvent confrontés dans ce paysage désintermédié. Elle permet en premier lieu de fixer la représentation du « peuple » dans une société atomisée : devant l'absence d'identités collectives stables, l'identification émotionnelle partagée – le rire, l'indignation, la transgression jubilatoire – agrège les composantes d'un électorat hétérogène. Elle offre également un moyen de surmonter la défiance à l'égard des élites et des institutions : par ses outrances, le leader authentique affiche sa distance vis-à-vis d'un jeu discrédité. Elle répond enfin au besoin de flexibilité rhétorique et idéologique qu'appelle la satisfaction d'un électorat composite. Parce que cette forme de légitimité s'appuie sur l'intensité émotionnelle plutôt que sur la cohérence programmatique, elle permet aux politiciens de s'affranchir de la contrainte de non-contradiction qui pesait jadis sur le discours politique classique.

plus mauvais en apparence semble le plus authentique. La maladresse, les fautes de langage et les gestes gauches deviennent autant de signes d'un refus de la mise en scène – peut-être la forme la plus raffinée du théâtre.

(1) Kim Eunji et Patterson Shawn, « The American viewer : Political consequences of entertainment media », *American Political Science Review*, Cambridge University Press, vol. 119, n° 2, mai 2025.

(2) Victor Davis Hanson, *The Case for Trump*, Basic Books, New York, 2024.

(3) Jean-Jacques Rousseau, *Lettre à d'Alembert sur les spectacles*, 1758.

(4) Max Weber, *Le Savant et le Politique*, 10/18, Paris, 1963 (1^{re} éd. en allemand : 1919).

(5) Richard Sennett, *Les Tyrannies de l'intimité*, Seuil, Paris, 1979.

(6) Erica J. Seifert, *The Politics of Authenticity in Presidential Campaigns, 1976-2008*, McFarland & Company, Jefferson, 2012.

(7) Anton Jäger, *Hyperpolitics*, Verso, Londres, 2026.

(8) Lire Guillaume Orignac, « Donald Trump, seul en scène », *Le Monde diplomatique*, juillet 2025.

(9) Lire Raffaele Laudani, « Encore un homme providentiel pour l'Italie », *Le Monde diplomatique*, septembre 2012.

* Respectivement journaliste et réalisateur, et professeur de sociologie à l'Université libre de Bruxelles.

APRÈS FREUD, CAMUS, DE GAULLE, UNE NOUVELLE BIOGRAPHIE

Michel Onfray : « Proudhon

Les grands personnages de l'histoire politique ou littéraire offrent parfois l'occasion à leurs biographes de prendre la pose. D'inspecter leur modèle, d'asséner leurs leçons. De sélectionner les références et les faits qui favorisent leurs extrapolations. Michel Onfray vient ainsi de jeter son grappin sur un grand nom du socialisme français, Pierre-Joseph Proudhon.

PAR EDWARD CASTLETON *

AYANT passé près de vingt ans dans les archives de la bibliothèque municipale de Besançon, ville natale de Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865), à transcrire des milliers de feuillets de ses manuscrits inédits, j'ai appris avec inquiétude l'arrivée du nouveau livre de Michel Onfray, *L'Anarchie positive. Du bon usage de Proudhon*(1). Car voici un essayiste français qui publie en moyenne trois ouvrages par an, plus de cent quarante depuis 1989, sans compter ceux qu'il a préfacés ou postfacés. Autant dire que ce graphomane ne peut manquer d'agacer des chercheurs habitués à vérifier, avec lenteur, leurs notes de bas de page et leurs compléments bibliographiques.

Mais il y a aussi le parcours singulier de l'auteur. Après la parution en 2005 d'un *Traité d'athéologie*, très apprécié des anarchistes et des enseignants progressistes, il est passé des interventions régulières sur France Culture, repère des intelligences de gauche, à une présence de philosophe trublion sur les plateaux de la chaîne ultraconservatrice CNews. Et il dispose également d'une chronique dans le magazine qui accompagne *Le Journal du dimanche*, propriété lui aussi du groupe Bolloré.

Comment expliquer l'évolution étrange de celui qui avait fondé une université populaire à Caen en 2002, au lendemain de la qualification de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, pour y mener le combat intellectuel contre le Front national ? Doit-on chercher à décontaminer Proudhon d'un pareil interprète, ou faut-il y renoncer à jamais, au prétexte qu'il serait bien un penseur « de droite » ?

Bornons-nous pour l'instant à l'examen du livre. Pavé de 540 pages publié par une grande maison d'édition, Plon, qui appartient, elle aussi, à l'empire

Lire de travers, picorer une anecdote

AVOIR consacré presque autant de temps à identifier les bévues d'Onfray que celui-ci en a passé à écrire son livre expose à se voir reprocher un très mauvais usage de ses loisirs ; n'importe quel spécialiste de Proudhon constatera assez vite que *L'Anarchie positive* est l'ouvrage le moins sérieux sur Proudhon paru depuis 1865, année de sa mort : en dépit de sa longueur, il s'avère nettement moins riche qu'une biographie citée par Onfray(6), et plus inexact qu'un livre de vulgarisation qu'il a lui-même préfacé(7). Mais *L'Anarchie positive* restera aussi le livre sur Proudhon le plus diffusé depuis un siècle et demi...

Faire l'inventaire de toutes les erreurs qu'il contient ? Peine perdue, sans doute : l'auteur va continuer à publier au même rythme, dédaignant les pinailleries qui n'ont pas compris que la lettre tue l'esprit. Examinons-en néanmoins quelques-unes, au hasard de la liste citée plus haut. Commençons par celle-ci, assez révélatrice. Pour démontrer la générosité de son héros, Onfray le décrit qui offre soixante-quinze bouteilles de médoc à l'un de ses amis (p. 399). L'anecdote provient d'une lettre que le biographe a mal lue dans laquelle Proudhon, recevant cin-

quante bouteilles de vin d'un ami, insiste pour les lui payer 75 francs, car il n'entend pas recevoir quelque chose pour rien. Pressé d'écrire et de publier, Onfray lit une source secondaire ou primaire de travers, picore une anecdote, puis écrit ce qui arrange son récit, y compris s'il doit pour cela déformer les faits.

Onfray prétend offrir à ses lecteurs une biographie intellectuelle chronologique, croisant œuvres et correspondance. Il réussit d'autant plus facilement pour la partie croisement qu'il indique rarement les livres de Proudhon qu'il cite, sans parler des manuscrits inédits qu'il dit avoir lus mais dont il semble avoir découvert l'existence grâce à des biographies qui font autorité, comme celle de Pierre Hauptmann(2). Quand il indique entre parenthèses un numéro de page, c'est souvent sans signaler ni le titre de la référence ni l'édition à laquelle il renvoie. Il échoue même à citer correctement la réédition de la correspondance qu'il a pourtant préfacé(3). Mais le but de l'ouvrage est de juxtaposer et de confondre les écrits d'Onfray avec ceux de Proudhon. Et ce défi au moins est relevé.

La recherche des erreurs factuelles – sans même parler des contresens – qui émaillent ce livre amène à en compter une bonne centaine(4). Un progrès considérable par rapport aux six cents inexactitudes qu'un spécialiste dit avoir trouvées dans son livre de 2010 sur Sigmund Freud ? Onfray se prétend « proudhonien » et affirme aimer son sujet – à la différence du fondateur de la psychanalyse, qu'il déteste(5)...

Même détournement du sens lorsqu'il affirme (p. 14, 414 et 418) que Proudhon aurait renoncé à préparer un livre sur la vie de Jésus lorsqu'il a appris qu'Ernest Renan avait publié le sien. Lisant rapidement ou de travers la correspondance de Proudhon, Onfray imagine qu'il fut dépité d'avoir été devancé par Renan. C'est exactement le contraire : Proudhon commence à écrire un ouvrage sur Jésus lors du grand débat provoqué par le livre de Renan afin de le réfuter.

Parfois des incohérences extravagantes grèvent l'écriture du livre. Ainsi Onfray affirme-t-il que Proudhon a eu deux enfants (p. 495), trois enfants (p. 499) ou quatre enfants (p. 445), se trompant également sur leur ordre de naissance (p. 217). Le biographe précise bien que Proudhon perd deux de ses enfants de bas âge, mais le pauvre

lecteur a le droit d'être perdu. Onfray prétend que le natif de Besançon s'est séparé de sa femme et de ses filles pendant son exil de quatre ans en Belgique (p. 495) ; mais, trois pages plus loin, il annonce qu'elles l'ont rejoint peu après son départ. Le lecteur attentif sera tout aussi déconcerté d'apprendre que Proudhon fut enterré à Montparnasse (p. 54) puis au Père-Lachaise (p. 439). En réalité, il reposa d'abord au cimetière de Passy, puis fut transféré à celui du Montparnasse.

La précision n'est pas meilleure lorsque Onfray avance des éléments de contexte. Il suggère que Proudhon a probablement lu une traduction des *Principes de la philosophie du droit* de Georg Wilhelm Friedrich Hegel dans une traduction de 1829 de Hyacinthe-Paul de L'Estoile (p. 92). Or Proudhon n'a certainement jamais lu une telle traduction – qui n'existe pas (le biographe a-t-il été victime d'un canular ?). Proudhon n'a pas davantage lu, contrairement à ce qu'Onfray suggère, la *Philosophie de l'histoire* de Hegel dans une traduction d'Auguste Véra de la même année (p. 92). D'une part parce que Véra n'a pas traduit cet ouvrage (il en a traduit d'autres), d'autre part parce qu'il n'avait que 16 ans à l'époque. Comme Onfray ne donne presque aucune référence à l'appui de ses assertions – il réserve plutôt ses notes à l'un ou l'autre de ses cent quarante livres –, on ignore d'où il tire ses informations.

La vie de Proudhon n'est pas le seul motif d'égarement de son biographe. Le lecteur découvre par exemple que le célèbre *Voyage en Icarie* d'Étienne Cabet fut publié en 1842 (p. 323), puis quelques pages plus loin en 1839

(dans d'autres ouvrages, Onfray a fait de Jean-Paul Sartre l'anti-Camus, et de François Mitterrand l'anti-de Gaulle). La fureur fait parfois mauvais ménage avec le sérieux. Ainsi paraît-il que *La Sainte Famille* aurait été écrite contre « les trois frères Bauer » (p. 88) alors qu'ils n'étaient que deux à être concernés, Edgar et Bruno. Onfray écrit aussi que Marx, « philosophe prussien » (p. 118 et 341), n'a « jamais travaillé de sa vie » (p. 118), qu'il menait « une vie de petit-bourgeois » (p. 198) aidé par le « propriétaire d'une filature Engels », sinécure grâce à laquelle il aurait « engrossé la gouvernante de sa maison » (p. 118), puis abandonné l'enfant de leur union adultérine. Le biographe nous informe enfin que le fils naturel issu de cette union est mort « exilé en Australie, sans descendance »

(p. 199), « écarté » par la famille Marx, « baronne [Jenny von Westphalen, la femme de Marx] en tête ». Dans tout ce fatras, le seul fait véridique est que Marx a eu un enfant avec sa domestique.

L'auteur ne croit pas à l'importance de pareils détails. Il estime aussi qu'on doit ignorer le contexte des polémiques lancées par Proudhon ou contre lui : « Oublions les noms des protagonistes de cette affaire qui sont tombés dans le néant, passons outre les arguments de tel ou tel » (p. 402). Même quand Proudhon commente à partir de données précises les résultats d'une élection, Onfray s'impatiente : « Les chiffres, les noms, les partis, les journaux, les protagonistes ne présentent plus aucun intérêt : le philosophe perd son temps à commenter l'éphémère » (p. 360).

Un ogre autodidacte et provincial

UNE téléspectatrice de CNews a reproché par courriel au biographe de s'être trompé sur le nombre de grenadiers ayant permis l'érection de l'obélisque de Louxor à Paris – un passage de *Qu'est-ce que la propriété ?* (initialement publié en 1840) explique l'existence de la plus-value grâce à cet exemple. Réponse d'Onfray : « Dix minutes d'éloge de Proudhon, vu par plus d'un million de gens, le tout disponible en replay, et vous pinailliez sur le nombre de grenadiers ! »

En vérité, Proudhon est moins le sujet du livre qu'Onfray lui-même. Il le commence d'ailleurs en décrivant sa découverte du philosophe, à 17 ans, chez un brocanteur du marché d'Argentan à qui il achète une anthologie de l'écrivain liber-

« veut mettre la société à feu et à sang », mais un penseur qui « ne souhaite rien d'autre qu'une révolution par la proposition d'autres façons de produire et de répartir les richesses de manière pacifique » (p. 79). Il « n'est jamais partisan de rudesse, de violence, de dictature, voilà toute la différence entre marxisme et proudhonisme » (p. 121).

Proudhon a déclaré : « On me dit qu'il existe des proudhoniens... Ce doit être des imbéciles. » Onfray n'en croit rien. Mais, hélas, pour son héros, Marx n'aurait « reculé devant aucun moyen pour empêcher la doctrine proudhonienne de triompher » (p. 60). D'où la défaite du « socialisme libertaire de Proudhon » au profit du « socialisme autoritaire de Marx » (p. 114). L'affaire est d'autant moins secondaire que cette défaite pèserait encore aujourd'hui : « Le paysage intellectuel et culturel français » subit toujours la « domination marxiste » (p. 31). Celle aussi de Maximilien de Robespierre, Jean-Paul Marat et Louis Antoine de Saint-Just, « inspirés par une mystique sanglante » (p. 95).

Or ces deux inspirations maléfiques sont liées puisque « Proudhon aime les Girondins ; Marx, les Jacobins » (p. 113). Le philosophe allemand a néanmoins d'autres cousins idéologiques que ceux-ci et les bolcheviks : les « fascistes de 1921 », les « nazis de 1933 » et, ne les oublions surtout pas, les « déconstructionnistes du transhumanisme » contemporain (p. 120). Au fond, le communisme marxiste venant de l'étranger et, à ses origines, de la philosophie allemande, il représente presque pour Onfray une corruption intellectuelle du bon sens français. Il serait temps par conséquent de remettre l'ouvrage sur le métier et de permettre enfin à Proudhon de prendre place, plus de cent soixante ans après sa mort, dans « une généalogie intempesive de l'antitotalitarisme » (p. 341). Emporté par son désir de pourfendre Marx et son influence néfaste sur tous les fronts, Onfray a ajouté un appendice à la fin de son ouvrage afin



ODILON REDON. – « Deux Têtes d'hommes », sans date

taire Daniel Guérin (1904-1988). Ce qui le conduit aussitôt à séparer son Proudhon à lui d'autres partisans de l'anarchisme : « Loin des nihilistes parés des plumes de l'anarchie, Proudhon n'a cure de mettre le feu, de détruire, de saccager, d'attaquer la police, de brûler des banques, de casser des vitrines, de commettre des voies de fait, de lancer des pavés, de vociférer des slogans infantiles » (p. 20). Au lot des nuisibles, il ajoute les « tribus primitives post-modernes des black blocs » (p. 372) et les « cervelles d'oiseau contemporaines qui agitent le drapeau noir et (...) estiment que l'anarchie, c'est l'abolition de l'État » (p. 370).

Ne nous fions pas davantage à Onfray lorsqu'il consacre ses talents à un auteur qu'il exécère de manière obsessionnelle. Dans *L'Anarchie positive*, un Karl Marx diabolisé est constamment opposé à

Rien à voir là avec Proudhon (puisque celui-ci pense souvent comme Onfray). En assimilant la propriété au vol, il n'est pas « un dangereux personnage qui

(1) Plon, Paris, 2026, 544 pages, 22,90 euros.

(2) Pierre Hauptmann, *Pierre-Joseph Proudhon. Sa vie et sa pensée, 1809-1849*, Beauchesne, Paris, 1982 [1997] ; et *Pierre-Joseph Proudhon. Sa vie et sa pensée, 1849-1865*, tome 2, Desclée de Brouwer, Paris, 1988.

(3) Pierre-Joseph Proudhon, *Correspondance*, six tomes, Coda, Paris, 2025.

(4) Cf. notre recensement sur le site de la Société Pierre-Joseph Proudhon, www.proudhon.net

(5) Nicolas Chevassus-au-Louis, « La petite usine de Michel Onfray. Enquête sur un homme qui se prenait pour un volcan », *La Revue du crieur*, n° 1, Paris, 2015.

(6) Jacques Bourgeat, *P.-J. Proudhon, père du socialisme français*, Denoël, Paris, 1943.

(7) Thibault Isabel, *Pierre-Joseph Proudhon. L'anarchie sans le désordre*, Autrement, Paris, 2017.

* Président de la Société Pierre-Joseph Proudhon, chercheur associé à la Maison des sciences de l'homme et environnementales à l'université Marie-et-Louis-Pasteur de Besançon.

MÉDIATISÉE, UNE MÉTHODE TOUJOURS CONTESTÉE

pense comme moi ! »

de démontrer, grâce à une compilation de citations, qu'il fut plus antisémite que Proudhon.

Une fois lavé le nom de son modèle, Onfray entend l'associer non pas au projet, pourtant central dans la pensée économique de Proudhon, d'une Banque du peuple (son biographe le juge sans intérêt), mais à l'idée d'« un capitalisme national » dans lequel l'État dépérirait au profit de la participation et de l'association capital-travail, telle qu'elle a été formulée par... de Gaulle (p. 151 et 372)! Les fédéralistes européens qui ont cherché à récupérer le nom de Proudhon n'auraient en effet rien compris à son œuvre puisqu'ils travaillent à la construction d'« une Europe maastrichtienne dans laquelle les patries se trouvent ingérées, digérées, diluées, excrétées dans les territoires perdus de la république » (p. 393). Or, face à un tel péril, le « nationalisme » serait un « outil de résistance contre l'impérialisme » (p. 391), tout comme le « patriotisme » permettrait le « retour au local », et le « communalisme » représenterait le « contraire de l'europhisme, son antidote » (p. 395). Les lecteurs de Proudhon, qui se souviennent de sa critique féroce du principe des nationalités, en vogue sous le Second Empire, s'étonneront de découvrir en lui un apôtre de la souveraineté nationale.

La grenouille désire toujours se faire aussi grosse que le bœuf... Pour Onfray, il s'agit moins de se hisser au niveau de Proudhon, Camus, de Gaulle ou Nietzsche que de souligner à quel point ils lui ressemblent. Dans ses livres, Onfray évoque souvent ses origines populaires et provinciales, qui soulignent l'originalité de son parcours dans le monde des intellectuels publics français. Lorsqu'il insiste sur les antécédents populaires de Proudhon, c'est pour suggérer la même particularité, tout comme il le fit précédemment dans un ouvrage sur Camus (8). Proudhon est « autodidacte ». Lorsqu'il lit un livre, c'est « en ogre autodidacte » (p. 82). Sa jeunesse témoigne de « sa formation autodidacte et boulimique, sauvage aussi » (p. 138). Si Proudhon s'oppose à la « sanctification du prolétariat urbain », c'est qu'il « préfère le petit paysan instruit par les grands cycles de la nature et le contact avec la terre » (p. 37). S'il « attaque de bonne heure dans son œuvre et de manière frontale la propriété, qui est le vol, et Dieu, qui est le Mal, c'est parce qu'il lutte contre ceux qui moquent l'enfant sans chaussures afin que plus aucun enfant ne soit sans souliers et sans livres, sans chapeau et sans dictionnaire. C'est par réparation qu'il est révolutionnaire, par fidélité, et non par ressentiment » (p. 45).

« Très égocentré, très mégalomane »

CREUSANT à fond ce sillon, Onfray en vient même à reprocher à son sosie d'être attiré par des explications rationnelles, au lieu de rester vitaliste et plébéien : « C'est peut-être la plus grande erreur de Proudhon, frotté de romantisme, que d'avoir voulu à tout prix se réclamer d'une épistémologie rationnelle, d'une méthode scientifique, d'une logique irréfutible, alors qu'il obéissait à son tropisme autobiographique, au demeurant fort légitime. Il voulait ardemment convaincre autrui par la science de ce dont il avait été lui-même persuadé dans sa chair » (p. 92).

Il se pourrait qu'on arrive à l'essentiel de *L'Anarchie positive* avec le portrait psychologique qu'Onfray fait de Proudhon. L'auteur semble encore parler de lui-même, par exemple quand il souligne chez Proudhon un « amour parfois immodéré de sa personne » (p. 15), « une urgence à écrire », « une écriture sans fin, sans pause, sans arrêt » (p. 16). Onfray prévient qu'il ne faut pas « mésestimer la psyché du philosophe qui se montre très égocentré, très narcissique, très mégalomane » (p. 146). Le Bisontin « compense une



PHOTOGRAPHIE : MICHÈLE BELLOT - RIN-GRAND PALAIS

ODILON REDON. – « Le Boulet », 1882

Mieux vaut ignorer par conséquent que Proudhon fut le fils d'un tonnelier-brasseur dans une ville, et qu'il a principalement grandi à Besançon, pas à la campagne. Ainsi, on sera plus libre de prétendre que Proudhon « pense à partir de lui, de sa condition sociale, de sa misère, de ses souffrances, des injustices qu'il subit, il est le personnage de sa philosophie » (p. 69). Et on devra admettre que ses origines sociales légitiment sa pensée, car sa colère contre l'injustice fut « celle dont il fit l'expérience enfant, mais également celle qui affligeait les gens dits de peu, comme son père, sa mère, sa famille » (p. 438).

Chaque fois qu'Onfray emploie le mot « paysan », on devine ce qui nous attend : « Proudhon est un paysan, il sème, il sait que la récolte ne saurait manquer au bon laboureur. C'est un homme de la terre (...). À bas bruit, sans violence, c'est d'une jacquerie paysanne que naîtra le fédéralisme » (p. 302). Ses (prétendues) origines excuseraient également son antiféminisme : l'anarchiste bisontin était un « homme de son temps » : « rural et campagnard, paysan dans l'âme, homme de peine et de labeur » (p. 198).

faiblesse psychique qui le ronge en affirmant une force qui lui manque et à laquelle il aspire » (p. 275).

La principale originalité de *L'Anarchie positive* réside dans la thèse à laquelle l'auteur revient sans cesse lorsqu'il aborde les problèmes de santé de Proudhon. Onfray, qui se distingue du puritanisme sexuel de son sujet, suggère à plusieurs reprises que Proudhon souffrait d'« une syphilis attrapée dans un bordel où cet homme qui fut longtemps vieux garçon aurait pu la contracter » (p. 14). Onfray admet qu'« [on] ne sait rien de sa sexualité » (p. 256). Mais cela ne saurait l'empêcher de spéculer sur sa santé chaque fois que le philosophe bisontin se plaint de ses fatigues : « On peut supposer, c'était courant à l'époque, qu'il ait pu fréquenter des femmes vénales et, peut-être, contracter une syphilis. Rien ne l'atteste, mais rien n'interdit qu'on en formule l'hypothèse » (p. 256). Bizarrement, pour expliquer les problèmes de santé de Proudhon, Onfray n'évoque jamais l'impact que les séquelles du choléra auraient pu avoir sur sa vitalité, ou sur le moral de sa famille et de son ménage, une omission d'autant

plus étrange que Proudhon a perdu une fille de la maladie en 1854 et qu'il a lui-même failli périr de l'épidémie.

Quant au traitement de la pensée de Proudhon en elle-même, détachée des idées fixes de l'auteur, qu'on ne le cherche pas dans ce livre. Ou plutôt si, mais dans la grille d'une sociologie extrêmement sommaire. Les origines sociales de Proudhon justifieraient en effet qu'on doive préférer ses idées à celles de Marx, car ses écrits s'adressaient aux classes populaires tandis que Marx, lui, aurait destiné les siens aux enfants gâtés de la bourgeoisie, à la classe des intellectuels brevetés de diplômés : « Proudhon veut être lu et compris par les ouvriers à même de renverser le capitalisme qui exploite la classe ouvrière, pas par les étudiants atardés des campus de Berlin ou de l'Éna, entre deux bocks de bière et deux duels pour rire » (p. 121-122). « Proudhon vit, mange, pense, agit, écrit comme un paysan franc-comtois ; il est habillé comme un paysan franc-comtois. Combien de philosophes, hier comme aujourd'hui, portent les sabots bourrés de paille ? » (p. 229).

Ici, Onfray vise un aspect de la vie intellectuelle qui explique, en partie, son succès à lui : le statut de la philosophie en France, notamment son enseignement dans les universités, et les retombées géographiques et sociales des critères élitistes de réussite et de promotion dans le système éducatif national. Une bonne partie des philosophes exerçant dans les universités de province sont des normands parisiens effectuant des allers-retours hebdomadaires en train, pour garantir un enseignement en tant que pédagogues-intendants dans les contrées lointaines. En échange de leur sinécure dans la fonction publique, ils assurent la fabrique annuelle des candidats à l'agrégation et au certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré (Capes) – donc des futurs enseignants –, tant que la philosophie demeure au programme des lycées et du baccalauréat. De cette manière, elle trouve sa garantie de survie.

Par son initiative de l'Université populaire de Caen, Onfray offrait un accès à la vie intellectuelle à un public provincial de tout âge, sans ambition de devenir enseignant ni d'entrer dans les grandes écoles de l'élite française. Autant dire qu'il se serait inspiré là de la vision d'une « philosophie populaire » défendue par Proudhon, « non pas un cours doctoral délivré du haut d'une chaire, mais un échange avec le public »

(p. 250). Jolie revanche des enseignants du secondaire contre les nantis de l'éducation supérieure, l'Université populaire de Caen fut en effet lancée par un professeur de philosophie dans un lycée privé, reconnu à Paris mais vivant vraiment en province, parlant bien et d'une façon accessible, ni universitaire ni issu des grandes écoles. De quoi expliquer

Des grilles de lecture anachroniques

L'ARRIVÉE du livre d'Onfray vient à une mauvaise période pour Proudhon. Même la ville de Besançon semble renoncer à l'un de ses plus célèbres natis (avec Victor Hugo, Charles Fourier et les frères Lumière). L'ex-maire écologiste, battue en mars dernier, a inauguré en 2025 une statue commémorant une féministe bisontine du XIX^e siècle qui fut l'adversaire de Proudhon, Jenny d'Héricourt. Sa biographie est peu connue, mais sa commémoration paraît avoir été dictée par le désir de se distinguer d'un certain machisme de gauche dans une ville qui fut longtemps socialiste (10). On est donc loin de 1910, quand le président de la République vint à Besançon inaugurer une énorme statue en bronze de Proudhon un an après le centenaire de sa naissance (11).

Que faire donc de Proudhon dans un climat où il est régulièrement excommunié par la gauche française en raison de sa misogynie, de son antisémitisme, de son racisme, etc., alors que ses mérites sont vantés par CNews et par de nombreux publicistes conservateurs ? Si la mise à l'index d'une figure jadis située au panthéon des grands socialistes français se justifie par la droitisation des figures intellectuelles qui le célèbrent, l'anathème de la gauche rend également plus attirante la récupération de Proudhon par des essayistes de droite. Dommage qu'il soit devenu si difficile pour nos contemporains d'essayer de comprendre pourquoi Proudhon a écrit ce qu'il a écrit dans le contexte où il l'a fait, sans plaquer des grilles de lecture anachroniques, ni brandir son nom comme une mascotte ou un épouvantail pour des raisons d'opportunité idéologique. Cette politisation du passé nous condamne à des lectures caricaturales remplies d'erreurs factuelles, comme le livre d'Onfray, qui, nonobstant son antimarxisme virulent, n'aurait pas été publiable en pleine guerre froide en raison de son incohérence éditoriale, de sa grossièreté et de ses inexactitudes (12).

aujourd'hui le succès d'Onfray auprès d'une escouade de lecteurs et de fans, très dévoués à l'égard de l'ancien professeur du lycée technologique Sainte-Ursule de Caen, qui a réussi à « percer » dans les médias parisiens grâce à sa maîtrise de l'oral comme de l'écrit.

Toutefois, Onfray présente nombre des traits qu'il lui arrive d'imputer aux philosophes universitaires qu'il exècre : la tendance à instrumentaliser des penseurs canoniques à des fins contemporaines, une indifférence au contexte historique des œuvres qu'ils citent, un penchant de rhétoricien les conduisant à amplifier des citations ainsi décontextualisées pour en faire des arguments théoriques. Avec cette différence de taille que le bla-bla habituel du philosophe beau parleur est moins exact, on l'a noté, que les productions à gestation plus lente des universitaires. Mais, grâce à une prose presque aussi simple et accessible qu'une conversation de bistrot, les écrits d'Onfray sont voués à atteindre un public non restreint à la corporation des spécialistes.

À quel prix ? Pour répondre, il suffit de comparer le livre d'Onfray sur Proudhon à celui, paru en 1909, d'Édouard Droz, professeur de littérature à l'université de Besançon. Le second contient un résumé de la vie de Proudhon et de sa pensée (9). S'il est modeste dans ses buts, en tant qu'exercice de vulgarisation, il reste plutôt exact et contient peu d'erreurs. Humble provincial, Droz fut, comme Onfray, l'initiateur d'une université populaire locale, la première en France hors de Paris. En revanche, Droz ne bénéficiait d'aucun appui médiatique. Certes, il ne traitait pas de Proudhon pour parler de lui-même, ce qui suggère un autre signe de la transformation du paysage intellectuel français entre 1909 et 2026. Il ne prétendait pas non plus être un gourou « antisystème » doté d'un monopole de la vérité et d'une réponse à toutes les questions d'actualité de la semaine.

Les grandes maisons d'édition s'intéressent-elles encore autant à la qualité de leurs publications qu'à la promesse de leurs ventes ? Là est peut-être le vrai scandale du... « bon usage de Proudhon » : comment en est-on venu à publier de pareils ouvrages, puis à les diffuser en masse dans l'espoir de les vendre ? Car le problème de ce livre va bien au-delà de son existence. Qu'un graphomane indifférent à la véracité de ce qu'il écrit mais bénéficiant de l'appui de grandes maisons puisse occuper autant de place illumine une faille dans la production intellectuelle nationale.

Quant au choix de publier cet ouvrage en particulier et d'assurer sa diffusion massive, on n'a qu'à citer un passage de Proudhon auquel Onfray lui-même renvoie (p. 404) : « L'art de vendre un manuscrit, d'exploiter une réputation, d'ailleurs surfaite, de pressurer la curiosité et l'engouement du public, l'agiotage littéraire, pour le nommer par son nom, a été poussé de nos jours à un degré inouï. » Onfray semble reconnaître cette vérité, lorsqu'il rajoute, dans une de ses rares notes de bas de page, que la « collusion entre le monde de l'édition et le monde des médias a pris une dimension pharaonique » (p. 406). Lui n'a pas à s'en plaindre.

EDWARD CASTLETON.

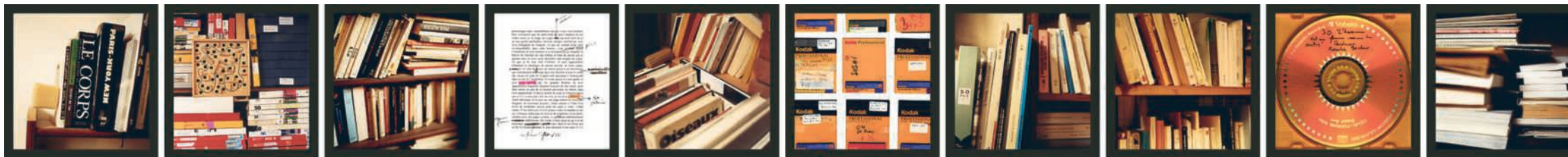
(8) Sur cet ouvrage, lire Jean-Pierre Garnier, « Le dernier nouveau philosophe », *Le Monde diplomatique*, mars 2012.

(9) Édouard Droz, *P.-J. Proudhon*, Pages libres, Paris, 1909.

(10) La statue représente quatre femmes de différentes générations. Toutes portent des masques de Jenny d'Héricourt.

(11) Lire « L'infréquentable Pierre-Joseph Proudhon », *Le Monde diplomatique*, janvier 2009.

(12) Cf. à ce propos les réflexions d'Anne-Sophie Chambost, « Déboulonner la statue de Proudhon ? », dans Patrick Charlot et Oscar Ferreira (sous la dir. de), *Garantir les droits, protéger les libertés*. Éditions universitaires de Dijon, 2022.



LITTÉRATURES

Rêveuses boxeuses

Combats de filles
de Rita Bullwinkel

Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Hélène Cohen, La Croisée, Paris,
2025, 192 pages, 22 euros.



UN gauche-droite en accéléré, une petite foulée, des esquives, une rotation du bassin, un premier round et un dernier, jusqu'au poing levé de la victoire... Les gestes de la boxe s'enchaînent dans *Combats de filles*, le premier roman à la prose incisive de Rita Bullwinkel, née en 1988 et éditrice chez McSweeney's, maison fondée à San Francisco par l'écrivain Dave Eggers – l'auteur du *Cercle*. Huit boxeuses sont réunies dans le Nevada, à Reno, connue pour ses casinos et ses machines à sous. Accompagnées de leurs proches, elles disputent le tournoi des Filles d'Amérique, réservé aux moins de 18 ans, qui se déroule pendant deux jours au Bob's Boxing Palace, les 14 et 15 juillet. Sur le ring, Artemis Victor affronte Andi Taylor, Kate Heffner combat Rachel Doricko et « sa tactique du chapeau bizarre », Iggy Lang défie Izzy Lang, Rose Mueller se mesure à Tanya Maw. Pour en arriver là, elles ont passé des heures à s'entraîner, des années d'effort pour avoir une musculature et une technique solides. Décocher des coups fulgurants et gagner est leur objectif, qu'elles vivent dans le Michigan ou bien au Texas. Elles sont déterminées et ne se feront aucun cadeau. Leur « force » ? Elles sont capables de haïr l'adversaire autant qu'elles se dévalorisent elles-mêmes à la moindre « faiblesse ».

Le livre de Bullwinkel, qui a elle-même été une sportive de haut niveau, emprunte la forme d'un tableau de compétition. Au fil des matchs, huit rounds de deux minutes, on découvre la vie intérieure des boxeuses, leurs peurs, leurs obsessions, leur rage, leurs pensées. Le texte envoie au tapis pas mal d'idées reçues sur ce sport traditionnellement masculin : le dépassement de soi à tous crins en vue d'une hypothétique rédemption en prend pour son grade. Ici, pas d'éloge enflammé de Mohamed Ali et autres étoiles. *Combats de filles* est un livre rugueux qui prend le contre-pied des mythologies sportives. La puissance et la violence sont décrites sans être magnifiées : « C'est une chose qui arrive dans ces matchs, pas vrai ? De se faire écharper si fort que le visage reste à jamais amoché ? De se foutre tellement en l'air que les blessures deviennent des souvenirs de toute une vie ? »

Une fois la fascination écartée, le sport dévoile les rêves et les désillusions des compétitrices sur le ring et en dehors, ceux d'une *middle class* qui lutte avec la paupérisation et la marginalité. Une chose est sûre, la gloire n'est pas au rendez-vous, et les perspectives exaltantes seront réduites en cendres. Ces combattantes encore adolescentes qui mettaient leurs espoirs dans le tournoi devront ravalier leurs ambitions. Pourtant, « si le désespoir remportait des matchs de boxe, Andi serait championne en titre ». Elles rentreront dans le rang, mèneront une vie conforme aux standards de leur classe sociale. Fille aux cheveux courts récitant le rosaire sans en enfance, Rose Mueller aura écumé les terrains de jeux d'une banlieue de Dallas avant d'exercer le métier de comptable et de rester « une de ces filles du cru qui cassent leur canne à quelques kilomètres de leur lieu de naissance ». Une autre deviendra pharmacienne. Une troisième mourra jeune. Le passé, le présent et l'avenir tressés ici livrent le portrait au laser d'une Amérique noyée dans ses contradictions. Uppercut inévitable.

JEAN-PHILIPPE ROSSIGNOL.

IDÉES

ENTRE TECHNIQUE ET LIBERTÉ. – Jacques Ellul

Bouquins-Mollat, Paris-Bordeaux,
2026, 1 198 pages, 35 euros.

Ce volume réunit quatre livres de Jacques Ellul (1912-1994) précédés d'une introduction du maître d'œuvre de ce recueil, qui présente aussi chaque titre. Parmi les soixantaine de livres d'Ellul – qui était professeur d'histoire du droit, mais surtout sociologue et théologien protestant –, Patrick Chastenet a choisi, dans cet ordre : *Le Système technique* (1^{re} édition : 1977), *Propagandes* (1962), *L'Espérance oubliée* (1972) et *Anarchie et christianisme* (1988). Le livre de 1977 décrit ce que la technique fait à la société. Celui de 1962 démontre selon Ellul comment la propagande est un moyen de renforcer les opinions, de « les transformer en action ». Elle a, selon lui, commencé dans les États démocratiques et il soutient que « les intellectuels sont les premiers visés (...) car le besoin de certitude les conduit d'un totalitarisme à l'autre en fonction des changements d'orthodoxie ». Le dernier, de 1988, constitue selon Chastenet « une manière de testament politique », Ellul considérant « l'anarchisme comme la forme la plus complète et la plus sérieuse du socialisme ».

CHARLES JACQUIER

LE NÉOLIBÉRALISME, FOUCAULT ET NOUS. – Serge Audier

Le Bord de l'eau, Carignan-de-Bordeaux,
2026, 690 pages, 28 euros.

Dans cette réédition augmentée d'un ouvrage de 2015, Serge Audier revient sur les cours au Collège de France donnés par Michel Foucault en 1979 et publiés sous le titre *Naissance de la biopolitique*. Une « vulgate » d'origine anglo-saxonne voit dans ces cours une analyse définitive et une critique absolue du néolibéralisme. La lecture minutieuse et érudite d'Audier, qui vise à les réinscrire dans leur contexte intellectuel et politique, est bien différente. Influencé par la présentation « *par-delà la gauche et la droite* » qu'en proposaient les « nouveaux économistes », Foucault aurait vu dans le néolibéralisme américain un outil lui permettant de développer ses analyses sur la crise des « sociétés disciplinaires » ainsi que ses réflexions antisocialistes et antibureaucratiques. Alors qu'il s'est rapproché de la « deuxième gauche », Foucault se montre incapable de rendre compte de la dimension idéologique et réactionnaire du néolibéralisme des années 1980 – dans lequel nous vivons toujours – incarné par Ronald Reagan, Margaret Thatcher et l'alliance de la dictature d'Augusto Pinochet avec les « *Chicago boys* ».

MAXIME TOSCAN DU PLANTIER

SUR L'APPAREIL D'ÉTAT ET LA MACHINE DE GUERRE. – Gilles Deleuze

Éditions de Minuit, Paris, 2025,
496 pages, 27 euros.

Dans ce cours de 1979-1980, publié pour la première fois, Gilles Deleuze s'intéresse au « mystère prodigieux » de l'origine de l'État. Comment l'État, confronté aux menaces des « machines de guerre » en ses marges, devient-il la forme politique dominante ? Les treize séances données à Vincennes, très liées à l'élaboration de *Mille Plateaux*, proposent une traversée du problème, partant des empires archaïques bureaucratiques jusqu'à l'État fasciste comme État minimal. En philosophie, Deleuze rend fécondes des hypothèses contre-intuitives : l'État ne naît pas de la guerre, mais il s'appropriera la machine de guerre ; il canalise les flux, transforme la violence en administration. Mais ce mouvement d'appropriation est saturé de tensions. D'où le danger fasciste, lorsque l'État est rattrapé par les tendances incontrôlées qu'il avait cru absorber : cauchemar capitaliste qui intègre la guerre à sa logique de production et fait de la « paix » une modalité d'un régime de terreur généralisée. À bien des égards, ce cours qui dialogue étonnamment avec notre présent semble l'œuvre de ce que Deleuze lui-même appelait un « précurseur sombre ».

LÉO FABIUS

MICHEL CLOUSCARD. Genèse et structure du néocapitalisme. – Loïc Chaigneau

Delga, Paris, 2025, 578 pages, 29 euros.

Ce travail issu de la première thèse consacrée au philosophe marxiste Michel Clouscard, auteur notamment du *Capitalisme de la séduction* et de *Critique du libéralisme libéral*, explicite les impasses qu'il a désignées et combattues : d'un côté, le choix de rabattre les faits sociaux sur l'ordre naturel ; de l'autre, celui de reconnaître l'autonomie de l'ordre symbolique, mais en l'isolant de toute base matérielle. Dans les deux cas, l'analyse des contradictions du capitalisme est tronquée, celle de leur reflet actif dans la conscience aussi, et il est alors impossible d'identifier le néocapitalisme – soit un ordre économique et culturel spécifiquement répressif et aliénant. L'étude de Loïc Chaigneau interdit toute récupération opportuniste (à la Alain Soral), sans toutefois éluder les errements culturels de la gauche (idéal de déliaison totale, etc.). Enfin, elle recontextualise certaines de ce que Chaigneau considère comme ses illusions « stratégique-politiques » : reprenant des analyses de Cédric Durand, il pose l'impuissance a priori de toute représentation nationale des travailleurs à l'ère du technoféodalisme.

ROMAIN ROSZAK

EUROPE

L'EXTRÊME DROITE EN BELGIQUE. – Sous la direction de Benjamin Biard et Archibald Gustin

Centre de recherche et d'information socio-politiques (Crisp), Bruxelles, 2025,
250 pages, 25 euros.

En septembre 1984, Jean-Marie Le Pen se rendait à Schaerbeek (Bruxelles) pour annoncer la naissance imminente d'un grand Front national belge. Il se trompait. Quarante ans plus tard, cet ouvrage collectif explique pourquoi, et en quoi cette singularité belge reste, aujourd'hui encore, un objet d'analyse précieux. La Belgique constitue, selon les auteurs, un laboratoire propice à la critique de l'extrême droite. En Flandre, le Vlaams Belang pèse sur le paysage politique, mais dans le reste du pays les mouvements comparables peinent à s'ancre. Ce volume, qui réunit des spécialistes francophones et néerlandophones, couvre l'histoire, les stratégies de communication et l'idéologie de l'extrême droite, en prenant soin de distinguer les notions de « droite radicale », « ultradroite » et « populisme de droite », et de les replacer dans l'évolution politique européenne des xx^e et xx^e siècles. Ces analyses permettent de saisir convergences et spécificités, et d'éclairer les conditions dans lesquelles les démocraties peuvent (ou non) contenir la montée de ces courants.

YSÉ ANGERER

YOUR PARTY. The Return of the Left. – Sous la direction d'Oliver Eagleton

Verso, Londres, 2025, 112 pages, 8,99 livres.

Démantèlement de l'État-providence, durcissement de la politique migratoire, répression du soutien à la Palestine : le premier ministre Keir Starmer n'en finit plus de décevoir l'électorat travailliste, voire de le trahir. Ainsi est apparue la volonté de créer un mouvement pour un « retour de la gauche ». Fondé par l'ancien leader du Labour Jeremy Corbyn et l'ancienne députée travailliste Sarah Sultana, lancé fin 2025, Your Party rassemble plusieurs dizaines de milliers d'adhérents. Oliver Eagleton a rassemblé des entretiens qu'il a menés avec certaines de ses figures sur les conditions de possibilité d'un retour de la gauche au Royaume-Uni. Même si l'espoir y renait aussi du côté du nationalisme (gallois, écossais ou irlandais) et des Verts – autour de leur nouveau dirigeant Zack Polanski –, même si Your Party a déjà connu plusieurs querelles internes, ce livre rend d'abord compte de la détermination de dirigeants qui ont trouvé la force de ne pas se résigner.

LUCIE GUICHARDIAN

MAGHREB

TOXICITÉ COLONIALE. Documenter le paysage radioactif dans le Sahara. – Samia Henni

B42, Montreuil, 2026, 184 pages, 22 euros.

De 1960 à 1966, l'armée française a procédé à dix-sept tirs nucléaires dans le Sahara algérien, à Reggane et à In Ekker, avant de poursuivre jusqu'en 1996 dans l'archipel des Tuamotu, en Polynésie. L'historienne et théoricienne de l'architecture Samia Henni souligne les traces dans le paysage saharien, dit les conséquences dans les corps exposés à la radioactivité, cite des sources qui attestent cette histoire, dont les archives sont le plus souvent classées secret-défense. Le tout en recourant à la « pratique de la répétition », visant à « contester l'obsession coloniale et néolibérale de la "nouveau", la volonté d'être le "premier" à dire ou à faire quelque chose ». Elle propose le terme « *gerboisité* » pour désigner la « matière radioactive anthropogénique » créée par les explosions atmosphériques à Reggane, du nom des tirs baptisés Gerboise. Contrairement à la trinitite, produit de Trinity, la première bombe des États-Unis, « le matériau géologique formé par les bombes françaises n'a reçu aucun nom scientifique, et donc aucune reconnaissance officielle », ce qui, pour l'auteure, « fait partie intégrante du projet colonialiste ».

HÉLÈNE FERRARINI

AMÉRIQUES

CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ À L'ESMA. Anatomie d'un centre de détention clandestin en Argentine (1976-1983). – Sous la direction de Marina Franco et Claudia Feld

Anamosa, Paris, 2026, 304 pages, 22 euros.

Plus de six cents centres de réclusion ont fonctionné en Argentine de manière temporaire ou permanente sous une dictature qui fut responsable de trente mille morts et disparus – chiffre contesté par le président actuel, le libertarien Javier Milei. Ce recueil est publié en France à l'occasion de la commémoration des 50 ans du coup d'État du général Jorge Rafael Videla. Il plonge le lecteur dans les rouages du terrorisme d'État en reconstituant minutieusement l'histoire et les activités de la plus grande des structures répressives et criminelles du régime militaire, l'École de mécanique de la marine argentine (ESMA), en plein cœur de Buenos Aires. Les chercheurs analysent ses fonctions au sein du système de pouvoir de la junte et éclairent son rôle dans la stratégie d'ascension politique d'Emilio Massera, membre du premier triumvirat d'officiers à la tête de l'Argentine entre 1976 et 1978. Seules trois cents des cinq mille personnes qui y furent séquestrées ont survécu.

CHRISTOPHE VENTURA

PROCHE-ORIENT

NOS CŒURS INVINCIBLES. Correspondance entre une étudiante à Gaza et une étudiante en Israël. – Tala Albanna et Michelle Amzalak

Nouvel Obs - Flammarion, Paris,
2025, 176 pages, 20 euros.

Sensiblement du même âge, 21 et 24 ans, elles étudient le droit, sont issues de familles progressistes, pourraient être amies. Mais le mur qui les sépare empêche a priori toute communication. Tala Albanna habite à Gaza, Michelle Amzalak à Sderot, une ville israélienne quasiment frontalière de cette « prison à ciel ouvert » qu'est le territoire palestinien. Chacune a grandi dans la peur et la détestation de l'autre. Et pourtant, elles vont s'écrire, rendre possible un dialogue qui n'est pas que coexistence de récits contradictoires. Cet échange, suscité par le journaliste du *Nouvel Obs* Dimitri Krier n'est exempt ni de questions, parfois conflictuelles, ni de doutes concernant leurs dirigeants respectifs... Michelle entendra les mots de Tala : « *Déplacer des gens et exploiter leurs terres. Ils ont oublié que nous avions des cœurs invincibles. Qui s'enflamment et se reconstruisent, même à partir de cendres.* »

ARNAUD DE MONTJOYE

Océanie

GÉOPOLITIQUE DE L'Océanie. Décentrer le regard sur les États insulaires du Pacifique. – Sarah Mohamed-Gaillard

Le Cavalier Bleu, Paris,
2026, 208 pages, 20 euros.

Dans un certain imaginaire, les États et territoires insulaires du Pacifique se résument à un décor de carte postale et à un faisceau de vulnérabilités. Théâtre par le passé d'essais nucléaires, *te moana nui* (« le grand océan ») dans les langues polynésiennes se retrouve désormais au cœur des rivalités entre pouvoirs occidentaux et chinois. L'ouverture récente d'ambassades dans la région (États-Unis, Royaume-Uni, Chine, France) illustre l'intérêt pour des pays dotés de riches ressources halieutiques et minières. En décrivant les dynamiques de résistance, dans la continuité du non-alignement assumé depuis les vagues d'indépendance des années 1970, l'historienne Sarah Mohamed-Gaillard esquisse les contours d'une « diplomatie à l'océanienne ». Cette dernière s'incarne notamment avec le Forum des îles du Pacifique (FIP, fondé en 1971) face aux grandes puissances industrialisées – « coalition des égoïstes ».

SYLVAIN DERNE

CINÉMA

Femmes, films, fantasmes

LES études féministes sur le cinéma ne font pas partie des domaines où la France peut se vanter d'être en avance. Douce litote : on déplore en vérité un grave retard. Il aura fallu attendre #MeToo pour qu'il commence à être comblé. Rien de simple, toutefois, ni de naturel : la théorie féministe n'a pas été « oubliée » par la critique française ; la question qui se pose est bien davantage celle de leur compatibilité.

Est-on alors en train d'assister à une revanche, celle du réalisme sociologique contre l'esthétique et ses enchantements parfois indus ? Ce n'est qu'un résumé, mais ce n'est pas la pire. Une lutte, en tout cas, est en cours. Bousculée, la tradition critique française – à laquelle le rédacteur de cet article appartient – résiste. La pilule passe mal. Il n'empêche qu'il était temps. Temps que cela rue dans les brancards. Temps qu'un débat naisse. Trois livres récents y contribuent.

Hélène Fiche étudie, dans un ouvrage issu de sa thèse, les 362 films ayant réuni plus de 700 000 spectateurs en France au cours des années 1970 (1). Elle dégage notamment la figure de la femme agissante et insiste sur

le rôle joué à cet égard par une actrice très populaire alors et un peu oubliée aujourd'hui, Annie Girardot. Mais c'est pour mieux décrire la stratégie de contre-attaque à laquelle a recouru la domination masculine, au cours de cette même décennie, et plus encore de la suivante.

Dominique Memmi, directrice de recherche en sciences sociales au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), part quant à elle d'un constat troublant : à compter du début des années 1960, de plus en plus de films français mettent en scène des meurtres de patrons par leurs domestiques (2). Cela ne correspond pourtant à aucun phénomène réel. Comment interpréter ce décalage ? La réponse pourrait tenir à un désir d'exorcisme, chez des cinéastes issus dans leur grande majorité de la classe dominante.

Geneviève Sellier, professeure en études cinématographiques, dans son essai de 2005 désormais réédité (3), montre que, si la Nouvelle Vague fut novatrice en art, elle fut loin de l'être autant dans sa vision des femmes. Litote, là encore. Sellier voit en effet dans ce mouvement l'expression d'une domination masculine redoublée par ce qu'elle

avait appelé « le culte de l'auteur ». Sans doute le livre ainsi intitulé (*La Fabrique*, 2024) a-t-il été écrit trop vite, pour coller à l'actualité. *La Nouvelle Vague* rend au travail de Sellier, longtemps la seule en France à étudier les questions de genre, la profondeur historique qui en fait le prix. On lira en outre avec profit la postface qu'Occitane Lacurie consacre justement au retard français en la matière.

D'un côté il est tard, pour la France. Trop tard pour que de tels livres ne ressemblent pas à un retour de bâton. De l'autre pourtant il est tôt. La mise à jour commence à peine. Le dialogue entre le féminisme et la critique de cinéma aura-t-il lieu ? Suspense.

EMMANUEL BURDEAU.

(1) Hélène Fiche, *Ce que le féminisme fait au cinéma. De l'émancipation des années 1970 à la contre-attaque patriarcale*, Agone, Marseille, 2025, 388 pages, 25 euros.

(2) Dominique Memmi, *La Vengeance des femmes. Entre réalité et fiction cinématographique*, PUF, Paris, 2025, 304 pages, 21 euros.

(3) Geneviève Sellier, *La Nouvelle Vague. Un cinéma au masculin singulier*, Amsterdam, Paris, 2025, 377 pages, 13 euros.



DU MONDE

Un si charmant frisson

La Maison de poupée hantée
de Montague Rhodes James

Traduit de l'anglais (Royaume-Uni)
par Jean-Pierre Ohl, *L'Arbre vengeur*, Bordeaux,
2026, 226 pages, 22 euros.



Jacques Tourneur a tiré en 1957 son dernier grand film, *Rendez-vous avec la peur* (*Night of the Demon*), une « série B » très fidèle au style de James dans son refus de montrer frontalement l'horreur. L'ajout d'un monstre, imposé au cinéaste par les producteurs, détruisit en partie ses efforts, mais son ridicule ne fit que rendre plus évident en creux les génies ici unis de Tourneur et de James.

Car, là où Lovecraft n'hésite pas à brouiller les visions de cauchemar qu'il fait naître sous des salves d'adjectifs, James joue sur la familiarité. Son registre, sa signature, c'est la sobriété, et son arme, l'allusion. Il est élégant, discrètement ironique, et, comme le dit Ohl, « le plus plat et le plus poétique, le plus démodé et le plus moderne – bref, le plus paradoxal des écrivains anglais de son époque, pourtant très bien pourvue en la matière ». Ses fantômes, presque plus charnels que ses personnages, n'ont rien d'éthéré ni de vaporeux. Il décrit leur présence comme si elle était naturelle et les laisse intervenir comme il fait parler les vivants. C'est par un simple détail, une marque distincte, un léger signe d'étrangeté qu'ils révèlent leur vraie nature. Et l'on n'en saura guère plus. James ne nous donne pas d'explication : il nous laisse supposer, à mi-chemin entre le frisson et le doute. Aurions-nous simplement rêvé ?

HUBERT PROLONGEAU.

SOCIÉTÉ

CONTRE-HISTOIRE DE L'HUMANITAIRE. – Bertrand Bréquerville

Éditions critiques, Paris,
2025, 276 pages, 20 euros.

D'abord responsable de programme puis chargé de recrutement pour l'organisation non gouvernementale (ONG) Médecins du monde, Bertrand Bréquerville en poursuit, dans ce troisième essai consacré à l'action humanitaire, l'histoire critique. À rebours des conceptions traditionnelles s'appuyant sur les grandes « ruptures » – l'humanisation de la guerre avec la « rupture Solférino » au XIX^e siècle, l'intégration de l'humanitaire dans l'ordre international post-1945, l'émergence du droit d'ingérence dans les années 1970 –, il montre comment l'humanitaire s'est structuré autour d'idéologies spécifiques : le colonialisme, l'anticommunisme puis le néolibéralisme. Bréquerville plaide pour une réflexivité des représentations et pratiques des acteurs. Car il s'agit aujourd'hui, explique-t-il, d'une entreprise d'adaptation aux nouveaux impératifs économiques et politiques, pour un secteur plus que jamais imbriqué dans les logiques de domination. D'où un appel à imaginer une façon non coloniale d'envisager l'aide internationale.

ANTONIN HOFFMANN

VERS UNE SCIENCE SOCIALE DU VIVANT. – Bernard Lahire

La Découverte, Paris, 2025,
256 pages, 20,50 euros.

Dans le sillage de son essai antérieur *Les Structures fondamentales des sociétés humaines*, le sociologue Bernard Lahire revient dans un entretien avec Laure Flandrin et Francis Sasseigne sur la genèse de son projet scientifique. Quand les théories sur la montée de l'individualisme sont en vogue, il invite à distinguer « dans les plus du social » entre la réalité des processus d'individualisation et les représentations que l'on se fait des individus. Sa métaphore du « social à l'état plié » voudrait signifier que le monde social ne s'impose pas seulement comme réalité extérieure sous forme collective ou institutionnelle, mais que celle-ci persiste en nous, « pliée », sous forme de dispositions incorporées. Il soutient également que l'histoire des sociétés humaines ne serait que la « continuation de l'histoire naturelle par une espèce particulièrement culturelle ». Au cours de notre histoire évolutive, vie sociale et transmission culturelle précéderaient de très loin l'apparition du genre *Homo*. Une réinscription décentrée de l'histoire humaine dans celle des sociétés animales, comme enchâssée au sein de celle du vivant.

DOMINIQUE DESBOIS

POLITIQUE

NOUVEAU PEUPLE, NOUVELLE GAUCHE. – Sous la direction de Julien Talpin

Éditions Amsterdam, Paris,
2025, 320 pages, 18 euros.

Postuler le « divorce » – supposé définitif – entre gauche et classes populaires est devenu un cliché cher aux divers commentateurs. L'ouvrage élaboré sous l'égide de l'Institut La Boétie (ILB) vient l'interroger. Il analyse les mutations subies par les catégories dominées ces trente dernières années pour mieux saisir les reconfigurations de leur rapport au camp du progrès. Quelles sont les classes populaires au XXI^e siècle ? Y a-t-il droitisation ou démission ? Quel peut être le rôle des syndicats ? Après l'entretien introductif entre Nancy Fraser et Jean-Luc Mélenchon, vingt et un chercheurs – dont Samuel Hayat, Julian Mischi, Vincent Tiberj – entreprennent de donner des outils pour dépasser l'opposition entre France « des bourgs » et France « des tours ». Rachel Silvera s'emploie notamment à montrer comment les travailleuses ont en commun de « subir de plein fouet des réductions de moyens drastiques, tout en assurant toujours [des] fonctions essentielles ». La postface de la présidente de l'ILB Clémence Guetté entend, elle, réaffirmer la possibilité d'« une nouvelle interface au service du peuple nouveau ».

BRYAN POUGET

HISTOIRE

L'AFFAIRE BEN BARKA. – Stephen Smith et Ronen Bergman

Grasset, Paris, 2025, 576 pages, 28 euros.

L'enlèvement à Paris, puis l'assassinat en octobre 1965 de Mehdi Ben Barka, chef de l'opposition marocaine et leader tiers-mondiste, sur fond de décolonisation et de guerre froide, hante encore les consciences : au Maroc, où le silence reste total, et en France, où une instruction judiciaire est à nouveau relancée... Les auteurs ont repris ici l'ensemble des procès-verbaux, enquêtes, études, articles qui avaient fini par former un puzzle incompréhensible – résultat d'une quête sans fin autour d'un assassinat sans cadavre. Avec leurs propres apports – une nouvelle analyse fouillée des archives du service secret tchécoslovaque, qui avait recruté Ben Barka, et l'obtention inédite de notes internes du Mossad –, ils pensent avoir enfin déterminé l'ensemble des responsabilités dans ce « crime d'États », au pluriel. Leur livre, passionnant, replace dans un contexte géopolitique de plusieurs décennies ce qui aura été, côté français, le plus grand scandale de la V^e République, côté marocain, le présage des « années de plomb », et enfin, côté israélien, le début d'une complicité souterraine avec Rabat qui finira par déboucher... sur les accords Abraham.

PHILIPPE LEYMARIE

UN PRINTEMPS OTTOMAN. La révolution jeune-turque de 1908. – François Georgeon

Les Belles Lettres, Paris,
2026, 306 pages, 26,90 euros.

Depuis quelques décennies, la révolution déclenchée par les Jeunes-Turcs en 1908 pour s'emparer du pouvoir dans l'Empire ottoman a retrouvé une place non négligeable dans l'historiographie. Il manquait encore une synthèse en français portant sur cet événement majeur. C'est là ce que propose François Georgeon, directeur de recherche émérite au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), dans un essai parfaitement accessible au profane et enrichi de seize planches. En s'appuyant notamment sur des archives de presse, des souvenirs de militants, il rend compte de la généalogie de cette révolution et des enjeux, espoirs, contradictions qui se font jour, de juillet 1908 à août 1909. « Avoir 20 ans en 1908 »... La « fête révolutionnaire », dans les Balkans, à Istanbul, célèbre une modernisation et une libération, la restauration de la Constitution, la disparition de la censure, un système multipartite, la présence des femmes dans l'espace public... Succédera à ce grand bouleversement un « constitutionnalisme illibéral » puis, avec la guerre, la fin de l'Empire.

LÉOPOLD MOULIN

LA PROPAGANDE NAZIE. Projet, actualité et critique catégorique. – Alexander Neumann

Kimé, Paris, 2026, 150 pages, 18 euros.

C'est avec les outils de la théorie critique qu'Alexander Neumann analyse la propagande nazie et ses prolongements actuels. Il démontre qu'il ne s'agit pas d'un simple système de discours, mais d'un modèle d'organisation politique incluant la radio, le cinéma, l'université, l'économie et l'État. L'objectif n'étant pas l'« influence », mais le pouvoir, et la destruction des ennemis désignés : la gauche et les Juifs. L'une des sources d'inspiration de cette propagande était un ouvrage de Henry Ford, *The International Jew* (1920), et sa théorie du complot judéo-bolchevique. La voiture Ford a aussi servi de modèle – pour la Volkswagen, la « voiture du peuple ». Le septième congrès du Parti national-socialiste à Nuremberg (1935) et les Jeux olympiques de 1936 – « immortalisés » par les films de Leni Riefenstahl – illustrent la maîtrise par le régime des techniques modernes de l'industrie du spectacle.

MICHAEL LÖWY

LITTÉRATURE

Trieste, concentré d'histoires

JAMES Joyce (1882-1941) l'Irlandais y a traîné ses souliers, le romancier Italo Svevo (1861-1928) et le poète Umberto Saba (1883-1957), deux figures majeures de la modernité italienne, y sont nés et y ont toujours vécu. Trieste est un mythe littéraire, cultivé par certains auteurs contemporains, comme Claudio Magris, qui a tant fait pour célébrer ses cafés, comme le San Marco (1). Cet établissement, ouvert le 3 janvier 1914, peut résumer l'histoire de cette ville de frontière, si longtemps disputée. Haut lieu de l'irréductible italien alors que la ville faisait encore partie de l'empire d'Autriche-Hongrie, il fut mis à sac par des émeutiers pro-habsbourgeois lors de l'entrée en guerre de l'Italie, en mai 1915.

Aujourd'hui, c'est un café-librairie où certains Triestins peuvent passer toute leur journée, tandis que défilent les touristes.

Ville de frontière, oui : rattachée à l'Italie en 1918, mais qui faillit devenir yougoslave en 1945, centre d'un « territoire libre » garanti par les Nations unies de 1947 à 1954 avant d'être restituée à l'Italie, Trieste a toujours été plurilingue, même si la minorité slovène ne fait plus guère entendre sa voix dans le centre de la cité – elle s'est repliée dans les villages du Karst qui surplombent la mer. La Slovénie fête cette année Srečko Kosovel, mort en 1926 d'une méningite à 22 ans. Celui qu'on a appelé le Rimbaud slovène,

issu d'une vieille famille triestine, est né à Sežana, aujourd'hui en Slovénie, sur les hauteurs qui dominent la ville – « fier jeune homme chantant dans la nuit » (2). Feu le doyen des lettres slovènes et européennes, Boris Pahor (1913-2022), est à jamais triestin (3). Témoin, enfant, de l'incendie du Narodni Dom, le Centre culturel slovène, en 1920, par les milices fascistes, cet ancien résistant n'a jamais cessé de plaider pour une réconciliation italo-slovène garantissant les droits de la minorité à laquelle il appartenait.

Christophe Solioz a dirigé un ouvrage où l'on retrouve les voix de Boris Pahor, Biagio Marin, Paolo Rumiz, et dans lequel quatre portfolios chantent la ville (4). Sont mis en lumière tous les aspects de la mosaïque triestine, et évoquées toutes les cultures qui la fondent ainsi que la dimension maritime et portuaire de la ville, permettant un développement fulgurant au XIX^e siècle. Et il rappelle le propos de Claudio Magris, qui assurait que « Trieste est comme un collage où le temps ne guérit pas les blessures ».

Ville de frontière, toujours, et notamment du temps de la Yougoslavie socialiste, dont les citoyens se pressaient au marché de Ponte Rosso, débordant de blue-jeans et de produits de l'Ouest à bas coût. Enfin, elle fut un balcon accroché au flanc des Balkans en feu, où journalistes et humanitaires faisaient parfois escale. C'est cette histoire qu'évoque Federica Manzoni, dans un magnifique roman (5), qui n'oublie pas d'évoquer ces « ombres » toujours si présentes, celles des exilés d'hier et d'aujourd'hui, qui se pressent toujours aux abords de la gare de Trieste, point d'arrivée de la « route des Balkans ».

JEAN-ARNAULT DÉRENS.

(1) Claudio Magris, *Microcosmes*, traduit de l'italien par Jean et Marie-Noëlle Pastureau, Gallimard, coll. « Folio », Paris, 2000.

(2) Srečko Kosovel, *Les Intégrales*, traduit et préfacé par Mathias Rambaud, Fata Morgana, Saint-Clément-de-Rivière, 2025, 216 pages, parmi lesquelles des gravures de Zdenko Huzjan, 25 euros.

(3) Les romans de Boris Pahor dans leur quasi-totalité sont disponibles en traduction française, notamment aux éditions Noir sur Blanc et Phébus/Libretto.

(4) Christophe Solioz (sous la dir. de), *Trieste, la littérature pour territoire*, Georg, Genève, 2025, 144 pages, 28 francs suisses.

(5) Federica Manzoni, *Retour à Trieste*, traduit par Laura Brignon, Albin Michel, Paris, 2026, 352 pages, 22,90 euros.

PEINTURE

Le travail à l'œuvre

AU XIX^e siècle, avec la révolution industrielle et les mutations qu'elle entraîne, le travail devient un thème artistique majeur. En témoigne une exposition présentée, pour une partie des œuvres, au Musée d'Orsay, et pour l'autre partie dans une vingtaine d'institutions en région. Toutes sont réunies dans le catalogue, conçu sous forme d'entretiens avec trois historiens et une sociologue (1). Michelle Perrot souligne la persistance de stéréotypes : force physique, maîtrise technique et solidarité collective inscrivent le travail dans un imaginaire progressiste fortement genré. Les corps masculins s'imposent sous le soleil (*Les Bateurs de pieux*, de Maximilien Luce), tandis que les figures féminines ont la texture des ombres tramées par la servitude (*La Tasse de chocolat après le bain*, d'Edgar Degas). Dominique Méda questionne le travail comme norme sociale, dont l'absence devient facteur d'exclusion (*Sans travail*, de Victor Selb). François Jarrige analyse l'impact du machinisme sur l'usure des corps (*Pierreuse*, de Théophile Alexandre Steinlen). Bertrand Tillier met en lumière la dimension politique des images : dans *Le Démolisseur*, de Paul Signac, longtemps proche, comme



Steinlen, des anarchistes, la pioche peut autant construire que saper l'ordre établi.

PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER.

(1) *Cent œuvres qui racontent le travail*. Exposition (vingt-deux lieux) mars-septembre 2026. Catalogue, sous la direction de Clémence Raynaud, Musée d'Orsay - Grand Palais RMN, Paris, 2026, 256 pages, 35 euros.



ÉCOLOGIE

POLITIQUES DU LOUP. Faire de la sociologie avec des animaux. – Antoine Doré

PUF, Paris, 2025, 468 pages, 24 euros.

Plus que d'autres espèces sauvages, les loups suscitent de multiples interactions humaines à travers des réseaux sociaux mobilisant des dispositifs techno-administratifs complexes lorsqu'ils « sortent du bois ». La présence du loup concernerait 47% du territoire métropolitain quand elle est régulière, et 53% lorsqu'elle est occasionnelle. Cette présence, en progression, se révèle surtout par les traces. Dans un contexte de défiance mutuelle, illustrée par la controverse sur la méthodologie de comptage, l'équilibre reste fragile entre viabilité des activités d'élevage et préservation d'une espèce vulnérable. Le sociologue Antoine Doré s'emploie à pister les loups au sein des arcanes de la *res publica* pour démêler l'écheveau des liens tissés par leur cohabitation avec les humains sur la longue durée. L'enquête ethnographique révèle le débordement constant des modalités instaurées par ces cohabitations, sans réconciliation en vue.

DOMINIQUE DESBOIS

ART

L'AVENIR DE LA VÉRITÉ. – Werner Herzog

Séguier, Paris, 2026, 160 pages, 21 euros.

À l'heure des *fake news* et de l'intelligence artificielle (IA), peut-on encore croire à la vérité ? La question est posée cette fois par le cinéaste Werner Herzog, qui annonçait récemment, opinion que l'on n'est pas obligé de partager, que le monde du futur oublierait ses films pour ne se souvenir que de ses livres (dont *Sur le chemin des glaces*, qui ressort parallèlement chez Payot). Aussi rapide soit-elle (112 pages), la réponse est passionnante. Herzog, qui a pu voir un entretien filmé entre lui et un philosophe tchèque totalement inventé par l'IA... remonte l'histoire des *fake news* jusqu'à Ramsès II. Il évoque non sans humour ses rencontres avec quelques spécialistes peu recommandables (le gourou Raël, le milliardaire Elon Musk, le boxeur Mike Tyson...) et remet en perspective son cinéma, qui s'est toujours affranchi, même dans son versant documentaire, de la vérité des faits au profit d'une « vérité extatique ». Ce pamphlet poétique, cri d'alerte face au travestissement technologique, se termine par une déclaration de foi revigorante en la capacité humaine à déjouer les nouveaux pièges qui lui sont tendus.

HUBERT PROLONGEAU

MUSIQUE

HONORA. – Flea

Nonesuch Records, 2026, CD 16 euros, vinyle 36 euros, digital 10 euros.

Depuis la formation en 1982 du groupe de funk-rock californien Red Hot Chili Peppers, son bassiste fantasque, Flea (« puce »), justifie son pseudonyme en bondissant sur les plus grandes scènes du monde. Quoique reconnu comme un virtuose de son instrument, il ne s'est pas départi d'un complexe au regard du jazz de son enfance : à 11 ans, il soufflait dans une trompette entre deux larcins, et avait pour idole Dizzy Gillespie. Désormais sexagénaire, il assume ses premières amours, sans céder à la nostalgie. *Honora* ne dépareille pas dans le contexte actuel d'un jazz reconnecté à son audace, notamment grâce au label chicagoin Anthem, auquel est affilié le guitariste Jeff Parker, l'une des recrues de Flea. Il a même repris la trompette. « Je n'avais jamais eu peur de faire de la musique auparavant », écrit-il dans le livret. Qu'il soit rassuré : posé sur un groove cotonneux tirant vers le dub et l'ambient, ponctué par les voix d'amis célèbres (Thom Yorke, Nick Cave), l'album est une sacrée surprise, marquée d'une délicatesse que Flea avait bien cachée.

ÉRIC DELHAYE

DVD

L'INCONNU DE LA GRANDE ARCHE. – Stéphane Demoustier

DVD, Le Pacte, 2025, 102 minutes, 20 euros.

L'architecte n'est souvent qu'un pauvre hère diplômé, soumis aux caprices de clients trop riches ou vaniteux. Deux films sortis en 2024 et 2025 sont consacrés à des portraits d'architectes confrontés à des commandes qui les dépassent : *The Brutalist*, de l'Américain Brady Corbet, et *L'inconnu de la Grande Arche*, de Stéphane Demoustier. Ils présentent d'ailleurs une scène presque identique : un architecte, seul au monde, étreint le splendide marbre brut d'une carrière alpine. Comme si la pierre millénaire avait le pouvoir magique d'effacer les contraintes humaines, les prétentions et les budgets. Dans cette libre adaptation d'un roman de Laurence Cossé paru en 2016, un architecte danois, parfait inconnu, est le lauréat du concours lancé par François Mitterrand (inattendu Michel Fau). Il croit à la grandeur, n'entend pas déborder de sa radicalité et propose « la Grande Arche ». Le président est très attentif au devenir des perspectives qui l'inscrivent dans une tradition monarchique. Mais une série d'esprits mesquins, de bureaucrates pointilleux, de politiciens revanchards vont s'acharner à ruiner les utopies. Demoustier s'en amuse, même si c'est un peu triste.

JEAN STERN

IDÉES

Pasolini l'irrecupérable

Il y a des morts que le temps embaume. Ce n'est pas le cas de Pier Paolo Pasolini (1922-1975). Trois livres récemment parus (un essai biographique, une traduction longtemps attendue, un volume collectif) le prouvent : il est toujours fondamentalement offensif. Et c'est peut-être bien pour cette raison qu'il revient avec une telle insistance.

Plutôt que de simplement dénoncer la société de consommation, il l'a analysée et renommée « fascisme de consommation », en soulignant ce qu'elle détruisait : des langues, des gestes, des corps, des mondes périphériques, une idiosyncrasie populaire qu'il savait déjà menacée. Le livre de Laurent Lasne, réédité en poche, contextualise dans sa continuité biographique une pensée qu'on ne saurait réduire à quelques formules (1). Pour ce portrait vigoureux, plus incarné que monumental, il suit le cinéaste-poète dans ses déplacements, ses colères, ses films, son amour du football, et surtout dans son diagnostic des années 1960-1970, quand l'Italie bascule du miracle économique à l'« homologation » (c'est ainsi qu'il désigne la standardisation socioculturelle) consumériste. Pasolini y voit moins une libération qu'une discipline nouvelle : « *La fièvre de la consommation est une fièvre d'obéissance à un ordre non énoncé* ». Ce n'est déjà plus la vieille domination, mais une emprise plus douce, donc plus profonde.

C'est précisément ce moment que rend sensible *Transhumaner et organiser* (2). Florence Pazzottu, qui le présente également, traduit le dernier recueil poétique publié du vivant de Pasolini. L'écrivain y réagit à la violence politique de 1968-1970, à ses propres secousses personnelles, à l'« homologation » et à un consumérisme qu'il estime devenu totalitaire. On a parfois voulu faire du dernier Pasolini un prophète funèbre. Or ce qui s'affirme ici est tout autre : volonté d'écrire contre l'aphasie générale, au risque de l'« impoétique », dans une langue heurtée, échos de l'actualité, figures de Richard Nixon ou Pie XII, réminiscences de Dante et d'Antonio Gramsci.

Le plus beau est peut-être bien dans l'obstination même d'une poésie que Pasolini dit « *difficilement consommable* ».

Autre cliché à éviter : celui d'un Pasolini purement transalpin, et parlant seul dans le désert. Ce que contredit *Pasolini. Dialogues avec la France* (3), qui montre que l'Hexagone fut pour lui bien plus qu'un pays d'accueil critique ou de consécration cinéphilie : un adversaire, un miroir, une réserve de formes et de concepts. La préface le souligne avec justesse, « *son rapport à la France fut, spécifiquement, celui d'une interlocution* ». De Stendhal à Michel Foucault, de Jean-Paul Sartre à Jean-Luc Godard, autant de noms, autant de points de tension. Pasolini admire, caricature, prélève, contredit. Il aime assez la France pour lui demander des comptes. Ce livre à l'intelligence de ne pas réduire ce lien à une simple francophilie : il en restitue les malentendus, les crispations, la fécondité polémique.

De ces lectures croisées se dégage une belle évidence : l'héritage de Pasolini demeure dérangeant. On voudrait en faire un nostalgique ; il est d'abord un diagnosticien. On voudrait en faire un moraliste du déclin ; il demeure un analyste de la mutation. On voudrait le ranger parmi les hétérodoxes convenables ; contempteur de la fausse tolérance et de la standardisation des désirs, il est avant tout un empêcheur de penser en rond. Mieux : il est très précieusement gênant.

NIDAL TAÏBI.

(1) Laurent Lasne, *Pier Paolo Pasolini, le geste d'un rebelle*, Le Tiers Livre, Montpellier, 2025, 240 pages, 10 euros.

(2) Pier Paolo Pasolini, *Transhumaner et organiser*, traduit de l'italien, annoté et présenté par Florence Pazzottu, postface d'Hervé Joubert-Laurencin, LansKine, Hyères, 2025, 248 pages, 20 euros.

(3) Marco Antonio Bazzocchi, Paolo Desogus, Manuele Gragnolati, Anne-Violaine Houcke, Hervé Joubert-Laurencin et Davide Luglio (sous la dir. de), *Pasolini. Dialogues avec la France*, ICI Berlin Press, Berlin, 2025, 326 pages, 18,50 euros.

INDUSTRIE CULTURELLE

Cajoler la passivité

COMMENT entendre, comment choisir ? Le paysage musical est follement saturé, « *plus de 120 000 nouveaux titres apparaissent chaque jour sur les plates-formes de streaming* », comme le rappelle chaque mois le disc-jockey français Laurent Garnier dans son intrépide podcast produit pour la radio publique FIP. La plus importante plate-forme de distribution numérique de ce flux de musiques est la multinationale suédoise Spotify – 30% du marché, 751 millions d'utilisateurs, dont 290 millions d'abonnés payants. L'histoire de la fondation, en 2006, de l'entreprise proposant de « la musique pour tous » a déjà fait l'objet d'une mini-série qui égratignait le récit officiel (1). *La Machine Spotify*, une enquête menée par la journaliste américaine Liz Pelly, spécialisée dans la scène musicale indépendante, détaille son ascension fulgurante, qui débouchera sur son introduction à la Bourse de New York en 2018 (2).

L'exploitation règne à tous les étages de cette fausse incarnation du cool : là ce sont des métadonnées sur la « vie émotionnelle » des consommateurs qui sont revendues à des courtiers en datas ; ici, des musiciens indépendants qui apprennent à faire ce qui semble « marcher » le mieux, et donc formatent leurs morceaux pour avoir une plus grande chance d'exposition, à 35 cents le clic. La journaliste revient largement sur la logique économique derrière la présence du bon million de titres produits par des intelligences artificielles (IA) génératives, qu'elle avait été l'une des premières à signaler à l'opinion américaine. Ces morceaux libres de droits, souligne-t-elle, contribuent à maximiser le profit des actionnaires – dont les trois majors de la musique – et, comme d'autres, écrits à la chaîne dans ce but, nourrissent les playlists d'une musique qui ne demande surtout aucun effort d'attention.

Car chez Spotify, constate Liz Pelly, « *la facilité d'utilisation a fini par favoriser la facilité d'écoute* ». En témoignent les playlists « *Lo-Fi* », aux vîbes pensées pour les moments de détente ou d'étude de ce qu'on a appelé la génération Z, mais aussi la pop « *attrape-stream* », « *feutrée, mid-tempo, mélancolique* » incarnée par Billie Eilish, tout comme le flux de sélections de « musique

fonctionnelle » personnalisées, héritières de la muzak d'autrefois, celle qui se répandait dans les ascenseurs ou les grandes surfaces (3). Après tout, conclut Liz Pelly, « *à l'heure où le monde numérique ressemble de plus en plus à un centre commercial, il n'est pas étonnant [d'y] trouver la même musique que dans les centres commerciaux, parfois produits par les mêmes entreprises* ».

« *De même que le supermarché est au cœur de la culture alimentaire contemporaine pour des milliards de personnes, les plates-formes constituent désormais le noyau économique et culturel de la musique dans une grande partie du monde* », abonde le sociologue britannique David Hesmondhalgh, coordinateur du premier compte rendu international sur les conséquences culturelles de la plateforme pour les productions musicales nationales (4). La douzaine de pays étudiés révèle la multiplicité des opérateurs de streaming à la manœuvre derrière Spotify, comme Boomplay sur le continent africain. Les artistes indépendants y sont tout autant précarisés.

Mais les chercheurs réunis ici constatent aussi que ces « juke-box » du Sud global participent à la mondialisation de nouvelles musiques locales et diasporiques, à l'image du succès planétaire rencontré par l'artiste portoricain Bad Bunny ou les afrobeats nigériens. Un décentrement de la nouvelle *pop culture* qui complique « *assurément toute tentative de considérer le streaming comme une version numérique d'impérialisme culturel ou de colonialisme* ».

JEAN-CHRISTOPHE SERVANT.

(1) *The Playlist*, disponible sur Netflix.
 (2) Liz Pelly, *La Machine Spotify. La marchandisation de la musique à l'ère du streaming*, Actes Sud, Arles, 2026, 384 pages, 21,50 euros. Titre original : *Mood Machine. The Rise of Spotify and the Costs of the Perfect Playlist*, Londres, Hodder & Stoughton, 2025, 228 pages, 20,67 euros.
 (3) On peut voir le documentaire *Une histoire de la musique d'ascenseur. De la muzak au streaming*, de David Hunger, 2025, www.arte.tv
 (4) David Hesmondhalgh (sous la dir. de), *Music Streaming Around the World*, University of California Press, Berkeley, 2025, 270 pages, 35 dollars.

DANS LES REVUES

□ **FOREIGN AFFAIRS.** Un dossier sur l'onde de choc de la guerre américano-israélienne en Iran. L'étrange victoire de la Corée du Nord. Comment se mène la guerre économique dans un monde qui n'est plus unipolaire, avec un rapport Chine - États-Unis marqué par une vulnérabilité mutuelle ? (Vol. 105, n° 3, bimestriel, mai-juin, 94,95 dollars par an. — New York, États-Unis.)

□ **FOREIGN POLICY.** Le géopolitologue Stephen Walt répond à la question : pourquoi les présidents américains ne cessent-ils de faire la guerre, y compris quand ils ont promis le contraire ? Y a-t-il une voie possible pour les puissances moyennes ? (N° 260, printemps, trimestriel, 249,99 dollars par an. — Washington, DC, États-Unis.)

□ **THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS.** M. Donald Trump se fait-il passer pour fou afin de mieux faire capituler ses adversaires et « alliés » ? Les poèmes de Seamus Heaney. Histoire culturelle des cuisines et des sophistes depuis la Grèce antique. (Vol. LXXIII, n° 8, 14 mai, bimensuel, 9,95 dollars. — New York, États-Unis.)

□ **HARPER'S.** Le journaliste américain Thomas Frank croise à San Francisco une manifestation de soutien aux milliardaires. Comment les personnes âgées sont devenues la classe géante aux États-Unis. Reportage au Puy du Fou et réflexion sur la politisation conservatrice de l'histoire. (Vol. 352, n° 212, mai, mensuel, 8,99 dollars. — New York, États-Unis.)

□ **THE NATION.** Aux États-Unis, les disparités raciales de la mortalité infantile persistent quel que soit le niveau de revenu. Les premiers coûts de la guerre d'Iran. Manifeste pour une intelligence artificielle profitant à tous. (Vol. 322, n° 5, mai, mensuel, 12,95 dollars. — New York, États-Unis.)

□ **JACOBIN.** La génération Z (18-25 ans environ) a propulsé M. Zohran Mamdani à la mairie de New York, mais elle est politiquement et culturellement très disparate. En mai 1970, quatre millions d'étudiants américains faisaient grève contre la guerre au Vietnam. (N° 61, printemps, trimestriel, 14,95 dollars. — New York, États-Unis.)

□ **PROSPECT.** Vers une nouvelle crise des réfugiés ? La fin de la relation spéciale entre les États-Unis et le Royaume-Uni ? La dislocation de l'« axe de la résistance » constitué par Téhéran ? Plusieurs experts internationaux discutent des conséquences de la plus récente guerre du Golfe. (N° 347, avril, mensuel, 9,99 livres sterling. — Londres, Royaume-Uni.)

□ **TIMES LITERARY SUPPLEMENT.** Un ensemble sur des plasticiennes, de peintres de paysages à Tracey Emin. Le retour des Daleks dans *Doctor Who*. Un bref mais intéressant article consacré à un recueil de Gabriela Mistral. (1^{er} mai, 26 numéros par an, 8 euros. — Londres, Royaume-Uni.)

□ **SURPLUS.** Doublee d'un site, cette revue économique en allemand rassemble des contributions de l'économiste Isabella Weber sur le choc énergétique et de l'historien Adam Tooze sur la démocratie économique, une chronique de Thomas Piketty... (N° 8, avril, bimestriel, 9 euros. — Berlin, Allemagne.)

□ **THE DIASPORIST.** S'appuyant sur Theodor Adorno et Herbert Marcuse, le professeur d'histoire des droits humains Anthony Dirk Moses réfléchit sur les moyens de contrer la « raison d'État » au nom de laquelle les dirigeants allemands consentent aux massacres de Palestiniens par Israël. (Gratuit en ligne. — <https://thediaporist.de>)

□ **THE IDEAS LETTER.** L'historien Quinn Slobodian s'interroge sur les analyses, désormais omniprésentes, qui associent l'essor des industries de la tech à la naissance d'« empires numériques » au détriment de « colonies digitales ». (N° 64, 14 mai, bimensuel, gratuit en ligne. — www.theideasletter.org)

□ **RUSSIA IN GLOBAL AFFAIRS.** Entretien avec le politologue français Stéphane Rozès, dont la défense de l'imaginaire des nations et des civilisations rejoint certaines analyses du Kremlin. Plus qu'une alliance militaire, la Russie et la Biélorussie forment une « union » avec une composante nucléaire. (N° 2, avril-juin, trimestriel, 580 roubles. — Moscou, Russie.)

□ **THE DIPLOMAT.** Envol des ventes de chasseurs chinois à la suite du conflit entre l'Inde et le Pakistan de 2025. L'impact des pénuries de fertilisants sur l'agriculture asiatique : les mauvais souvenirs d'une précédente crise, en 2007-2008, après une hausse soudaine des cours du pétrole. (En ligne, 66 euros par an. — Washington, DC, États-Unis.)

□ **TEMPURA.** La revue, désormais bilingue (français, anglais), plonge dans le monde de l'aventure « à la japonaise ». Un article sur les « Japoniards », ces alpinistes venus de l'Archipel qui partent à l'assaut des sommets du massif du Mont-Blanc dans les années 1970. (N° 23, printemps-été, trimestriel, 20 euros. — Paris.)

□ **QUESTIONS INTERNATIONALES.** Un numéro consacré à « l'insécurité en Asie » qui annonce la couleur dès la page 5, avec une bande dessinée qui, sans subtilité excessive, explique que la seule menace en Asie est chinoise. (N° 136, avril-mai, bimestriel, 11,90 euros. — Paris.)

□ **REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE.** Pourquoi la détection de bons du Trésor américains par la Chine ne donne pas de véritable levier géopolitique à Pékin. (N° 161, 2026/1, trimestriel, 35 euros. — Paris.)

THÉÂTRE

Brecht n'est pas un maître

Les tutelles demandent aux théâtres subventionnés d'être politiques, ce qui signifie cocher les thèmes présélectionnés. Nombre d'artistes veulent lutter contre la menace de l'extrême droite. Autrement dit, l'ambiance est au théâtre politique. Lequel ne saurait se confondre avec une pédagogie vertueuse. C'est vraiment le moment de lire Bertolt Brecht.

PAR OLIVIER NEVEUX *

AUJOURD'HUI, dans nos temps mauvais, à quoi bon le théâtre ? Cette question est sans réponse ; elle peut même sembler sans objet. Elle rappelle un texte de Bertolt Brecht : « *Il pourrait en effet sembler choquant de débattre ici des choses du théâtre qui paraissent ne devoir leur existence qu'à un désir de distraction, et cela au milieu de guerres sanglantes.* » Il poursuit : « *Le monde est à coup sûr sorti de ses gonds, seuls des mouvements violents peuvent tout réemboîter. Mais il se peut que, parmi les instruments servant à cela, il y en ait un, petit, fragile, qui réclame qu'on le manipule avec légèreté* (1). »

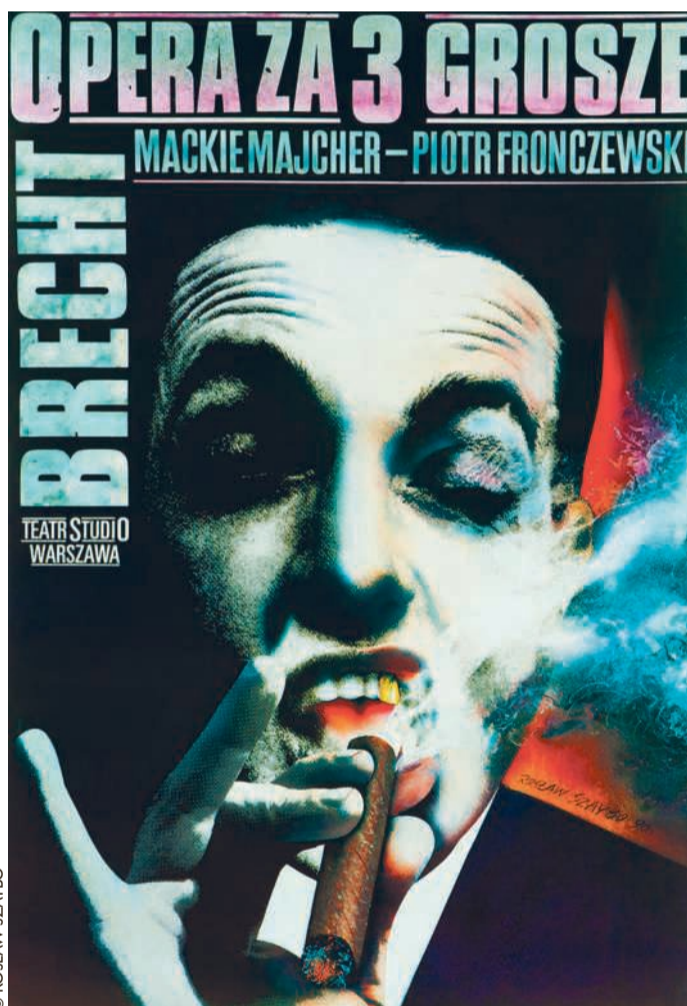
L'hypothèse est incongrue. Le théâtre, combien de divisions ? Que peut-il, lui qui n'intéresse plus grand monde, dont les déclarations fiévreuses paraissent bien souvent ridicules au regard de leur incidence réelle, lui à qui les gauches, révolutionnaires, radicaux ou réformistes, n'en finissent plus de signifier leur indifférence ? À quoi bon le théâtre, y compris pour ceux qui le font, soumis aux tutelles, à l'absence de temps, à la concurrence, sommés sans trêve de se justifier ? Justifiez vos subsides, justifiez votre utilité. Il en va du théâtre comme des huiles essentielles, il y en a pour toutes sortes de symptômes : réparer les vivants, enchanter les territoires, égayer les campings, faire concorde républicaine... Le doute assaille : quel intérêt à s'acharner à créer ? À quoi bon le théâtre pour ceux qui n'y vont jamais ? Certes. Et pourtant. L'utilité n'est pas nécessairement liée à l'usage. Le service public du théâtre met toute son énergie à troubler des déterminations sociales chez l'un ou l'autre : c'est grandiose, c'est dérisoire. S'il déçoit, c'est que, comme l'ensemble des services publics, il est vicié par des années d'attaques et de dégradations. Son état signe une défaite, sociale et politique.

Parmi les nombreuses conséquences de cette défaite, il en est une en particulier : le devenir du « théâtre politique ». Le problème, c'est qu'il n'est plus un problème. Car le théâtre doit aujourd'hui être politique. Ou du moins traiter de politique. Exigence de l'époque et des tutelles. C'est suspect. Une autre politique est possible. Mais comment faire entrer le théâtre dans la lutte contre ce capitalisme qui nous fait la guerre ? Que faire de cet instrument, « petit, fragile, qui réclame qu'on le manipule avec légèreté » ?

Dès lors qu'il est question de politique au théâtre, si l'on peut bien sûr faire contre Brecht, il est difficile de faire sans lui, même si, après avoir été d'abord adoré, fétichisé, objet de luttes de pouvoir, il est encore durablement rejeté depuis l'offensive thermidorienne gagnante de la fin des années 1970. « *Il n'est plus temps de monter Brecht de manière politique. On ne croit plus guère au nouveau qu'il promettait, à l'idéologie marxiste qui l'imprégnait* » (Télérama, 23 janvier 2009). Mais qu'est-ce précisément que le théâtre politique selon Brecht ? Il avertissait : « *Il nous faut dire que le grand désir de changer le monde, qui nous a amenés à transformer le théâtre pour en faire un instrument de ce changement, a sa source dans une situation historique donnée ; nous vivons dans un monde où il ne fait pas bon vivre, mais où, dans des conditions déterminées, grâce à des transformations précises, on pourrait vivre mieux. Une grande partie de nos propositions est donc liée à l'époque où nous vivons* (2). »

Dans la seconde moitié des années 1930, les temps nouveaux sont particulièrement mauvais. L'abattement que produisent les succès de l'ennemi ne saurait être dissimulé. Ils découragent. Que faire alors si l'on n'entend pas raconter quelque récit idéal, entretenir la crédulité, ni courir tête baissée dans un activisme inajusté, persuadé de l'imminence des « grands soirs », qui finit par épuiser ?

Que gagne-t-on à entretenir, contre toute évidence, l'idée de la facilité et de la proximité des victoires ? Brecht ne jouera pas les matins à venir triomphants. Il ne demande pas à l'art de maquiller les défaites. Mais il ne le fait pas comme on rend les armes. Il donne forme à ce qui reste là, sur les bras des luttes en cours. Il ne gomme pas la mort des enfants de la Mère Courage, Sainte Jeanne des abattoirs s'achève sur une défaite sans appel. Mais un combat conséquent doit aussi s'échiner à faire vivre d'autres expériences, et à nuire à tout ce qui fait exister le fascisme, ses rythmes, ses évidences, autant qu'aux intérêts qui le font prospérer – alors, « *Camarades, parlons des rapports de propriété ! Voilà ce que je voulais dire au sujet de la lutte contre la barbarie montante* (3) » : Brecht refuse de délier le fascisme et le capitalisme. Il veut viser la racine. Non seulement nommer le capitalisme, en dénoncer les ravages, mais en faire voir et entendre la logique et l'organisation. Comment ?



ROSEAW SZAYBO. – Affiche pour la pièce « L'Opéra de quat'sous », de Bertolt Brecht et Kurt Weill, Varsovie, 1990

Pas de naturalisme, qui confond la réalité avec ce qui se voit, et qui escompte que cette réalité reconstituée conscientise le public, mais qui omet l'existence du « caché » des structures et de l'idéologie. Sur son bureau, Brecht avait inscrit : « *La vérité est concrète.* » Il explique : « *Il y a une formule du vieil Hegel à laquelle les classiques du marxisme ont accordé beaucoup d'attention et sur laquelle ils ont attiré celle des autres : la vérité est concrète. Elle a démontré une puissance explosive, et ne cessera de la démontrer à l'avenir* (4). » La vérité est concrète et le théâtre qui l'accueille de même.

BRECHT énumère, dans un texte de 1935, les « cinq difficultés pour écrire la vérité » : il faut en avoir le « courage », l'« intelligence de la reconnaissance », savoir « la rendre maniable comme une arme », posséder « assez de bon sens pour choisir ceux entre les mains de qui elle devient efficace » et « assez de ruse pour la répandre largement ». La vérité est l'alliée de la lutte : la remarque semble consensuelle, elle ne l'est pas, la vérité est polémique. En d'autres termes, « *le théâtre doit (...) indiquer combien il est nécessaire de penser* ». Ce qui signifie « *trouver des solutions aux difficultés* » (5). Mais le théâtre ne garantit en rien l'évidence de la communication espérée. « *Des millions de spectateurs ont vu du Brecht et continueront encore et encore à en voir : j'ose pourtant douter que les mentalités politiques s'en soient trouvées transformées, ou simplement remises en question* (6) », déclarait le dramaturge suisse Max

Frisch. Bien sûr, le théâtre, celui de Brecht compris, peut transformer des existences. Plus fréquemment qu'on ne le croit. Des représentations bouleversent. On peut douter cependant que cela ait pris massivement la forme de consciences soudainement éclairées par la compréhension des lois du fonctionnement de la société, et de l'attraction dès lors irrésistible vers le militantisme. L'œuvre brechtienne est agissante, mais non par ce qui serait la mécanique simpliste de l'assimilation de la « leçon », qui modifie les cœurs et convertit les consciences. Brecht entend représenter autrement le monde plutôt que représenter un autre monde. Il s'agit moins de produire de nouveaux imaginaires que de nouveaux rapports à l'imaginaire. L'œuvre n'opère pas comme substitution, mais comme médiation. Sa « *pédagogie antiverbeuse* », pour reprendre l'expression du romancier italien Italo Calvino, n'est pas, littéralement et dans tous les sens, positive : elle est critique plutôt que normative. Brecht écrit des pièces, il n'a pas ouvert une école.

IL assume une autre perspective : « *Arriver à faire du "petit cercle des connaisseurs" un grand cercle des connaisseurs* (7). » Elle n'a pas la grandeur des programmes absolutistes qui veulent tout changer tout de suite. Le théâtre ne change pas le monde. Il peut éventuellement changer un monde, celui d'un individu. En certaines circonstances, scène de l'histoire et scène théâtrale se répondent : moments d'exception où le théâtre se nourrit de son alliance avec des mouvements sociaux ou politiques offensifs, numériquement importants, en grande forme. Mais quand il n'est pas midi dans le siècle ? La stigmatisation de l'absence de public populaire dans les salles ne prend pas la mesure du travail en profondeur mené par le théâtre public depuis des décennies. Les institutions croient se soulager du problème en célébrant la diversité. C'est insuffisant pour sûr. Le terme « populaire » est plein d'ambiguïtés. Comme le mot « peuple ». Brecht rappelle combien le régime fasciste ne se lassait pas de « *parler du peuple et au peuple* ». Son théâtre ne consacre pas pour autant la culture savante, qui peut l'inspirer, en garante du goût, pas plus qu'il n'a le projet d'évincer les formes d'expression populaire ou de stigmatiser la culture de masse.

C'est que, chez Brecht, le peuple est crédité d'un devenir. La cuisinière doit devenir cheffe d'État. On ne s'adresse pas, de fait, de la même façon à qui doit prendre en charge la conduite de l'humanité et à un public consommateur de théâtre, même exigeant et raffiné. Il s'agit de produire un plaisir qui, précisément, n'est pas celui de la consommation. L'expérience théâtrale pourrait être cela : la découverte d'un besoin de penser, d'un besoin de rationalité, le goût d'un autre rapport du savoir au rire et à l'émancipation. Ce besoin qui s'éveille, la société capitaliste le capte, le frustrer, le privatiser, mais il pourrait continuer à agir, dans la vie, sinon faire lever pour une autre vie. Le théâtre de Brecht réclame un public où tous sont philosophes – étant posé qu'il définit la philosophie comme l'« *art d'encaisser et de donner des coups dans un combat* (8) ».

Tous philosophes ? Ce n'est pas encore le cas, de toute évidence, constate l'observateur dégrisé. Il le faudrait pourtant, si l'on veut s'arracher à la barbarie qui vient. Contradiction : cette subjectivité commune ne se créera probablement qu'à l'aune de nouveaux rapports sociaux déterminés par une transformation radicale du mode de production. Il est possible de ne pas attendre et de commencer tout de suite. Centre le théâtre politique, pour un théâtre communiste. En écho résonne la voix de l'ouvrier, dans *L'Achat du cuivre* : « *C'est un peu grandiloquent. Mais pourquoi pas, quand une grande chose est en jeu ?* »

(1) Bertolt Brecht, *L'Achat du cuivre*, dans *Écrits sur le théâtre*, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », Paris, 2000.

(2) *Sur l'usage des principes*, dans *Écrits sur le théâtre*, op. cit.

(3) Fin de son intervention au 1^{er} Congrès international des écrivains pour la défense de la culture, juin 1935.

(4) Bertolt Brecht, *Au dossier du débat sur l'expressionnisme : réflexion pratique*, dans *Sur le réalisme*, tome 2, L'Arche, Paris, 1970.

(5) *Sur la littérisation du théâtre*, dans *Écrits sur le théâtre*, op. cit.

(6) Max Frisch, *Le Public comme partenaire*, Éditions d'en bas, Lausanne, 2017.

(7) *Observation de l'art et art de l'observation*, dans *Sur le réalisme*, op. cit.

(8) Bertolt Brecht, *Sur l'art de philosopher*, dans *L'Uppercut et autres récits sportifs*, L'Arche, 2006.

DANS LES REVUES

□ **CAHIERS D'ÉTUDES AFRICAINES.** Les conflits fonciers en Afrique se multiplient dans les zones périurbaines alors que les villes s'étendent par l'entremise de promoteurs privés que la puissance publique peine à contrôler. Au Sénégal, associations et juristes se mobilisent pour défendre les populations menacées. (N° 261, 2026/1, trimestriel, 21 euros. — Aubervilliers.)

□ **REVUE JURIDIQUE ET POLITIQUE EN AFRIQUE.** Le financement des partis politiques africains dans les régimes pluralistes fait l'objet d'un encadrement législatif de plus en plus précis, mais les moyens administratifs de contrôle restent insuffisants. Une contribution détaille l'exemple de la Côte d'Ivoire. (N° 8, 2026/1, mars, trimestriel, accès gratuit sur cairn.info. — Bamako, Mali.)

□ **MOYEN-ORIENT.** Près d'un quart de siècle après l'invasion américaine qui devait y installer la démocratie, que devient l'Irak, entre décombres de l'Organisation de l'État islamique et influence iranienne ? (N° 70, avril-juin, trimestriel, 10,95 euros. — Paris.)

□ **LA REVUE INTERNATIONALE ET STRATÉGIQUE.** Les angles morts de l'adaptation au changement climatique. L'annulation des élections en Roumanie en raison de manipulations algorithmiques pose une question cruciale : à partir de quel seuil une ingérence cesse d'être admissible en démocratie ? (N° 141, printemps, trimestriel, 20 euros. — Paris.)

□ **CULTURES ET CONFLITS.** Pourquoi les espoirs occidentaux démesurés placés en M. Abiy Ahmed, premier ministre éthiopien, ont-ils conduit à la guerre ? Une histoire du capitalisme de surveillance depuis 2004 à travers sa vitrine préférée, les Jeux olympiques. (N° 141, avril-juin, trimestriel, 18 euros. — Paris.)

□ **SAVOIR/AGIR.** Dans un numéro essentiellement consacré à la défense des libertés universitaires ainsi qu'à celle d'un service public de la culture, un entretien stimulant avec M. Alain Lipietz qui revient sur la contribution du pouvoir gaulliste au développement de la recherche marxiste en France. (N° 67, automne, semestriel, 15 euros. — Vulaines-sur-Seine.)

□ **POPULATION & SOCIÉTÉS.** Après la suspension de l'immigration de travail en 1974, la France avait autorisé le regroupement familial deux ans plus tard. Aujourd'hui, cette voie d'entrée concerne de moins en moins d'étrangers, environ onze mille par an dans les deux dernières décennies. (N° 643, avril, mensuel, gratuit en ligne. — Paris.)

□ **ESPRIT.** Que demander à l'histoire ? Le dossier qui entreprend, avec Michelle Perrot, Laurent Joly, Michaël Fœssel..., de répondre à cette vaste question, nourrie par le constat qu'elle est le « lieu d'un rude combat », est porté par l'exemple de Marc Bloch, tant comme historien que comme résistant. (N° 533, mai, dix numéros par an, 20 euros. — Paris.)

□ **URBANISME.** Peut-on encore imaginer ou refigurer les territoires en fonction de l'automobile ? Vaste question qui implique des réflexions sur la pollution, le stationnement et le simple besoin de mobilité. (N° 449, mai-juin, huit numéros par an, 20 euros. — Paris.)

□ **PRESCRIRE.** Une nouvelle directive européenne sur les « produits défectueux » pourrait permettre une meilleure indemnisation des victimes de médicaments, mais le cadre juridique demeure limité. (N° 511, mai, mensuel, 55 euros. — Paris.)

□ **SILENCE.** Un dossier pour lever le voile sur les conséquences des politiques de numérisation et d'électrification. Le besoin de métaux rares et de mines nécessaires à leur extraction est satisfait au prix fort : pour les pays du Sud concernés et par la pollution en général. (N° 552, mai, mensuel, 6 euros. — Lyon.)

□ **SOCIALTER.** Une question qui intéressera nombre de militants et sympathisants de gauche : peut-on être en désaccord sans se haïr ? (N° 75, avril-mai, bimestriel, 8,50 euros. — Paris.)

□ **FAKIR.** Pesticides, course au rendement : les existences des bûcherons ne sont plus ce qu'elles étaient. Le projet de l'A69 entre Castres et Toulouse a beaucoup mobilisé contre lui, l'A412 menace à son tour tout un écosystème en Haute-Savoie. Les errements de l'enseignement professionnel. (N° 122, juin, bimestriel, 4 euros. — Amiens.)

□ **LA DÉCROISSANCE.** Toujours à contrecourant, le « journal de la joie de vivre » exhorte à se libérer du « Progrès », cette religion de l'automatisation et de la numérisation qu'il ne faut pas confondre avec la technique, dont certains acquis améliorent la qualité de nos vies. Deux entretiens sur ce thème : avec Jean-Claude Michéa et avec Serge Latouche. (N° 224, mai-juin, bimestriel, 7 euros. — Lyon.)

□ **THÉÂTRE PUBLIC.** À propos des manifestations concrètes de la poésie dans la création scénique contemporaine, une vingtaine de spécialistes et d'artistes offrent analyses et réflexions. (N° 259, avril-juin, trimestriel, 16,90 euros. — Paris.)

□ **LES CAHIERS DE L'ANGLE.** Autour d'un lieu, d'un mot – glacières-Chamonix, rade-Toulon, abers-Porspoder, pour cette livraison –, cette rêveuse revue conjugue des « bouts de texte du passé et des retranscriptions de paroles du présent », scandés par une singulière iconographie. (N° 5, semestriel, 25 euros. — Saint-Antoine.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : www.monde-diplomatique.fr/revues

* Auteur de *Brecht et les mauvais temps nouveaux*, La Fabrique, Paris, 2026, à partir duquel cet article est composé.

Le grand émoi des gens de lettres

PAR THIERRY DISCEPOLO *

AVEC ce sens du tempo qui signe les vrais professionnels, c'est en avant-première au Salon du livre de Paris qu'Olivier Nora, ses patrons, ses auteurs et ses employés ont présenté mi-avril 2026 une tragi-comédie dans la meilleure tradition de Saint-Germain-des-Près.

Ils partirent une poignée, mais par un prompt renfort ils se virent trois cents en arrivant au Flore. La diligence, la coordination et l'ampleur de la campagne médiatique déclenchée par le licenciement du président-directeur général (PDG) de Grasset ont fait dire aux mauvaises langues qu'elle avait été préméditée. Vaine suspicion : tous les protagonistes, metteurs en scène, maquilleurs, machinistes, ouvriers et souffleurs travaillent ensemble et depuis longtemps.

Sur les cent quarante-deux auteurs de Grasset signataires de la première tribune en soutien à « leur » éditeur congédié, 47% sont (ou ont été) journalistes, leurs carrières couvrent une cinquantaine de médias (presse écrite, radio, télévision), quinze d'entre eux sont passés par *Le Monde*, onze par *Libération*, dix par France Culture, neuf par *Le Point*, sept par France Inter, cinq par Canal Plus et quatre par Europe 1 ou *Franc-Tireur* – sans compter *Paris Match*, *CNews*, *Vogue*, *BFM TV*, *RTL*, *Le Figaro*, *Le Journal du dimanche*, *Philosophie Magazine*, etc. Cette coterie fournit également le personnel des principales émissions littéraires – du « Masque et la Plume » (France Inter) au « Carnet d'or » (France Culture). Ses membres siègent dans les jurys de quatorze prix littéraires – Goncourt, Renaudot, Interallié, Flore, Décembre, etc., et celui du *Who's Who*.

Sachant qu'on croise aussi dans ce cénacle un fondateur d'Arte et le président de son directoire français, il n'est pas exagéré de voir cette maison comme, avant tout, un mirifique lobby. Qui doit autant son efficacité à la présence tentaculaire des auteurs édités qu'à l'ouverture de sa ligne éditoriale à « tout l'échiquier politique ». C'est d'ailleurs cette qualité, dont tout le mérite a été attribué à Nora, qui a été mise en avant, de tribunes en articles et entretiens, tous rivalisant de lyrisme pour vanter « leur » maison, où se « côtoyaient pacifiquement des autrices et des auteurs qui n'étaient pas d'accord sur grand-chose » (*Le Monde*, 16 avril 2026) – « droite, gauche, tout y était » (France Culture, 16 avril 2026).

Ce penchant n'est pas propre à Hachette, le groupe auquel appartient Grasset. Il est même dominant dans les grands groupes éditoriaux français. Si on cherche une marque séculaire ayant fait, depuis sa fondation, de cette conception de la « diversité » une ligne éditoriale où cohabitent les contraires, on doit plutôt chercher du côté de chez Gallimard. Dès l'automne 1940, cette maison fait paraître ses livres sous la férule de l'écrivain fasciste Pierre Drieu la Rochelle, qui accueillera notamment l'ambassadeur antisémite Paul Morand, le pronazi Jacques Chardonne et le

collaborationniste Robert Brasillach ; tandis que, dans le bureau d'à côté, Jean Paulhan éditait Albert Camus, André Malraux, Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir. La fuite printanière d'auteurs de Grasset fut d'ailleurs, pour Antoine Gallimard, non pas l'occasion d'une vulgaire pêche au gros, comme il a pu sembler aux médisants, mais celle de rappeler les principes qui ont permis à son prestigieux grand-père de faire fructifier son commerce sous l'Occupation : « *Sous une même couverture coexistent des œuvres aux visions contradictoires* », ce qui garantit « cette neutralité » sans laquelle « *il ne reste que l'alignement, l'orthodoxie, le conformisme* » (*Le Monde*, 16 avril 2026).

La convulsion qui a saisi Grasset révélerait plutôt la recomposition, à l'intérieur du monde de la culture, du bon vieux front républicain : mais sur une base moins politique qu'esthétique. Comme l'indique la mention répétitive de l'« *élégance* » unanimement attribuée en frissonnant à Nora. M. Vincent Bolloré n'est pas repoussé que pour son idéologie, qui a toute sa place dans l'édition « pluraliste », mais surtout pour sa vulgarité.

Car il a quand même fallu trois ans aux insurgés pour découvrir que leurs livres et leurs idées étant la propriété de M. Bolloré, ils servaient sa bataille culturelle. Mais, les yeux dessillés par la chute du « *rempart* » qu'était à leurs yeux Nora, c'est comme un seul homme, si l'on ose dire, qu'ils ont pris la porte : conservateurs ou réactionnaires, de *Franc-Tireur* – organe du Printemps républicain – à *CNews*, d'Alain Minc, Bernard-Henri Lévy et Pascal Bruckner à l'irréductible « punk des belles-lettres » Virginie Despentes et à Sorj Chalandon, ancien de la Gauche prolétarienne, romancier des révoltés et des révolutionnaires.

Vécu à juste titre comme une trahison, ce départ massif n'a pas échappé au *Journal du dimanche*, média récemment repris en main par M. Bolloré. Le 19 avril 2026, l'hebdomadaire voue aux géonies la fronde des auteurs Grasset, qualifiée d'alliance entre la « *droite cocaïne* » et la « *gauche Kouachi* » (19 avril 2026). Une alliance toutefois fragile. Certains agents doubles vont donner au *Journal du dimanche* accès à la boucle WhatsApp des « Auteurs et autrices Grasset » en campagne ; pour justifier leur geste, ils invoquent les mauvais traitements dont Boualem Sansal aurait fait l'objet : ils voulaient bien « *défendre Olivier, (...) homme fort et digne d'être admiré* », mais ils ont été révoltés par « *les révoltés de Saint-Germain qui agissent comme une cinquième colonne en France au service de la dictature algérienne* » (26 avril 2026). Diantre !

L'écrivain franco-algérien aurait été à l'origine du renvoi de Nora. Non que le PDG de Grasset n'ait pas souhaité le publier. Aucun désaccord, ni littéraire, ni politique, ni commercial. La rupture aurait été provoquée par le choix de la date de publication du récit tant attendu de la détention du « Soljenitsyne algérien ». L'éditeur proposait octobre 2026, mais l'auteur, qui voulait juin, eut gain de cause.



© ADAGP PARIS, 2026 - CORNELIUS VÖLKER - GALERIE KLAUS GERRIT FRIESE, BERLIN

CORNELIUS VÖLKER. – « Basket of Fruit » (Corbeille de fruits), 2018

Sansal, auteur choyé depuis 1999 chez Gallimard, développe en 2012 dans *Valeurs actuelles* la vision idyllique de l'Algérie française qui peuple ses romans. Proche de M. Éric Zemmour depuis 2015, membre du comité stratégique du média d'extrême droite *Frontières* depuis 2021, on le retrouve en 2024 dans un forum organisé par la mairie Rassemblement national (RN) de Perpignan (1). En mars 2025, sa condamnation par l'État algérien à cinq ans de prison pour « acte visant la sûreté de l'État » – avoir déclaré que « *toute la partie de l'Ouest algérien faisait partie du Maroc* » (*Frontières*, 2 octobre 2024) – constitue Sansal en martyr de la liberté d'expression. Portée par son éditeur, Antoine Gallimard, soutenue par l'Académie française, la Société des gens de lettres et des dizaines de personnalités de toutes obédiences politiques, la campagne pour sa libération, largement médiatisée, s'affiche dans toutes les librairies. Mais, le 12 mars 2026, débouché par Hachette, il quitte Gallimard. Et le monde des lettres découvre soudain que Sansal n'est qu'un propagandiste d'extrême droite, un mauvais écrivain, un auteur surcoté, un tocard infréquentable. Antoine Gallimard lui-même l'a bien dit aux fuyards de Grasset : « *Le lieu d'où l'on s'exprime compte autant que ce qui y est écrit* (2). » Un adage qu'aucune enseignante ne met autant en valeur que la sienne – cf. les cas Céline, Ernst Jünger ou, dans un autre registre, Gabriel Matzneff...

On en viendrait à se demander si, en dehors de chez Hachette, la fréquentation des infréquentables contrarie qui que ce soit. Ainsi, alors qu'en 2021 l'accueil par M. Bolloré du livre de campagne de M. Zemmour, *La France n'a pas dit son dernier mot*, a fait jaser, la parution des principaux ouvrages du candidat de Reconquête chez Albin Michel a semblé dans l'ordre des choses. De même, si les derniers livres de M. Philippe de Villiers publiés par Fayard (y compris avant l'arrivée de M. Bolloré) ont ulcéré certains sociologues et historiens qui y avaient fait paraître les leurs, ce sont vingt-trois titres que le vicomte vendéen a publiés chez Albin Michel entre 1989 et 2021. Sachant qu'Humensis, groupe comprenant, entre autres, les Presses universitaires de France, Que sais-je? et Passés composés, a été acquis par Albin Michel en 2025, qu'attendent les auteurs soucieux du « *détournement de [leur] capital symbolique* (3) » ?

On connaît déjà le silence pudique qu'à ce genre de dilemme ont opposé les auteurs de La Découverte, maison du groupe Eddis, pendant les interminables cinq années où l'exploitation de leurs œuvres et de leurs idées remplissait l'escarcelle de M. Bol-

loré – et ce même après qu'en 2022 un livre de l'humoriste Guillaume Meurice avait été censuré par des employés, inquiets qu'il ne déplaise au milliardaire.

Bouleversés par leur prise de conscience, les orphelins de Nora n'ont pas ménagé leurs efforts. La plus profondément affectée, Despentes, parle de « *prédation* » et se sent « *dépouillée de son humanité* ». Certains se déclarent « *en deuil* », d'autres se voient en « *oiseaux migrateurs* » ou en « *chien des rues* », privés du « *monument de notre patrimoine culturel* » qu'ils œuvraient à bâtir (France 5, 22 avril 2026). Éjectés du « *temple camusien de la liberté de pensée* » qui accueillait la leur, tous pleurent pour nous la fin de la « *démocratie culturelle* » (4).

Pour nommer cette position (morale), Caroline Fourest propose la formule « *esprit Grasset* ». Dans l'état de choc où ils sont tous, c'est peut-être un peu tôt pour qu'ils voient eux-mêmes de quoi il s'agit exactement. Mais une piste est esquissée par Colombe Schneck – journaliste à Canal Plus, France Inter et au *Monde des livres*. Cette activiste du premier contingent des échappés de Grasset a signé dans la foulée la tribune des auteurs Stock (où elle publie aussi, et qui est également détenu par Hachette) se disant prêts à quitter leur maison d'édition si le « *rapport de confiance (...) venait à être menacé* » (*Le Monde*, 20 avril 2026). Ne pas lâcher la proie pour l'ombre – serait-elle plus glissante.

D'autant que M. Bolloré a fourni une cause sensée au limogeage de son prestigieux employé : entre 2024 et 2025, le résultat opérationnel de Grasset a chuté de 1,2 à 0,6 million d'euros, mais les émoluments de Nora sont passés de 0,8 à 1 million d'euros. Que le directeur général de Stock continue d'assurer la diversité éditoriale et les résultats de son entreprise (sans être trop gourmand), et tout continuera comme avant. Quant à Nora et ses pupilles, ils ont l'embarras du choix pour trouver dans un autre groupe ce qu'ils ont perdu chez Hachette – la classe.

(1) Faris Lounis, « Un cadavre de la colonisation immortalisé par l'Académie française », *Antichambre*, 18 avril 2026, <https://agone.org>

(2) Antoine Gallimard, « Notre solidarité avec Olivier Nora et ses auteurs doit être totale », *op. cit.*

(3) « Fayard : l'appel de 17 universitaires "à une modification de la loi sur la propriété intellectuelle, au nom des valeurs qu'ils défendent depuis toujours" », *Le Monde*, 16 avril 2026.

(4) Citations tirées de la page Facebook de Sorj Chalandon et de « L'esprit Grasset, le franc-parler de Caroline Fourest », *Franc-Tireur*, Paris, 22 avril 2026.

SOMMAIRE

PAGE 2 :
Canada, une autre Amérique. – Courrier des lecteurs.

PAGE 3 :
En France, être juif et contre Israël, par **LAURA RAIM**.

PAGES 4 ET 5 :
Dans le huis clos des négociations de peine aux États-Unis, par **LOÏC WACQUANT**.

PAGES 6 ET 7 :
Face à la Chine, l'Amérique a un plan, suite de l'article d'**EVGENY MOROZOV**. – Rencontres des **AMIS DU « MONDE DIPLOMATIQUE »**.

PAGE 8 :
Conquêtes et déconvenues des années Petro, par **MAURICE LEMOINE**.

PAGE 9 :
La crise malienne sert les desseins de l'Algérie, par **AKRAM BELKAÏD ET ANNE-CÉCILE ROBERT**.

PAGES 10 ET 11 :
Elnet, histoire d'un lobby pro-Israël en Europe, par **YOSSI BARTAL**. – Quand Tel-Aviv s'imisce dans les affaires slovénes, par **LILY LYNCH**. – M. Vučić joue la carte Netanyahu, par **ANA OTAŠEVIĆ**.

PAGE 12 :
Verrouillage politique en Jordanie, par **CLÉMENTINE MARIUZZO**.

PAGE 13 :
La gauche indonésienne portée disparue, par **VEDI R. HADIZ**.

PAGES 14 ET 15 :
Les métamorphoses du delta du Gange, par **BERTRAND DAUGERON**.

PAGES 16 ET 17 :
Renseignement privé, l'industrie de l'à-peu-près et du mensonge, par **VADIM NIKITIN**. – À l'école française des espions, suite de l'article de **HAGER BEN JAFFEL**.

PAGES 18 ET 19 :
Aux confins de la Pologne et de l'Ukraine, l'ombre des minorités effacées, par **CATHERINE GOUSSEFF** – Cartographie de **CÉCILE MARIN**. – Des fouilles en terrain miné (**C. G.**). – La face obscure du pari ukrainien, par **SERGE HALIMI ET PIERRE RIMBERT**.

PAGE 21 :
L'authenticité, vertu politique?, par **GUILLAUME ORIGNAC ET DANIEL ZAMORA**.

PAGES 22 ET 23 :
Michel Onfray : « Proudhon pense comme moi! », par **EDWARD CASTLETON**.

PAGES 24 À 26 :
LES LIVRES DU MOIS : « Combats de filles », de Rita Bullwinkel, par **JEAN-PHILIPPE ROSSIGNOL**. – « La Maison de poupée hantée », de Montague Rhodes James, par **HUBERT PROLONGEAU**. – Femmes, films, fantômes, par **EMMANUEL BURDEAU**. – Trieste, concentré d'histoires, par **JEAN-ARNAULT DÉRENS**. – Le travail à l'œuvre, par **PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER**. – Pasolini l'irréductible, par **NIDAL TAÏBI**. – Cajoler la passivité, par **JEAN-CHRISTOPHE SERVANT**. – Dans les revues.

PAGE 27 :
Brecht n'est pas un maître, par **OLIVIER NEVEUX**.